

Critiques et peurs de la décroissance

Etude des croyances à l'origine des oppositions à la décroissance

2022

Louna Chartier

Sous la direction de Julien Schmitt

Juin 2022

Résumé

La décroissance recouvre une réalité bien plus large que la seule baisse du PIB. Elle est à la fois, une critique des conséquences d'un capitalisme effréné sur notre environnement et notre bien-être et un slogan performatif, invitant à penser un monde non guidé par la recherche du profit. La décroissance fait de plus en plus parler d'elle en politique et dans les médias. La baisse de la consommation et de la production semble être en effet une solution essentielle dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. Pourtant, elle est loin de faire consensus, et provoque chez certains un refus presque épidermique. Elle serait un « *retour à la bougie* », une hérésie conduisant à une hausse du chômage, un rêve élitiste. Nous avons donc, dans un premier temps, tentés de connaître la réalité se cachant derrière le terme de décroissance. Dans un second temps, nous nous sommes attachés à comprendre l'origine de ce refus à travers la réalisation de divers entretiens de jeunes se considérant comme opposés à la décroissance. Quels sont leurs arguments d'opposition ? Quelles mesures décroissantistes connaissent les plus fortes réticences ? Et surtout, quelles sont les croyances à l'origine de cette opposition ?

Mots-clés : décroissance, sobriété, croyances, écologie, projet de société, transition écologique et sociale, réchauffement climatique, peurs

Abstract

Degrowth covers a much broader reality than just a decrease in GDP. It is both a critique of the consequences of unbridled capitalism on our environment and our well-being and a performative slogan, inviting us to think of a world not guided by the profit motive. Degrowth is becoming more and more talked about in politics and in the media. Reducing consumption and production seems to be an essential solution in the fight against global warming. However, it is far from being a consensus solution, and provokes an almost epidermal rejection among some. It would be a "return to the candle", a heresy leading to increased unemployment, an elitist dream. We therefore first tried to find out the reality behind the term degrowth. Secondly, we tried to understand the origin of this rejection through various interviews with young people who consider themselves to be opposed to degrowth. What are their arguments of opposition? Which degrowth measures are the most reluctant? And above all, what are the beliefs behind this opposition?

Keywords: degrowth, sobriety, beliefs, ecology, society project, ecological and social transition, global warming, fears

Remerciements

Un immense merci aux personnes interrogées, qui ont accepté de me donner de leur temps, de partager leur avis sur le sujet de la décroissance et ont permis la réalisation de ce mémoire.

Je remercie mon directeur de recherche Julien Schmitt pour ses conseils pertinents, sa confiance et son enthousiasme envers mon travail et la liberté dont j'ai pu disposer dans le traitement de ce sujet.

Je remercie également toutes les personnes qui œuvrent actuellement pour promouvoir les concepts de décroissance et de sobriété, par leurs efforts de pédagogie et de vulgarisation. Je pense notamment à Serge Latouche, Timothée Parrique, Dominique Méda, et bien d'autres.

Enfin, merci à mes proches et ami.e.s pour leur présence, leur relecture et leurs conseils tout au long de ce travail.

« Les ressources naturelles sont inépuisables, car sans cela nous ne les obtiendrions pas gratuitement. Ne pouvant être ni multipliées ni épuisées, elles ne font pas l'objet des sciences économiques »

Jean-Baptiste Say

Cours complet d'économie politique pratique (1828)

« Celui qui croit à une croissance exponentielle infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste »

Kenneth Boulding

cité dans *Jump the Curve* (Jack Uldrich, 2008)

Sommaire

Introduction	7
Revue de littérature	9
I. La décroissance	9
A. Définition de la décroissance et ses terrains de pensées	9
1. Sens du mot décroissance	9
2. Origines et auteur.ice.s de la décroissance	10
3. Le PIB, symbole de l'omniprésence de l'économie dans nos sociétés	11
4. Remise en cause du lien entre bonheur et consommation	12
B. Les crises actuelles rendent la décroissance indispensable	13
1. Surconsommation et crises écologiques	13
2. Un système en crise sociale	14
C. Mesures de décroissances principales	17
1. De nouveaux indicateurs de mesure	17
2. Une nouvelle place de l'économie	18
3. Gratuité, biens communs et revenu universel	18
4. Retour au local	19
5. Une nouvelle vision du travail	20
D. Popularisation récente du concept dans le débat public et en politique	21
1. Lors des primaires écologiques EELV	21
2. La décroissance chez Jean-Marc Jancovici	21
3. La décroissance dans le dernier rapport du GIEC	22
II. Critique de la décroissance	22
1. Les critiques de nature économique	23
2. Les critiques de nature philosophique	26
3. Les critiques de nature socio-démographique	27
III. Démocratiser la décroissance au plus grand nombre	29
A. Rendre indispensable la décroissance	29
1. Accélérer la prise de conscience de l'urgence climatique	29
2. Rendre indispensable la décroissance aux yeux de tous	30
B. Rendre attractive la décroissance	30
1. Décroissance, accroissance, post-croissance ?	30
2. Concrétiser la décroissance	32
3. Imaginer et illustrer la décroissance	33

Investigation.....	35
I. Approche de résolution du problème	35
A. Méthode de recherche : les entretiens semi-structurés	35
B. Condition de l'approche et présentation des personnes interrogées	36
C. Thèmes abordés et questions posées lors des entretiens	37
D. Biais et limites de l'expérience.....	39
II. Analyse et interprétation des résultats	40
A. Mauvaise compréhension du sujet.....	40
B. Les critiques idéologiques et croyances associées.....	41
1. Foi dans le progrès et l'innovation.....	41
2. Vision du bonheur matérialiste	43
3. Méritocratie et valeur du travail salarié.....	44
4. Le capitalisme, la croissance et l'accumulation, des notions naturelles	46
5. Le capitalisme comme unique modèle démocratique possible : la planification écologique, une dictature ?.....	48
6. Peur du changement et d'une transition forcément violente et abrupte	49
7. Sphères sociales et écologiques, deux combats séparés	50
C. Les critiques rationnelles.....	52
1. Un financement impossible	52
2. Appauvrissement, hausse du chômage et inflation	53
3. Inefficacité et impossibilité de la planification	53
4. Un droit à polluer pour tous.....	53
5. Infaisable dans un contexte international d'échanges économiques et culturels	54
6. La sobriété heureuse, un concept de riches déconnecté des réalités	55
7. Un concept peu concret et pessimiste.....	56
8. Les blocages juridiques	57
9. Une sélection complexe.....	57
10. Le lien entre richesses et pollution n'est pas toujours évident	58
D. Quel terme pour la décroissance ?.....	58
E. Conclusion de l'expérience et évaluation des hypothèses	59
Conclusion et perspectives.....	62
Annexes.....	68
Annexe 1 : Liste des graphiques.....	68
Annexe 2 : Retranscriptions et idées principales des entretiens.....	69

Introduction

En septembre 2021, lors de la conférence de Jean-Marc Jancovici pour le séminaire destiné aux nouveaux élèves à l'ESCP, le fondateur du Shift Project arrive à son graphique bien connu, corrélant le nombre de barils de pétrole extraits depuis la période préindustrielle au PIB mondial, et à l'équation qui en découle : $\text{PIB} = \text{NRJ} = \text{CO}_2$. Selon lui, la crise liée au Covid-19 a engendré une baisse du PIB de 5% et donc une baisse des émissions de CO_2 de 8%. Ainsi, il faudrait qu'on ralentisse d'autant l'économie mondiale chaque année pour réussir à rester en dessous des 2°C d'ici la fin du siècle. C'est vertigineux ! Et la recherche inconditionnelle de la croissance économique semblerait être à l'origine de l'accroissement des émissions de CO_2 .

Face au défi majeur de notre siècle, le changement climatique, chacun adopte un comportement qui lui est propre, conditionné par sa sensibilisation au sujet climatique, son expérience et ses valeurs. Les derniers rapports du GIEC nous montrent l'impossibilité de nier sa réalité, et son origine. Nous sommes bel et bien enfoncés dans l'ère anthropocène, et il est difficile de passer à côté. La pression écologique augmente plus que jamais, de pair avec une croissance économique célébrée voire révérée mais qui se traduit par boulimie de biens de consommations et d'énergie. On parle de 6^{ème} extinction de masse, plus de 80% des océans ont été vidés de leurs poissons, notamment à cause de la surpêche et nous avons perdu en 40 ans plus de 40% des vertébrés. On constate également une crise sociale qui s'additionne à cette crise écologique. Nous avançons aujourd'hui dans un monde dominé par un libéralisme fort, à l'origine à l'origine d'inégalités extrêmes entre les populations ; entre le nord et le sud à l'échelle mondiale, mais aussi entre les populations d'un même pays à l'échelle nationale, creusant un écart de plus en plus grand entre les ultra-riches et les ultra-pauvres.

Pour faire face à cette situation, on a vu réémerger depuis les années 2000, le concept de « décroissance », prôné par un nombre grandissant d'intellectuels et de scientifiques. Ce projet de société est en 2022 plus que jamais d'actualité grâce à sa mention dans les récents rapports du GIEC et sa visibilité dans le champ politique – notamment porté par Delphine Batho lors des primaires écologiques. Pourtant, la décroissance est un concept trop souvent mal connu et compris, qui provoque fréquemment des réactions épidermiques telles que la peur d'un « retour à la bougie », d'une hausse du chômage, d'un appauvrissement forcé. De par leur virulence parfois, il semble que le terme même de « décroissance », porte atteinte à des valeurs profondément ancrées chez les sujets en opposition. Ce mémoire vise donc à identifier quelles

sont les croyances à l'origine de ce rejet. Pour cela, dans un premier temps, en revoyant la littérature existante, nous tenterons de clarifier ce qui se cache derrière le terme décroissance, d'en identifier les courants, et de comprendre son caractère indispensable dans la lutte contre le changement climatique et les fléaux sociaux. Nous listerons par la suite les critiques existantes les plus communes et tenterons d'élaborer un plan qui permettrait de rendre la décroissance souhaitable par un plus grand nombre de personnes. L'expérience que nous mènerons dans un second temps visera à identifier de nouvelles critiques adressées à la décroissance, les catégoriser, ainsi que décortiquer leurs origines. Enfin, à la lumière de cette analyse, nous tenterons, en discussion d'apporter des solutions afin de promouvoir le concept, clé dans la lutte contre le dérèglement climatique.

Revue de littérature

I. La décroissance

A. Définition de la décroissance et ses terrains de pensées

1. Sens du mot décroissance

Le concept de décroissance est trompeur car s'il semble désigner une simple décroissance de la courbe du PIB, il définit en réalité une réflexion pluridisciplinaire sur une société post-croissance et les manières de l'atteindre. Le terme de décroissance en soi est qualifié de « *mot obus* » ou « *slogan performatif* » (S. Latouche, 2022, p.4), car il permet d'ouvrir le champ des possibles en termes de réflexion. La poursuite irréfléchie de la croissance économique pour la croissance économique incarne pour la sphère décroissantiste le symbole de nos sociétés libérales accordant une place prédominante à l'économie tout en épuisant les ressources de la planète et en asservissant les hommes. Le but de la décroissance est de sortir de ce tropisme où l'économie a une place primordiale et d'accéder à une société plus égalitaire dans laquelle les limites biophysique de la terre seraient respectées et les pressions environnementales réduites. Pour cela, une décroissance de la production et de la consommation doit être planifiée de façon démocratique. Il est fort probable que cette décroissance de l'utilisation des matières premières et de l'énergie pourra effectivement conduire à une décroissance du PIB. C'est pourquoi penser la décroissance c'est penser une société du futur dans son ensemble, son économie, sa manière de travailler, sa relation avec la démocratie, dans laquelle une décroissance économique n'aurait pas les conséquences sociales dramatiques d'une récession et permettrait de répondre au défi du siècle qu'est le dérèglement climatique. Le concept de décroissance nous invite également à repenser notre manière de vivre et de consommer, comme le fait l'agro écologiste Pierre Rabhi ((1938-2021) avec sa « *sobriété heureuse* », un synonyme de « *simplicité volontaire* », ou d'« *hédonisme alternatif* », afin d'atteindre un bonheur plus grand et sain pour tous. Ainsi, la décroissance est à la fois « *une stratégie de transition, un mouvement, une mosaïque de pratiques, une idéologie, une théorie et un domaine d'étude* » comme l'explique Timothée Parrique. (2021, sept.).

2. Origines et auteur.ice.s de la décroissance

S'il émerge récemment dans le débat public, le concept de décroissance est bien plus ancien. On retrouve assez tôt chez Thomas Robert Malthus au début du 19^{ème} siècle cette intuition des limites de la croissance infinie, bien que celles-ci soient liées à la pression sur les ressources causées par l'augmentation démographique. Par la suite, dans les années 1970, l'économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen, tente de réencastrier l'économie dans la nature avec le concept d'économie écologique. Il met notamment en évidence le fait que l'économie moderne « ignore l'entropie, c'est-à-dire la non-réversibilité des transformations de l'énergie et de la matière ». (Latouche, 2022, p.15), une des idées fondatrices de l'économie écologique. A la même période paraît en 1972 le rapport Meadows du Club de Rome, *The Limits to Growth*, qui met en garde les décideurs contre l'évident paradoxe d'une croissance infinie dans un monde fini.

A l'heure actuelle, il existe une multitude de courants qui alimentent la critique de la croissance, que l'on peut regrouper en quatre typologies de critiques (Assen Slim, 2015¹). Cette typologie nous donne également un avant-goût des critiques adressées à la croissance.

Un premier courant issu de l'anthropologie, s'inspirant des critiques de l'aliénation (Marx, Engels) et de la société de consommation (Baudrillard), incarné aujourd'hui par Serge Latouche et Paul Ariès, critique une société piégée par sa foi dans le consumérisme et le productivisme dont elle devrait se libérer grâce à une « *décolonisation de l'imaginaire* » (S. Latouche 2003). Une seconde pensée, critique de la société technicienne est représentée par Vincent Cheynet et Fabrice Flippo. Elle hérite des travaux de I. Illich et de A. Gorz, pour qui le progrès technique est responsable d'une dégradation de notre mode de vie (I. Illich), et d'inégalités et d'exclusions (A. Gorz). Le troisième courant porte sur les questions environnementales et sur l'incompatibilité entre la croissance et le respect des limites bio-physiques, diffusé par Yves Cochet et dans une moindre mesure Dominique Méda. Enfin, la quatrième typologie est celle de la recherche du sens de la vie et du bonheur, suivant le slogan de la décroissance « *Moins de biens, plus de liens* » avec comme principal auteur Pierre Rabhi et les expressions de « *sobriété heureuse* » et de « *simplicité volontaire* ».

¹ SLIM A. [2015], « Renouveau de la décroissance : qu'apportent les auteurs français ? », *Économie appliquée*, ISMEA, Tome LXVIII, n°1, pp. 5-32.

3. Le PIB, symbole de l'omniprésence de l'économie dans nos sociétés

Une des critiques majeures des décroissantistes est l'importance accordée au PIB dans nos sociétés. La croissance du PIB aujourd'hui semble être la clé d'accès au développement et au bonheur des pays d'économie libérale. C'est un indicateur très suivi et mis en avant comme signe du succès d'un mandat par exemple, et l'ensemble des politiques menées visent à renouer avec la croissance. On ne parle même plus de croissance du PIB, mais de croissance tout court, assimilant celle-ci à une forme de croissance organique, naturelle, signe de bien-être et de normalité. Elle se confond bien souvent avec la notion de progrès social. La toute-puissance de cet indicateur, par rapport à d'autres, de développement humain par exemple, serait le signe de l'importance centrale de l'économie dans nos sociétés et le remettre à sa juste place permettrait de réencastrer l'économie dans la réalité, c'est-à-dire la nature et les hommes.

Le PIB a été créé il y a presque 90 ans, en 1934 par Simon Kuznets aux Etats-Unis, en même temps que la comptabilité nationale américaine. Déjà à cette époque, Kuznets met en garde contre son utilisation comme un indicateur de bien-être. Le PIB n'est en effet pas un outil de mesure du bien-être mais de la richesse pécuniaire produite dans un pays. Pour Jacques Ellul, « *on considère toute activité rémunérée comme une valeur ajoutée, génératrice de bien-être* », à tort (Latouche, 2006, p.56). On retrouve la même idée chez Jean Baudrillard dans *La Société de consommation* pour qui l'assimilation de la croissance à une amélioration du bien-être est un « *extraordinaire bluff collectif* » (Baudrillard, 1970, p.42).

En effet, si l'on reprend du calcul du PIB, on se rend compte qu'il prend en compte l'ensemble de l'activité économique d'un pays à travers trois écueils majeurs. Il comptabilise les événements négatifs et ne prend en compte ni les externalités négatives sur l'environnement, ni des événements positifs comme l'ensemble du travail non-salarié (le bénévolat par exemple). Ainsi, si l'ensemble du parc forestier français prenait feu, l'activité des pompiers serait fortement augmentée et cela entraînerait une augmentation du PIB, pourtant les pertes en termes de biodiversité seraient énormes. Une guerre menée à l'étranger entraînerait également un accroissement du PIB. Cet indicateur mesure donc une agitation, une accélération plutôt qu'une direction, comme le rappelle Timothée Parrique (2019, p.55) et en aucun cas le bien-être d'une population ou d'un écosystème.

4. Remise en cause du lien entre bonheur et consommation

Au cœur de l'idée de décroissance, on retrouve le fait de baisser notre production, de façon réfléchie et ciblée, afin de diminuer les différentes pressions environnementales, et donc de réduire notre consommation. Nous vivons dans des sociétés dites « de consommation », et pour beaucoup, l'accès au bonheur passe par le fait d'acquérir toujours plus de biens, qui sont signes d'appartenance à aux classes sociales supérieures. Nous consommons toujours plus, avec des prix de plus en plus bas, au détriment de la qualité et des conditions sociales et environnementales de production. La fast fashion en est un parfait exemple, avec 100 milliards de vêtements vendus par an et un doublement de la production de 2000 à 2014 (Greenpeace, 2014), cette industrie génère 2% des émissions globales de gaz à effet de serre et consomme 4% de l'eau potable mondiale (Ademe, 2020). Ces pièces sont souvent jetées après avoir été portées quelques mois car l'industrie textile veille à un renouvellement constant des désirs de consommation grâce à un bombardement publicitaire permanent. L'exemple parlant du textile s'applique à la plupart des secteurs et est la preuve de la boulimie de consommation générée par ce système.

Certains s'évertuent donc à plaider pour un mode de vie plus sobre, où l'on achèterait et consommerait seulement le nécessaire pour notre survie. C'est le cas de Pierre Rabhi, célèbre agro écologiste et essayiste qui a prôné une « *sobriété heureuse* » tout au long de sa vie afin de rétablir nos liens avec les autres et de se rapprocher de la nature. La glorification de la sobriété comme moyen d'accession à plus de sagesse en se détachant du matériel et du superflu n'est pas nouvelle. Diogène de Sinope, contemporain d'Alexandre le Grand vivait par choix dans un grand dénuement et l'abandon des biens matériels a fait partie des conditions d'entrée dans les ordres de nombreuses religions. Si cette sobriété semble mise de côté dans nos sociétés de consommation et intrinsèquement liée à la pauvreté, non choisie, on la voit réapparaître avec des tendances médiatisées comme le minimalisme, mis au goût du jour par Marie Kondo notamment.

Au-delà de ces considérations spirituelles, l'augmentation des richesses d'un individu n'induit pas forcément une hausse de son bien-être (ou de son utilité en terme économique) comme le démontre le paradoxe d'Easterlin (Easterlin, 1974, p. 118). D'après ce dernier, à partir d'un certain revenu, le niveau de bien-être causé par une augmentation du revenu devient de plus en plus faible voire inexistant. La recherche de la croissance économique infinie, à

l'origine pour beaucoup d'un plus grand progrès social et d'une hausse du bonheur des individus est donc grandement remise en question. Ce paradoxe est un des fondements de l'économie du bien-être aujourd'hui.

La société de consommation nous apporte donc bien des plaisirs, mais elle est également à l'origine de grandes frustrations générées par la publicité et les réseaux sociaux auxquels nous sommes exposés en permanence. La décroissance passe ainsi nécessairement par une simplicité choisie qui nous apporterait un plus grand bonheur.

B. Les crises actuelles rendent la décroissance indispensable

1. Surconsommation et crises écologiques

Depuis le début de l'ère industrielle, la température moyenne sur la Terre a augmenté de 1,1°C à cause des émissions de gaz à effets de serre. Notre dépendance aux énergies fossiles, véritable moteur de nos économies en est la cause. Nous rejetons chaque année dans l'atmosphère une quantité de gaz à effet de serre que les puits naturels de carbone ne sont plus capables d'absorber, dérèglant les cycles naturels, et dans des quantités toujours plus importantes. Ces émissions atteignaient 25 Gt en 2000 et elles étaient évaluées à 42,2 Gt en 2019 (Friedlingstein, O'Sullivan, W. Jones et M. Andrew, 2020). Ce dérèglement planétaire a des impacts très importants sur l'ensemble des écosystèmes et du vivant en entraînant des réactions en chaîne, et le phénomène s'amplifiera (notamment à cause des boucles de rétroaction comme le permafrost). D'après le second volet du 6^{ème} rapport du GIEC, plus de 3,3 milliards d'humains vivent déjà dans un contexte de forte vulnérabilité au changement climatique et 1 milliard dans des zones côtières menacées par la montée des eaux. L'impact sur la biodiversité est aussi très important avec 10 à 18% des espèces menacées par un réchauffement de 2°C.

De plus, cet impact sur la biodiversité ne se limite pas au réchauffement climatique. De nombreux scientifiques alertent sur notre entrée dans une période de 6^{ème} extinction de masse, causées par l'Homme qui déforeste, racle les fonds marins et vide l'océan, décime des populations d'insectes avec des produits chimiques à une proportion jamais atteinte, permise par une technologie toujours plus meurtrière pour le vivant.

Notre mode de vie et de consommation actuel n'est pas durable et les risques futurs pour la population humaine sont immenses. A l'échelle de la France, nous devons passer de 12t de CO₂ émise par an par individu à 2t afin de limiter le réchauffement à 2°C, ce qui signifie forcément une baisse de la consommation dans les secteurs les plus émetteurs et des changements majeurs dans nos achats et manières de vivre. Si la tertiarisation de l'économie peut sembler une solution, il faut garder en tête que l'économie de services est avant tout une économie de machines, avec un secteur du digital qui représente 2 à 4% des émissions de gaz à effets de serre annuelles. En effet, un smartphone de 150 g nécessite plus de 150 kg de matières premières pour le fabriquer. Une réflexion et des actions fortes sur la décroissance de notre consommation et de notre production sont donc nécessaires pour préserver notre environnement et pour notre survie future.

De plus, le modèle capitaliste actuel est basé sur une économie classique, qui ne prend pas en compte les limites terrestres et part du postulat que l'ensemble des ressources naturelles n'a pas de valeur monétaire, tout en oubliant le principe physique de l'entropie (impossibilité du retour en arrière car le passage d'un état à un autre induit nécessairement une perte d'énergie). Ceci explique notamment les crises écologiques causées par une surconsommation et une surproduction qui ne prennent pas en compte la nature et le vivant. Une idée parfaitement incarnée par cet extrait de Jean-Baptiste Say, l'un des pères de l'économie classique dans son *Cours complet d'économie politique pratique*, en 1828-1829 : « *Les ressources naturelles sont inépuisables, car sans cela nous ne les obtiendrions pas gratuitement. Ne pouvant être ni multipliées ni épuisées, elles ne font pas l'objet des sciences économiques* ».

2. Un système en crise sociale

a) Répartition inégale des retombées de la croissance

Ce modèle de poursuite de la croissance économique, modèle néo-libéral des économies de marché a amené une prospérité et un enrichissement global mondial. Malheureusement, si cet enrichissement s'est vu globalement bien réparti en moyenne pendant certaines périodes grâce au ruissellement des bénéfices issus de la croissance, comme lors des Trente Glorieuses en France, le modèle capitaliste par nature (quand il est dépourvu de politiques redistributives fortes) produit des inégalités de richesses et de revenus toujours croissantes. Aux Etats-Unis,

les 1% les plus riches accaparent près de 20% du revenu national du pays. Presque autant qu'il y a un siècle, quand en France, ceux-ci en possèdent près de 9%. Les inégalités sont bien plus extrêmes au niveau du capital puisque 1% des Français les plus riches possèdent 25% du capital français (Piketty, 2013).

De plus, si les retombées de la croissance profitent globalement aux pays les moins développés qui s'enrichissent avec la mondialisation et aux plus riches, les classes sociales populaires et moyennes des pays occidentaux voient leurs revenus stagner voire chuter. C'est ce que montre la « courbe de l'éléphant » (voir ci-dessous) de Branko Milanovik et Christoph Lakner (Milanovik, 2016).

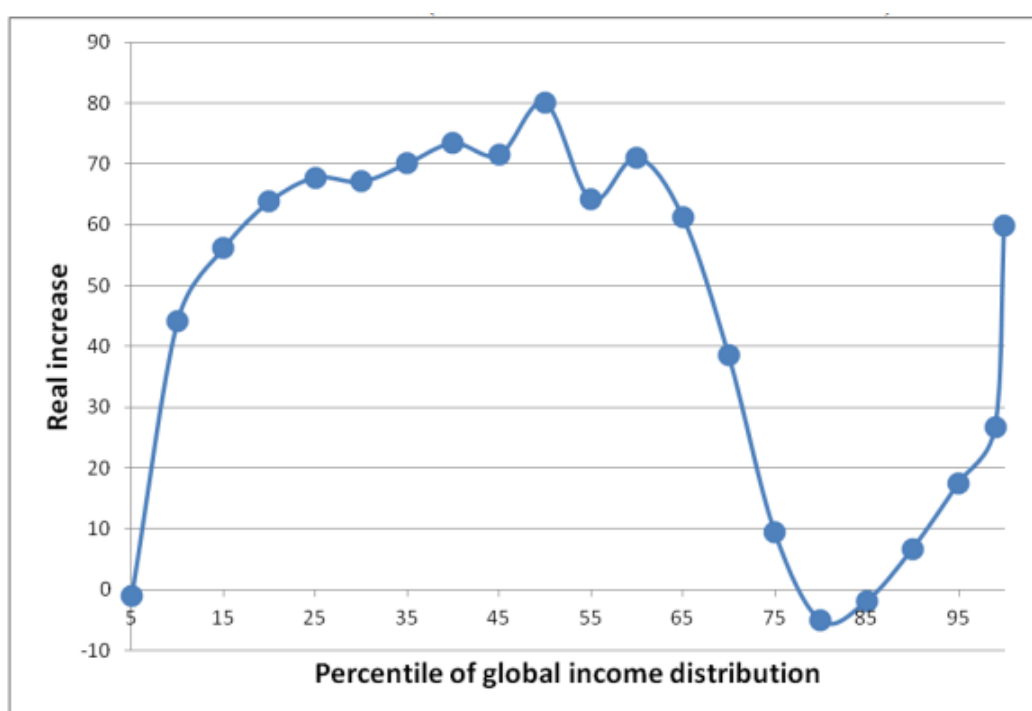


Figure 1 - Change in real income between 1988 and 2008 at various percentiles of global income distribution
(calculated in 2005 international dollars)

Enfin, par nécessité, pour qu'une entreprise survive dans le système capitaliste face à une concurrence forte et dans un environnement mouvant, elle doit générer des bénéfices toujours plus grands. Pour atteindre cet objectif, elle peut soit augmenter ses volumes de vente, soit écraser ses coûts de production, souvent au détriment des piliers sociaux et environnementaux.

b) Apparition de nouveaux maux de la société

Pour les objecteurs de croissance, la croissance économique n'est pas synonyme de bien-être, voire elle s'y oppose dans les pays déjà développés.

Herman Daly en créant un indicateur de progrès véritable (Genuine Progress Indicator : GPI), qui ajoute au PIB le bénévolat et le travail domestique et retire la valeur estimée des richesses perdues (impact sur l'environnement, utilisation de ressources non renouvelables, impacts sociaux comme le chômage, les accidents, les maladies etc.) a démontré qu'à partir d'un certain seuil, les coûts de la croissance étaient supérieurs aux bénéfices qu'elle engendrait. (Latouche, 2022, p.58)

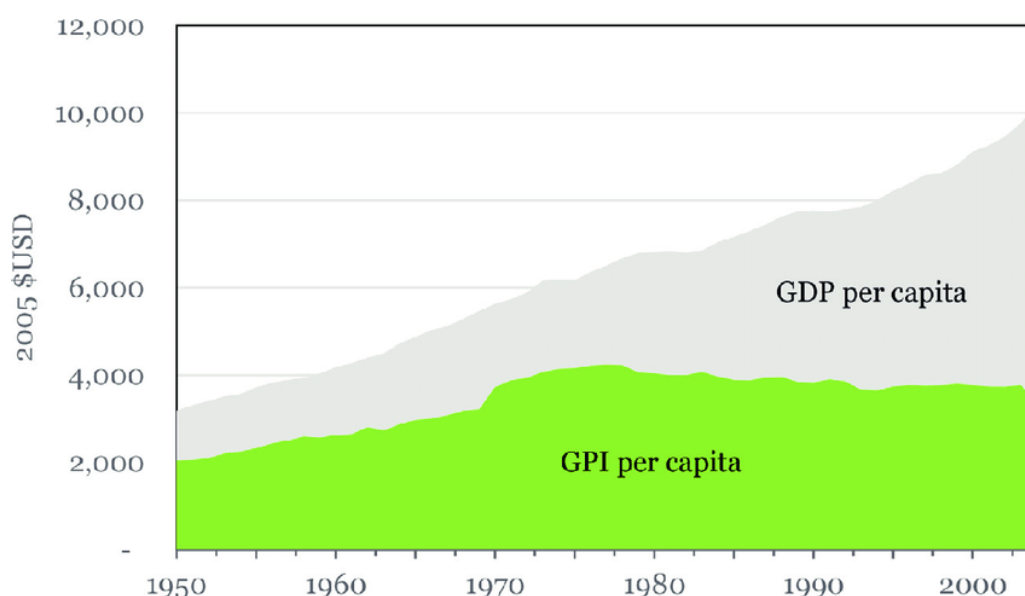


Figure 2 - GDP vs. GPI (genuine Progress indicator), 1950–2005

Sur ce graphique (Rice, 2021,p.7), on voit clairement qu'à partir des années 70, aux Etats-Unis, l'indiv de progrès véritable (GPI) décroche du GDP/PIB et stagne. En effet, la croissance provoque des externalités négatives fortes. On voit notamment apparaître de nouveaux maux dans les pays riches comme l'obésité, la fatigue chronique ou les dépressions en série.

De surcroît, le bonheur d'un individu n'augmente pas proportionnellement à l'augmentation de son revenu à partir d'un certain seuil, c'est le paradoxe d'Easterlin démontré en 1974. Celui-ci démontre également que le pourcentage de personnes heureuses dans un pays développé pouvait être similaire à celui de pays à revenus beaucoup moins élevés.

C. Mesures de décroissances principales

Il est vrai qu'une des forces du mot décroissance est d'ouvrir une nouvelle façon d'appréhender les sociétés, devenant quasiment un exercice de fiction projective. C'est une grande force, mais aussi un écueil car en se faisant, elle reste diffuse et floue et complique parfois sa compréhension. Heureusement, on retrouve tout de même de grandes lignes et des objectifs communs à tous les partisans de la décroissance. Cela nous permet de dresser un grand plan à venir, un programme politique pour quiconque souhaiterait porter ce grand projet de décroissance. Voici les principales mesures, les plus communément citées dans la littérature, listées ci-dessous.

1. De nouveaux indicateurs de mesure

Afin de mener ce projet de décroissance à bien, une des premières tâches est de replacer le PIB à sa juste place, de l'enserrer dans des indicateurs humains et d'empreinte carbone par exemple. En tant que société, il est de notre devoir de nous demander si le PIB devrait être plus important que l'espérance de vie ou le taux de scolarisation.

Se doter d'un nouveau set d'indicateurs, d'un tableau de bord, en créer de nouveaux, plus globaux, reflétant réellement les situations écologique et sociale actuelles est alors nécessaire. Les options pour remplacer le PIB ou l'encadrer sont aujourd'hui nombreuses.

Les premières tentatives pour remplacer le PIB remontent au *Measure of Economic Welfare* développé par William Nordhaus and James Tobin en 1972. On voit apparaître par la suite le *Genuine Progress indicator* en 1995 issu du think tank américain Redefining Progress, utilisé dans certains états américains (Maryland, Vermont et Hawaï) ainsi qu'en Finlande. Il existe de multiples initiatives depuis, comme le bonheur national brut au Bhoutan développé dans les années 1990 ou le BIP40 en France (2002). (Parrique, 2020, p.55). On pensera également à la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi ou « Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social » de 2009 dont le but fut d'élaborer de nouveaux indicateurs de richesse.

Evidemment, il est une chose d'en créer, encore faut-il leur donner le statut qu'occupe le PIB actuellement, ou les hisser à égalité.

2. Une nouvelle place de l'économie

En parallèle du remplacement du PIB, ou de son enserrement entre des indicateurs de bien-être social et environnemental, il est nécessaire de mettre en place une nouvelle vision de l'économie qui prend en compte la nature et les externalités sociales négatives ainsi que de nouvelles formes de comptabilité.

L'économie écologique, par son caractère transdisciplinaire, permet de guider l'action des acteurs économiques en prenant en compte tous les impacts de leurs actes. Dans cette nouvelle vision de l'économie, de nouveaux types de capitaux sont considérés (naturel, social, culturel, humain ou « de fabrication humaine »). De plus, cette économie vise à atteindre trois objectifs hiérarchisés : un cadre durable, une distribution juste des ressources et une allocation efficace des ressources.

En parallèle, des modèles de comptabilité écologique sont étudiés afin de donner un prix à la nature. C'est le cas du modèle CARE (comptabilité adaptée au Renouvellement de l'Environnement) développé en 2012, par Jacques Richard et Alexandre Rambaud, chercheurs associés à l'Université Paris-Dauphine. Il s'agit aujourd'hui de les utiliser.

3. Gratuité, biens communs et revenu universel

Défini comme un interdit majeur de l'hyper-capitalisme par Paul Ariès, la gratuité doit donc être étendue le plus largement possible dans un modèle post-croissance. Les initiatives de bénévolat doivent être répandues et le concept d'un revenu universel est souvent repris chez les objecteurs de croissance. En effet, dans un contexte de réduction de la production et de la consommation des ressources, de raréfaction des énergies et de réduction des émissions de carbone, la répartition des biens et des ressources est une question clé.

Le concept de revenu universel peut être également élargi. Vincent Liegey propose par exemple une « dotation inconditionnelle d'autonomie ». Cette dernière est pensée pour être un

instrument de sortie du système capitaliste, et serait prodiguée à chaque individu tout au long de sa vie. Elle est composée d'euros, de monnaie locale et d'accès aux biens communs (eau, nourriture, éducation, santé, logement etc.) (Liegey, Madelaine, Ondet et Veillot, 2013).

4. Retour au local

La relocalisation est une des mesures clé du projet décroissantiste. Par relocalisation, on entend le sens classique de rapatrier des usines délocalisées à l'étranger, ainsi qu'un retour au local et le fait de penser la société à une plus petite échelle que celle nationale.

Le premier sens, plus commun est celui de s'extraire partiellement du jeu de la mondialisation pour à la fois stopper des déplacements parfois insensés au nom du jeu des prix, une certaine forme d'exploitation dans les pays du Sud et s'autonomiser en rapatriant des savoir-faire parfois oubliés. La relocalisation permettrait donc de réduire les émissions de gaz à effets de serre tout en créant de nouveaux (anciens) emplois.

Le deuxième sens amène à réfléchir à la taille idéale pour une société. Pour les décroissantistes, l'échelle nationale est trop grande et l'on devrait retourner à une échelle locale comme la bio-région (située entre 10 000 et 1 million d'habitants) par exemple. Ce changement d'échelle impacterait de nombreux domaines comme les déplacements, le travail de chacun ou la relation à la démocratie. Dans ce cadre, les différences régionales sont revalorisées et les savoir-faire réintroduits. Le retour au local favorise la polyactivité afin de diversifier les productions sur des plus petites surfaces : les polycultures comme la permaculture voire le jardin potager privatif sont encouragées. Les réflexions autour de l'urbanisation et des villes du futur sont également centrales afin de disposer du nécessaire accessible en mode de transports doux.

Une relocalisation augmenterait également l'indépendance des territoires et leur résilience. La question de l'autonomie a une place importante dans le projet décroissantiste puisque certains courants rejoignent les théories de collapsologie. Il est nécessaire de créer des circuits d'approvisionnement plus courts afin qu'en cas de perturbations à l'échelle nationale, l'ensemble de l'approvisionnement ne soit pas impacté. L'autonomisation doit se faire à la fois en terme alimentaire mais aussi énergétique. A l'échelle locale, de par leur taille et facilité

d'installation et une utilisation quasi immédiate, les énergies renouvelables se révèlent particulièrement adaptées.

Pour passer à cette échelle locale, de nombreuses incitations voire contraintes sont à penser. La mise en circulation d'une monnaie locale permet de favoriser le commerce de quartier, voire de régions, et il faudrait la favoriser à l'aide de taxes sur les émissions liées au transport (une taxe kilométrique par exemple).

5. Une nouvelle vision du travail

Si une baisse de la production et de la consommation peut induire dans le modèle décroissantiste une baisse de l'emploi, la relocalisation et la transition écologique seront à l'origine de la création de nombreux nouveaux postes – 600 000 nouveaux emplois à horizon 2030 dans les secteurs du bâtiment, des transports et de l'industrie (Méda, Mars 2021). De plus, le renoncement à certaines techniques de production trop polluantes devrait entraîner une baisse de la productivité, et donc une hausse de l'emploi. Il est difficile de juger à ce jour qu'elle serait la tendance qui l'emporterait. Toujours est-il que pour de nombreux critiques de la croissance, le plein emploi n'est pas un objectif à atteindre en tant que tel. Le dégagement de temps libre serait même souhaitable pour participer au processus démocratique voire s'engager sur des projets associatifs.

La place du travail dans la société devrait être décentrée, en termes de temps et d'importance sociale. Afin d'accompagner la demande de travail, des réflexions émergent sur une répartition plus égale des travaux pénibles et des salaires. Pour mieux répartir les richesses, l'augmentation du SMIC ou la « dotation inconditionnelle d'autonomie » proposée par Vincent Liegey (2013) sont considérées.

Le modèle des entreprises capitalistes est repensé, afin de rendre aux salariés leur capacité de décision sur le destin de l'entreprise, et les modèles de coopératives, comme La Louve à Paris 18^{ème}, ou SCOP sont plébiscités. La croissance du chiffre d'affaires n'est plus un objectif et les entreprises à « taille humaine » préférées.

D. Popularisation récente du concept dans le débat public et en politique

1. Lors des primaires écologiques EELV

Le concept de décroissance a été porté sur le devant de la scène politique lors des primaires d'Europe Ecologie Les Verts en 2021 puisqu'elle a été défendue par Delphine Batho comme réponse au dérèglement climatique, face à la « croissante verte » de Yannick Jadot. Les débats sur la décroissance ont donc ponctué la campagne de la primaire, bien que le concept ne soit pas bien défini pour de nombreux candidats, qui l'assimile à une simple baisse de la croissance, comme le dénonce Timothée Parrique dans une tribune du Monde (sept. 2021).

Delphine Batho présente la décroissance comme « *seul projet politique réellement alternatif* » dans un entretien qu'elle accorde à Emilie Massemin (2021), journaliste chez Reporterre. Pour elle, avant même de parler de mesures, elle préfère présenter le projet de société qu'elle souhaite porter, qui est celui de la décroissance, qu'elle définit de la manière suivante : « *Que toutes les décisions soient prises non pas en fonction des bilans comptables et de la course folle à la surchauffe économique, mais en fonction du bien-être humain, de la lutte contre le réchauffement climatique et de la préservation du vivant.* » Une des mesures clé de son programme serait donc « *une nouvelle loi de programmation des finances publiques basée non sur le PIB (produit intérieur brut) mais sur des indicateurs de réduction des inégalités, d'amélioration de la qualité de vie, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de préservation de la biodiversité* ».

2. La décroissance chez Jean-Marc Jancovici

La popularisation récente du concept vient également d'une figure montante de l'écologie, Jean-Marc Jancovici. Sa conférence « CO2 ou PIB », donnée à Sciences Po Paris en 2019, a atteint 1,7 million de vues sur Internet. Il est aussi l'un des fondateurs du Shift Project, un think tank qui espère peser dans le débat de l'élection présidentielle avec son plan de transformation de l'économie française fondé sur la sobriété et la décroissance.

La vision de JM Jancovici sur la décroissance est une vision d'ingénieur : pour lui, celle-ci se caractérise par la baisse des flux physiques (de matières premières et d'énergie) utilisés. Cette

décroissance est déjà à l'œuvre à présent du fait de la raréfaction des énergies fossiles. De plus, pour lui, la croissance verte est un mythe total. (Fabre Soundron, 2021).

3. La décroissance dans le dernier rapport du GIEC

Enfin, la solution de la sobriété énergétique, ou la décroissance est mentionnée 15 fois dans le dernier rapport du GIEC. C'est la première fois que le terme y est utilisé depuis la création du GIEC. Le concept est mentionné plusieurs fois dans le rapport sur l'adaptation, ainsi dans celui de l'atténuation. Le chapitre sur le découplage montre qu'effectivement 14 pays ont expérimenté un découplage absolu entre 2015 et 2018, mais il s'achève sur la conclusion suivante : « *il semble de plus en plus évident que même un découplage absolu généralisé et rapide pourrait ne pas suffire à atteindre ces objectifs [les 1,5 °C ou 2°C de l'Accord de Paris] sans une certaine forme de décroissance économique* ». (Parrique, avril 2022)

II. Critiques de la décroissance

Le sujet de la décroissance provoque très souvent des tensions, à la fois car nous sommes bercés par le mythe de la croissance depuis toujours et qu'elle est entourée trop souvent d'une grande incompréhension. De plus, sa mise en application, même partielle touche pour certains à des valeurs de liberté et pourrait nous plonger dans un grand dénuement. Emmanuel Macron la décrit comme un « retour à la bougie » (14 septembre), pour beaucoup elle est élitiste, synonyme de récession, de chômage et fervente opposante au progrès. Pour observer les oppositions à la croissance dans leur diversité, leur intensité et comprendre leur cause, nous sommes partis de la série de critiques listées par Serge Latouche dans le chapitre 3 (*Malentendus, Contresens et Controverses*) de son ouvrage récapitulatif sur la décroissance. Les voici :

- Décroissance, croissance négative et austérité
- Décroître ou rétrograder, le retour à la bougie
- La décroissance et la croissance démographique

- Décroissance et emplois, la question du chômage

La consultation d'articles de presse et de médias nous a permis d'en ajouter d'autres. Les interviews menées dans la seconde partie du mémoire permettront de les expliquer et de les préciser, voire d'en ajouter d'autres par la suite.

Les critiques envers la décroissance proviennent de fondements divers. Elles peuvent émerger d'une incompréhension, voire d'une ignorance du concept même, ou de divergences d'idées ou de valeurs, expliquant la virulence de certaines oppositions, plus ou moins fondées. Les lister permettra de les comprendre, afin d'éventuellement les dépasser. Nous les avons classées en trois catégories : les critiques de nature économique, les critiques philosophiques et les critiques sociaux-démographiques. Evidemment, elles peuvent se mêler et s'additionner chez les opposants à la décroissance.

Avant toute chose, il est nécessaire de garder en tête que pour beaucoup, la décroissance est un concept flou. Il recouvre en effet de nombreux terrains, politiques, économiques et philosophiques comme nous l'avons vu en première partie et en comprendre tous les tenants et aboutissants sans s'être penché attentivement sur la question est chose rare (et même en l'ayant fait). Le terme même de décroissance porte à confusion, et le « dé » privatif peut facilement l'apparenter à un concept négatif, de régression. Une grande partie des critiques listées par la suite peut donc provenir d'une méconnaissance du sujet.

1. Les critiques de nature économique

a) Décroissance et récession

La première critique listée par Serge Latouche est que la baisse involontaire du PIB est souvent assimilée à la décroissance. On pense souvent au phénomène subi qu'est la récession, et aux crises économiques majeures. Les multiples crises qui ont affecté nos économies modernes - des subprimes de 2008, à la crise de la dette souveraine en Grèce, et bien plus récemment avec la récession de l'économie mondiale qui a accompagné les mesures de ralentissement de l'économie mondiale due à la crise sanitaire - ont atteint nos sociétés de plein fouet, et ont été marquées par de forts taux de chômage, d'inflation et de malaise social. L'exemple récent de la crise sanitaire a marqué les esprits, avec une baisse du PIB mondial de

près de 4,2 %. (OCDE, déc. 2020). Latouche le souligne bien : une décroissance du PIB dans un monde de croissance, c'est-à-dire sans tous les changements de société et politique qu'implique la décroissance est dramatique. Le projet de décroissance décrit un phénomène de baisse du PIB choisi et voulu, à l'aide d'une planification minutieuse de chaque pan de l'économie pour baisser les pressions écologiques tout en visant à une égalité sociale.

b) Décroissance et chômage

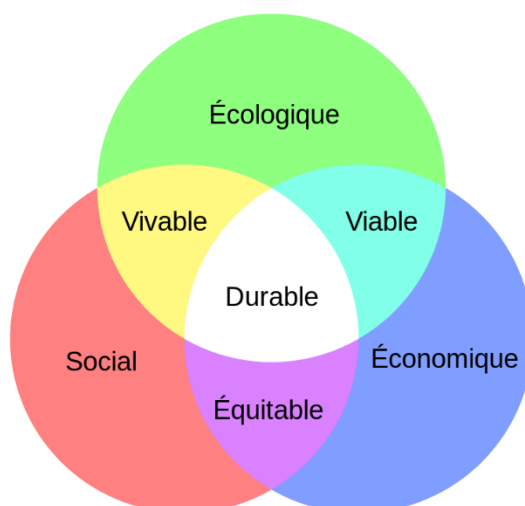
Une deuxième critique de nature économique listée par Serge Latouche est l'argument de la hausse du chômage. En toute logique, la baisse de la production entrainera nécessairement une baisse du nombre de postes disponibles et donc une augmentation du taux de chômage.

Les partisans de la décroissance dénoncent cet argument en arguant que cette diminution de la production devrait être accompagnée d'une baisse du temps de travail afin de mieux répartir le travail entre tous les individus.

De plus, l'abandon de l'exploitation des pays du Sud, la relocalisation industrielle et la reconversion écologique vont permettre la création de nombreux emplois. La rénovation des seules passoires énergétiques par exemple, c'est-à-dire les 7,4 millions de logements ayant une consommation énergétique très élevée, permettrait de créer 93 000 emplois nets directs d'ici à 2040. Ainsi qu'à terme 34 000 emplois indirects, permis par les gains de pouvoir d'achat des ménages qui auront réduit leur facture énergétique d'après l'initiative Rénovons.

c) Le développement durable et la « croissance verte »

Cet argument repose sur le fait que le développement pourrait se poursuivre, de manière durable et que la décroissance est ainsi non-nécessaire. Le terme de développement durable est né en 1987 avec le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies, dit rapport Brundtland. Il désigne une vision long terme du développement qui prend en compte trois piliers : un pilier environnemental, un pilier économique et un pilier social. Une vision dominante de l'écologie depuis sa création et qui a marqué les politiques écologiques jusqu'à maintenant.



Pour les décroissantistes, le terme « développement » est synonyme de celui de « croissance » et la poursuite du développement durable est donc nécessairement liée à la faisabilité d'une « croissance verte ». Cette dernière signifie que l'on pourrait obtenir une croissance économique dans le respect de l'environnement, et sans émission de CO₂ supplémentaire, c'est-à-dire découpler les courbes de décroissance et d'émission de CO₂. Si cette option a été considérée pendant longtemps, de nombreux scientifiques démontrent aujourd'hui que ce découplage n'a jamais été atteint avec les technologies actuelles, et ne le sera pas dans les délais nécessaires pour contenir le réchauffement climatique à un niveau acceptable. Dans un rapport de l'Agence européenne de l'Environnement intitulé *Growth without economic growth* datant de 2021, on peut ainsi lire : « *Globally, growth has not been decoupled from resource consumption and environmental pressures and is not likely to become so (Parrique et al., 2019; Hickel and Kallis, 2020; Wiedmann et al., 2020). The global material footprint, gross domestic product (GDP) and greenhouse gases emissions have increased rapidly over time, and strongly correlate* ». Une autre critique adressée au développement durable vient également du fait qu'il place l'économie au même niveau que l'homme ou l'environnement à travers le schéma des trois cercles enlassés alors qu'elle devrait être un outil au service de ces derniers.

d) *La technologie salvatrice*

Bien souvent associée à la pensée du développement durable, on retrouve la croyance dans l'apparition d'une technologie salvatrice, de l'avion à hydrogène à la géoingénierie,

permettant de capter ou de réduire nos émissions et qui permettrait de conserver notre mode de consommation actuel, poursuivre la croissance, sans plus se préoccuper des questions de réchauffement climatique. Cette pensée provient souvent d'une forte croyance dans le progrès technique et dans l'innovation constante forcée par la compétition entre entreprises. Mais, avec l'urgence climatique, cette attente d'un « messie technologique » ne fait qu'ajouter à l'immobilisme ambiant sur ces questions. De plus, si une telle technologie existait, elle ne réglerait pas les autres problèmes engendrés par la croissance de nos économies : comme la 6^{ème} extinction de masse ou les dérives sociales engendrées par le capitalisme.

JB Djebbari, alors ministre délégué chargé des transports, nous fournit un parfait exemple de cet argument sur LCI, le lundi 21 septembre 2020 au sujet de l'aviation : « L'ambition collective, et je la partage, c'est de verdir l'aviation [...] Il ne faut pas moins voyager. Il ne faut pas mettre des cartes carbone pour que les gens se voient contrôlés dans leurs déplacements. Il faut faire en sorte que l'aviation soit moins émissive et polluante. C'est une démarche de progrès. »

2. Les critiques de nature philosophique

a) Une sobriété non-heureuse et frustrante

La sortie de la société de consommation, du tout-jetable marquerait l'entrée dans une ère de privation, d'absence de bonheur et de plaisir. Plus généralement, cette idée rejoint cette fréquente critique des « écolos », frustrés dans cette auto-privation des choses bonnes de la vie : la bonne chair par exemple pour les végétariens, le long voyage à Bali pour ceux qui choisissent d'éviter l'avion. Pour beaucoup, la vision du bonheur est intrinsèquement liée à la consommation, à un mode de vie polluant et destructeur, une vision construite en partie par la publicité et les marques. Pourtant, de nombreux auteurs font l'éloge de la simplicité, de la sobriété, du retour à l'essentiel, voire à la terre. Pierre Rabhi par exemple la promeut dans l'ensemble de son œuvre, cette sobriété si elle est recherchée et voulue sera heureuse.

b) La fin de l'innovation et le « retour à la bougie »

La décroissance serait une forme de retour au Moyen-âge, d'obstacle au progrès. On retrouve encore dans cet argument la confusion entre croissance économique et progrès. Pourtant, ces derniers ne sont pas toujours liés comme nous avons pu le voir dans la partie 1. De plus, si la poursuite de la décroissance s'oppose au développement et à la commercialisation à grande échelle d'innovations mortifères pour la planète, non nécessaires au bien être humain, la décroissance n'est pas opposée au concept d'innovation et de progrès de la science, bien au contraire tant que celles-ci ne remplissent pas uniquement un but économique. C'est pourquoi dans un monde en décroissance (ou simplement en transition écologique sérieuse), il est vrai que certaines innovations devraient être stoppées. C'est le cas de l'avènement de la 5G par exemple, qui ne fera qu'aggraver l'impact du numérique dans le réchauffement climatique. Son déploiement pourrait s'élever entre 2,7 et 6,7 Mt éq CO₂ d'après les évaluations du Haut Conseil pour le Climat (*Maitriser l'impact carbone de la 5G*, p.6) en l'occurrence une augmentation de 8 à 45% de l'impact du numérique.

Emmanuel Macron en ironisant sur ceux qui préféreraient « le modèle Amish » et le « retour de la lampe à huile », à propos des écologistes et élus de gauche ayant exprimé leurs préoccupations quant à l'arrivée de la 5G en France nous fournit un très bon exemple (lundi 14 septembre 2020 devant des entrepreneurs de la French Tech).

3. Les critiques de nature socio-démographique

a) *Le problème de l'explosion démographique*

Il est vrai que l'accroissement de la population mondiale est une donnée dont il faudra tenir compte dans l'impact que nous aurons par la suite. Mais le réel problème réside dans la croissance des besoins plus que la croissance de la population. Si la population mondiale vivait comme un individu moyen vivant en Afrique aujourd'hui, nous ne connaîtrions pas cette crise climatique. Or, la consommation mondiale tend plutôt vers le modèle américain. Evidemment, il y a un univers entre ces deux types de consommation et aucune n'est réellement souhaitable. La décroissance propose donc une troisième voie mêlant bien-être, bonheur humain et respect des limites bio-physiques terrestres. Le vieillissement de la population doit aussi être pris en compte dans la construction de nouveaux schémas de travail.

b) Une vision élitiste

Dix millions de personnes en France vivent sous le seuil de pauvreté, comment leur parler de décroissance ou d'un mode de vie sobre aujourd'hui ? Cet argument repose sur l'idée que la décroissance serait l'apanage des classes supérieures de gauche, des « bobos parisiens », et qu'il serait insolent de parler ou d'imposer une décroissance à une personne touchant un SMIC. Il est aussi souvent décliné à l'échelle internationale : comment parler de décroissance aux pays les moins développés ?

Effectivement, la décroissance, tout comme l'écologie doivent avoir à leur base des considérations sociales. Sans cela, on aboutit à des crises comme les mobilisations des Gilets Jaunes en 2018 suite à l'augmentation du prix des carburants issue de la hausse de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE). L'objectif d'égalité entre les êtres humains est la clé dans le projet décroissantiste. La redistribution des richesses est par conséquent une étape indispensable et il paraît clair que les modes de vie de chacun ne seront pas affectés de la même manière. Si des modifications de consommation sont nécessaires pour chacun, les plus riches qui sont également les plus pollueurs verront leur mode de vie bien plus affecté.

Dans les pays en cours de développement, la croissance économique pourra se poursuivre mais de manière encadrée, pour ne pas tomber dans les mêmes écueils que les économies des pays développés, dans une dépendance aux énergies fossiles par exemple.

Le but de la décroissance étant d'atteindre une équité entre les populations, la production de certains biens devra être restreinte afin de répartir au mieux leur utilisation (pour rester dans les limites bio-physiques).

III. Démocratiser la décroissance au plus grand nombre

Cette dernière partie regroupe l'ensemble des initiatives existantes de la littérature qui vise à dépasser ces critiques et démocratiser le concept de décroissance.

Par essence, le projet décroissantiste est multiple. Il n'existe pas un programme, une solution miracle pour sortir de la société de consommation, mais une diversité de chemins, un ensemble de réflexions et d'initiatives qui mèneraient à ce nouveau modèle de société non-fondé sur le capital, le profit et la croissance. Pour s'en rapprocher, et que la société bifurque, un grand nombre d'individus doivent être convaincus de la nécessité de la décroissance et aspirer à cet imaginaire de décroissance. Pour cela, l'acceptation de la décroissance, à l'échelle individuelle comme à l'échelle de la société, doit commencer par une compréhension complète de l'urgence climatique et des dérèglements sociaux engendrés par la société de consommation ainsi que du concept de décroissance : sa définition et les changements concrets que cela impliquerait dans nos sociétés. Dans un deuxième temps, la décroissance doit être rendue plus attrayante, à travers un éventuel changement de dénomination, et la création de fictions décroissantistes positives.

A. Rendre indispensable la décroissance

1. Accélérer la prise de conscience de l'urgence climatique

Comme constaté lors de la convention citoyenne pour le climat, l'un des premiers travaux à effectuer pour agir contre le réchauffement climatique est la prise de conscience de l'urgence dans laquelle l'humanité se trouve aujourd'hui. Pour cela, il est nécessaire de saisir les mécanismes du changement climatique, de l'impact de l'humain et de leurs conséquences. Il est aussi important de détailler à ce moment-là les possibilités d'action que chacun peut entreprendre : à l'échelle individuelle et collective.

Aujourd'hui, de nombreuses entreprises et collectifs forment leurs membres sur le sujet, avec des outils comme la fresque du Climat, qui vise à comprendre de façon ludique, les mécanismes qui sont à l'origine du dérèglement et à lister ses impacts.

De nombreux collectifs et associations sensibilisent aux enjeux du réchauffement climatique. Le collectif Pour un réveil écologique, a mené une campagne de communication dans le métro parisien, affichant le dernier rapport du GIEC, afin de le faire connaître au grand public. D'autre part, les actions de désobéissance civile et les affichages du collectif non-violent Extinction Rébellion prennent également de l'ampleur.

Cette éducation aux enjeux du réchauffement semble tout de même partir d'initiatives personnelles et une réelle sensibilisation, massive sur le sujet doit être menée.

2. Rendre indispensable la décroissance aux yeux de tous

Afin de populariser la décroissance, et la faire accepter au plus grand nombre, il est nécessaire de prendre conscience de son caractère indispensable. Pour cela, l'impossibilité du découplage entre croissance économique et émissions de CO₂ que nous avons déjà observé dans la seconde partie doit être admise et le caractère hypothétique du recours à une technologie miracle doit également être reconnu. Le dernier rapport du GIEC met clairement en avant que malgré la rénovation et l'optimisation énergétique, la sobriété énergétique est indispensable dans la lutte contre le réchauffement climatique et rester dans les budgets carbone restants. Cette donnée doit être admise, tout d'abord en ayant connaissance de l'existence des rapports du GIEC et de leur importance sur le sujet.

Les citoyens doivent avoir conscience de l'impact social d'un libéralisme effréné et du « culte » de la croissance sur le réchauffement climatique mais également sur la biodiversité et ses conséquences sociales. Le fait que la croissance économique ne reflète plus une croissance du bien-être dans une société doit être aussi bien gardée à l'esprit.

B. Rendre attractive la décroissance

1. Décroissance, accroissance, post-croissance ?

De nombreux penseurs et chercheurs acquis à la cause de la décroissance en parlent en utilisant d'autres termes. En effet, le mot « décroissance » de par son préfixe « dé » peut

effrayer et être mal comprise : la décroissance viserait-elle simplement l'inversion de la courbe de croissance du PIB ? Les termes pour nommer le concept sont donc variés : accroissance, post-croissance, sobriété heureuse, simplicité volontaire, voire écologie des pauvres.

Dominique Méda, professeure de sociologie à l'Université Paris Dauphine et directrice de l'Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales (laboratoire IRISSO), préfère à la décroissance le terme de post-croissance, qui permet bien de signifier le dépassement d'une période de poursuite de la croissance économique.

On retrouve également le terme « accroissance », le choix du « a » privatif, comme dans « athée » met l'emphasis sur la fin du « culte de la croissance ».

Certaines expressions utilisées ne font même plus référence à la croissance directement comme le terme de Paul Ariès, qui parle d'« écologie des pauvres », comme il le montre dans son ouvrage *Amoureux du Bien-vivre - Afrique, Amériques, Asie... que nous apprend l'écologie des pauvres ?* (2013) ou encore Pierre Rabhi avec l'expression « sobriété heureuse ».

Une étude (Lehmann, Delbard, Lange, 2022) sur la préférence des spécialistes en protection de l'environnement quant aux termes utilisés (croissance verte, décroissance, post-croissance et accroissance) a été menée sur des employés de l'Agence allemande pour l'Environnement (German Environment Agency). Il en ressort que les concepts les plus critiques de la croissance sont préférés, et que parmi ceux-ci les termes d'accroissance et de post-croissance sont choisis en majorité. (Gardons en tête que les termes des expériences étaient « post-growth », « degrowth », « agrowth » and « green growth », des différences culturelles pourraient modifier les résultats).

D'après Timothée Parrique, les termes d'objection de croissance, de décroissance et de post-croissance n'ont pas le même sens. Pour lui, ils décrivent trois temps dans la réflexion sur la sortie de la croissance. L'objection de croissance rassemble l'ensemble des critiques adressées à la croissance, la décroissance qualifie le moment où l'on devra effectivement faire décroître nos économies à un niveau acceptable et le chemin vers un état stationnaire de post-croissance. Les réflexions de la post-croissance sont alors focalisées sur la création d'une économie, d'entreprises, de systèmes démocratiques dont le fonctionnement serait détaché de la dynamique permanente de croissance. (Parrique, avril 2022)

2. Concrétiser la décroissance

Au-delà des mots, théories, et concepts, la décroissance est affaire d'actions et d'histoires humaines. Elle se vit, à l'échelle individuelle, à travers la sobriété matérielle, l'éloignement de la société de consommation ou encore un retour à la nature. Elle sous-tend également des initiatives collectives comme la mise en place de monnaies locales ou la création de start-ups faisant partie de l'écosystème de l'économie circulaire. Le modèle décroissant, s'il n'est pas accepté par tous et surtout pas par les forces de décision actuelles, existe déjà du fait d'individus et de collectifs qui se mobilisent et agissent pour leurs idées. C'est en les partageant, sur les réseaux, à travers les médias ou par bouche à oreille que d'autres sont inspirés et s'engagent à leur tour. Leur partage permet également de les normaliser, à l'heure où ces comportements peuvent passer pour marginaux.

Le documentaire *Demain* de Cyril Dion et Mélanie Laurent sorti en 2015 a particulièrement marqué les esprits. Il recense des initiatives dans différents secteurs et dans dix pays du monde entier pour faire face aux défis environnementaux du XXI^e siècle, tout en gardant un ton optimiste.

On pense aussi plus récemment à la prise de parole d'un groupe d'élèves d'Agro Paris Tech, le 30 avril 2022, qui ont appelé leurs camarades à sortir des « *jobs destructeurs* » pour lesquels on les a formés, et à « *bifurquer* », partageant tour à tour leur bifurcation. L'un « *prépare une installation en apiculture dans le Dauphiné* », un autre « *habite depuis deux ans à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes* » et « *fait de l'agriculture collective et vivrière* ». Le message, fort et inspirant, provoque de nombreuses réactions dans les médias, autant positives que négatives. Le documentaire *Ruptures* d'Arthur Gosset, coup de cœur du Jury FIFES à Cannes en est un autre exemple. Il suit le parcours de six jeunes issus de grandes écoles et leur combat et dissonances pour vivre en accord avec leurs convictions écologiques.

Les initiatives permettant de réinventer de nouveaux modes de consommation sont multiples. Timothée Parrique les liste dans un article de l'Obs (2022, avril) : « *Remplaçons le PIB par un tableau de bord d'indicateurs comme les budgets bien-être Néo-Zélandais et la comptabilité d'entreprises par des scores d'impact. Mettons fin à la propriété lucrative et privilégions les modes de production non-productivistes comme les coopératives à lucrativité limitée, la low-tech, et les communs. Démarchandisons le travail à travers la garantie de l'emploi et la réduction du temps de travail. Réinventons la monnaie avec des monnaies*

alternatives, des banques à but non lucratif, et une finance solidaire. Protégeons le pouvoir de vivre avec la mise en place d'une garantie sociale, d'un salaire à vie, ou d'une dotation inconditionnelle d'autonomie. Démocratisons l'économie avec la mise en place de Conventions citoyennes pour le bien-être et réduisons les inégalités économiques, écologiques, et sociales pour permettre un socialisme participatif. [...] La foire aux idées est déclarée ouverte. Le véritable défi de ce début de XXI^e siècle est d'inventer un système économique qui permette le bien-être de tous sur une planète en bonne santé. À nous de le relever. »

3. Imaginer et illustrer la décroissance

Face à la glorification de la croissance et à son assimilation au progrès, il faut proposer une alternative tout aussi puissante dans l'imaginaire collectif. Pour cela, la création et la diffusion de récits et de fictions positives sur un monde plus écologique, plus juste socialement sont clés. Selon les mots de Cyril Dion, artiste et militant écologiste français « *Nous avons besoin de rêver, d'imaginer quelles maisons nous pourrions habiter, dans quelles villes nous pourrions évoluer, quels moyens nous utiliserions pour nous déplacer, comment nous produirions notre nourriture, de quelle façon nous pourrions vivre ensemble, décider ensemble, partager notre planète avec tous les êtres vivants. Petit à petit, ces récits d'un genre nouveau pourraient mûrifier nos représentations, contaminer positivement les esprits, et, s'ils sont largement partagés, se traduire structurellement dans des entreprises, des lois, des paysages* ». Le lancement de Newtopia, une société de production dont le but est de « faire émerger des récits ambitieux pour imaginer un autre monde » par Cyril Dion, Marion Cotillard et Magali Payen (du collectif On est prêt) lors du Festival de Cannes 2022 est la concrétisation de cette volonté de « gagner la bataille culturelle » (Golla, Mai 2022).

Chaque pan de la décroissance et chaque déclinaison devrait être théâtralisée, filmée, racontée, pour rendre le concept plus attrayant et plus concret.

En effet, une des forces de l'Homme d'après Y. V. Harari, qu'il décrit dans *Sapiens*, est sa capacité de se fédérer autour de fictions, d'idées et d'agir pour elles, sans même se connaître. Une capacité qui pourrait donc être utilisée au service d'un projet de justice sociale et environnementale.

Il est vrai que les nombreux récits du projet décroissantiste et écologiste se concentrent souvent sur les critiques du capitalisme, et les conséquences désastreuses du réchauffement climatique. La collapsologie, courant de pensée transdisciplinaire sur les risques, causes et conséquences d'un effondrement de la civilisation thermo-industriel connaît de plus en plus de succès, comme le montrent les ventes de l'essai *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes* (2015) de Pablo Servigne et Raphaël Stevens. L'absence de mesures politiques de nature à ralentir le processus de réchauffement est inquiétant voire effrayant pour certains, d'où la naissance du concept d'« écoanxiété » et la positivité nécessaire pour entraîner les foules vers une décroissance heureuse peut être une position difficile à adopter. Par conséquent, il est plus que jamais nécessaire de rendre ce projet joyeux et désirable. En redonnant de l'importance à la nature, en revalorisant la sobriété, le minimalisme, les liens avec les autres, la gentillesse, la curiosité, le voyage en train ou en vélo, la gratitude, et la gratuité et de nombreuses autres notions, encore à découvrir, qui nous feront tendre avec joie vers cette société post-croissance.

Investigation

I. Approche de résolution du problème

Comme nous l'avons observé dans la première partie, la décroissance fait partie de la solution contre le réchauffement climatique et pourrait nous permettre d'atteindre plus d'égalité et de bien-être dans nos sociétés. Pourtant, chez certains, le simple énoncé de la décroissance provoque des réactions quasi épidermiques et un profond rejet. Si celui-ci peut être justifié par des critiques rationnelles explicables, bien souvent, l'origine est plus profonde.

Dans cette expérience, nous souhaitons donc identifier les différents types d'argumentaires d'opposition à la décroissance et mettre en exergue les croyances sous-jacentes, si elles existent. Quelle vision de la décroissance ses opposants en ont-ils ? Quelles sont les principales mesures ou idées de la décroissance qui cristallisent les critiques ?

La réponse à ces questions nous permettra de comprendre pourquoi le concept de décroissance, s'il semble très attractif pour certains, est un modèle à la fois non souhaitable et infaisable pour d'autres. L'identification des critiques est une base afin d'y répondre : soit par une réponse déjà réfléchie et existante, soit par des études approfondies.

En plus d'élaborer une liste des critiques qui émergeront des entretiens, les questions de recherche qui guideront l'expérience seront les suivantes :

R1 : Quelles sont les critiques principales émises envers la décroissance ?

R2 : Existe-t-il des croyances communes partagées qui permettent d'expliquer le rejet de la décroissance ?

R3 : Quelles sont les dénominations les plus adaptées pour parler de décroissance ?

A. Méthode de recherche : les entretiens semi-structurés

Afin de collecter les principales perceptions de la décroissance par ses détracteurs, leurs critiques ainsi que leur fondement, nous avons choisi une unique méthode d'étude qualitative :

la méthode des entretiens semi-structurés. Celle-ci permet aux personnes interviewées de rester libres dans l'expression de leurs avis et leurs émotions sur le sujet de la décroissance.

L'ensemble des entretiens a été réalisé en visio-conférence. Ils ont duré entre 50 min et 1h20 selon les disponibilités des personnes interrogées et leur loquacité.

Pour guider l'entretien, nous avons posé à la totalité des participants les mêmes questions et abordé les mêmes thèmes, dans des ordres divers selon leur volonté d'amener les sujets par eux-mêmes. Nous avons également pris la liberté, afin de creuser les réponses des participants et lorsque les moments nous paraissaient pertinents de dévier du chemin de l'entretien pour quelques instants. Nous nous sommes permis de proposer de temps à autre des contrarguments, afin que les personnes interrogées insistent sur leurs propos.

B. Condition de l'approche et présentation des personnes interrogées

Nous souhaitons nous intéresser en particulier à un type de population spécifique : les jeunes issus des grandes écoles. En effet, pour nous, les enjeux sont grands puisque ce sont les personnes censées façonner le monde de demain, du fait de leur implication dans des instances de pouvoir, qu'ils soient publiques ou privés. Nous voulions donc comprendre pourquoi, au sein de ces « grandes écoles », certains individus semblent apprécier et souhaiter un modèle décroissant tandis que d'autres se considèrent totalement opposés. Le choix de cette cible est donc à notre sens une force de cette étude, mais également une limite car l'extension des conclusions à d'autres « types » de population n'est pas nécessairement valide.

Afin d'approcher des personnes opposées à la décroissance, nous avons choisi de diffuser sur l'ensemble de nos réseaux sociaux et à travers nos cercles de connaissances un message appelant les personnes se « sentant opposées ou ayant peur » de la décroissance à réaliser des entretiens. Ainsi, nous avons donc réalisé sept entretiens variant de 55 à 80 minutes. La méthodologie de recrutement nous a permis d'obtenir un profil assez similaire de personnes interviewées sur le point de vue de l'âge et du niveau d'études réalisé. Bien qu'une majorité des personnes interviewées soient en école de commerce, les connaissances sur la décroissance et la nature des arguments ont été variés, nous permettant de dresser dans la partie d'analyse une cartographie des oppositions à la décroissance.

Pour des raisons d’anonymat, les noms ont été modifiés. La retranscription des entretiens est disponible en annexe.

Nom	Âge	Etudes/Ecole
Charles	24 ans	ESCP
Aurélien	24 ans	ESCP
Clémence	24 ans	ESCP - HEC Montréal gestion de l'innovation sociale
Matteo	24 ans	ESCP – prép’ ENA
Antoine	23 ans	Audencia
André	24 ans	HEC
Laurent	24 ans	Polytechnique/Sciences Po

La plupart des participants ont entendu parler de décroissance par les médias. Antoine explique qu’il en entend parler de plus en plus souvent en politique, et « *qu’une bonne partie de la gauche utilise le terme, sans rentrer en profondeur et c’est également le cas de scientifiques assez médiatisés : Aurélien Barreau, Janco, c’est dans le débat* ». Clémence a suivi un cours sur la décroissance dans son master d’innovations sociales à HEC Montréal.

C. Thèmes abordés et questions posées lors des entretiens

Les entretiens possèdent tous la même trame de sujets, abordés dans des ordres plus ou moins différents. Cette trame couvre dans une certaine mesure la plupart des thèmes de la décroissance. Les voici ainsi que les raisons de leur choix.

Les entretiens commencent systématiquement par une **courte présentation de chaque participants** (nom, prénom, âge, occupation).

Le premier thème abordé concerne la vision des personnes interrogées sur la décroissance : à la fois **les premières oppositions apportées et la définition qu’ils en ont**. Ce premier thème a permis d’entrer rapidement dans le vif du sujet en amenant les premières oppositions évidentes de chacun des participants au concept. Il permet également de cerner le niveau de connaissance du concept par le participant.

Ex. de questions posées : « *Pourquoi avez-vous souhaité réaliser cet entretien, vous sentez vous opposé à la décroissance ? Comment définiriez-vous la décroissance ? Comment imaginez-vous un monde en décroissance ?* ».

Le second thème est la **proposition d'une liste de mesures phares décroissantes** au participant. La voici :

- Le changement de statut du PIB, qui doit être remis à sa place et enserrer dans des indicateurs de mesure de bien-être social et environnemental
- La question des biens communs, mais aussi de la proposition de la dotation inconditionnelle d'autonomie de Vincent Liegey
- La relocalisation et le changement d'échelle. Ont été abordées les questions de résilience, de communautés plus autonomes, etc.
- La proposition d'une nouvelle vision du travail, et en particulier les questions de plafonnement des salaires, de l'augmentation du salaire minimum, et d'un quota entre les revenus les plus hauts et les plus faibles.
- La fin de la publicité pour décoloniser l'imaginaire

Celles-ci permettent de concrétiser la décroissance, et ainsi la démystifier dans une certaine mesure pour le participant. En zoomant sur chaque mesure, nous avons vu quelles étaient les plus problématiques et celles le plus communément adoptées.

Le troisième thème est celui de la sobriété heureuse et de leur rapport à la consommation. Pour certaines personnes interrogées, le thème pouvait émerger dès la première partie mais si ce n'était pas le cas, la question du rapport au bonheur et à la consommation était posée.

Ex. de questions : « *Pourriez-vous être heureux dans cette sobriété heureuse prônée par la décroissance ?* »

Un quatrième thème a été celui du **choix des mots pour décrire la décroissance**. Les termes suivants ont été proposés aux participants : décroissance, croissance (présenté comme le fait Serge Latouche comme une forme d'athéisme face à la religion de la croissance), post-croissance, écologie des pauvres et sobriété heureuse.

Enfin, chaque entretien s'est achevé sur la question suivante : « *Si vous étiez un fervent défenseur de la décroissance, dans un lobby pro-décroissance par exemple, quels arguments utiliseriez-vous en priorité ?* ». Cette question projective permettait de voir quels étaient les arguments auxquels ils étaient les plus sensibles concernant le sujet de la décroissance.

De plus, des précisions sur certains termes ont été apportées au cours des entretiens afin de les recadrer, en particulier sur le concept de décroissance, clé, afin de ne pas se perdre dans des considérations « fausses » du participant.

D. Biais et limites de l'expérience

Limite 1 : Le choix des participants, de par leurs expériences, leur connaissance du sujet a permis de récolter une liste d'oppositions assez conséquente. Mais nous avons conscience que celle-ci n'est évidemment pas exhaustive, ni généralisable à l'ensemble des personnes rejetant la décroissance. La plupart des participants ayant une connaissance superficielle du sujet, des critiques techniques peut-être plus complexes ont pu ne pas être abordées.

Limite 2 : Lors des entretiens, nous avons pu utiliser des mots différents afin de décrire la décroissance ou certaines mesures, de recadrer le sujet ce qui a pu influencer les réponses des participants. De plus, le choix de la structure de l'entretien, en particulier des mesures décrites pour illustrer la décroissance ont influencé les résultats.

Limite 3 : Le biais majeur réside dans l'analyse des entretiens. De par notre expérience personnelle et notre rapport à la décroissance, nous avons pu accorder plus d'importance à certains arguments que d'autres ou les analyser de façon erronée. L'identification des croyances rattachées à chaque critique relève particulièrement d'un choix personnel, bien qu'il soit justifié.

II. Analyse et interprétation des résultats

Nous avons choisi de classer les différents types de critiques apportées par les interviewés en trois types de critiques :

- Les critiques issues d'une compréhension fausse ou compréhension parcellaire du concept de décroissance,
- Les critiques de type idéologique,
- Les critiques de type rationnel.

Par critiques idéologiques, nous entendons les arguments qui semblent exprimés en défense à une croyance du participant, la décroissance dérange alors des valeurs constitutives de l'individu, elle regroupe plutôt des jugements de valeurs, et des arguments qualitatifs. Par critiques rationnelles, nous entendons les arguments bloquants qui proviendraient d'une argumentation logique, économique, juridique, ou autres. Cette classification arbitraire permet de comprendre l'origine des oppositions, afin de par la suite pouvoir réfléchir comment faire évoluer les individus sur ces questions (si cela est souhaitable), dans le cadre de la lutte contre le dérèglement climatique notamment. Ces trois types d'opposition ne sont pas non plus parfaitement perméables. Nous avons constaté par exemple que bien souvent les critiques qui se veulent « rationnelles » desservent également un système de croyances établies.

A la suite de cette analyse des arguments d'oppositions à la décroissance, nous avons réalisé une comparaison des différents termes pour qualifier la décroissance et l'opinion des participants sur chacun.

A. Mauvaise compréhension du sujet

Etant donné les niveaux de connaissance très éparpillés sur la décroissance des participants, celle-ci était parfois mal comprise. Voici les malentendus observés lors des entretiens :

Le premier est celui de restreindre le concept de décroissance à un concept de décroissance économique de l'indicateur PIB seulement. Ce qui fait dire à Aurélien très justement : « *pour moi [avec la décroissance], tu restes dans le même paradigme. C'est l'inverse de la croissance, ce serait le négatif de la croissance mais du coup ça ne change pas de système donc ce n'est pas une solution ni une finalité* ». Il est clair que le terme même de décroissance l'a induit en erreur et il en a fait une mauvaise interprétation, ce que nous analyserons par la suite.

Le deuxième malentendu est l'élargissement du concept de décroissance. A la fois à l'ensemble de la production et consommation de TOUS les biens, sans distinction en fonction de leur impact plus ou moins grand ou/et alors même à toute croissance économique en particulier celles des revenus d'une entreprise. La décroissance serait comprise comme la volonté de stopper toutes croissances économiques dans n'importe l'ensemble des domaines économiques.

Une autre mauvaise compréhension est que la décroissance signifierait le fait de supprimer totalement le PIB, voire l'indicateur croissance alors qu'ils restent des indicateurs clé. Notamment pour les investissements, étant donné que ceux-ci sont réalisés dans l'objectif d'obtenir un rendement positif. La croissance d'une entreprise est également importante pour tout type d'attractivité notamment pour des employés pour choisir son entreprise sur le marché du travail.

B. Les critiques idéologiques et croyances associées

Cette catégorie rassemble l'ensemble des arguments découlant d'un système de croyances propres aux interviewés et qui les oppose donc à la décroissance. Ces critiques ont donc été triées par croyances dérangées par le concept de décroissance.

1. Foi dans le progrès et l'innovation

Les interviewés ont démontré une réelle confiance et foi dans les innovations futures ainsi qu'un lien fort entre progrès social et innovations. Ils avaient également tous en tête l'idée que

la décroissance était opposée au concept d'innovation. Cette première croyance leur a donc fait émettre plusieurs critiques du concept de la décroissance dont les suivantes :

- La société post-croissance sera une société stationnaire, qui stagnera
- Une vision agricole et « retour en arrière » de la décroissance
- La décroissance n'est pas nécessaire car technologie salvatrice

La décroissance, une opposition claire à la technologie et à l'innovation

André : *« Je sais que c'est un concept qui est souvent opposé à l'innovation » ; « Par exemple, est ce que prôner la décroissance en France, c'est renoncer en partie à des innovations ? Est-ce que c'est renoncer à développer nos hôpitaux ? »*

Cette idée provient du fait que dans un monde en décroissance, certaines innovations les plus polluantes seraient soit interdites, soit empêchées d'être mises sur le marché. De plus, ce sont les machines et souvent donc la technologie qui sont responsables des émissions de GES, donc les plus ciblées par les critiques décroissantistes. Cette opposition s'explique également par l'idée que la compétition économique favorise le développement de nouvelles technologies et que sans la volonté perpétuelle de croître, les entreprises n'innoveraient plus.

Pour Charles par exemple, la recherche d'innovations est poussée par la recherche du profit et la concurrence, et c'est pourquoi elle est bien plus puissante dans le privé que dans le système public. (*« j'ai l'impression que notre système encourage le progrès technologique », « j'ai l'impression que ça stopperait l'émulation de la société, avec un système local on aurait plus trop de progrès à faire »*).

Clémence : *« On rase tout et je pense que tout ce qui est technologie tu abandonnes »*

Pour Matteo, il faudrait *« développer les alternatives écologiques, il faut inciter l'innovation, donc typiquement demain les avions à hydrogène, il faut les inciter pour que tout le monde puisse les prendre »*.

Antoine est actuellement en stage en financement aéronautique, une passion depuis petit et il pense que le découplage est possible grâce à la technologie et que la sobriété énergétique viendra surtout grâce à l'amélioration technologique.

La décroissance, une vision agricole et « un retour à la bougie »

André demande par exemple si la décroissance c'est forcément « *vivre dans l'Isère* » comme le propose les étudiants d'Agro-Paris Tech « *avec nos chèvres et nos brebis* ».

Clémence, suite au cours qu'elle a suivi sur la décroissance m'explique que « *pour lui [son professeur], les communs c'était revenir à l'âge de pierre* » et qu'il leur avait fait lire des textes sur les communs au Moyen-âge.

La société post-croissance sera une société stationnaire, qui stagnera

Cette innovation technologique est associée à un progrès des sociétés, et sa limitation par la décroissance entrainerait donc une stagnation du bien-être.

Dans un autre sens, l'égalité et la sobriété heureuse fait dire à Aurélien que la décroissance « *bloque l'échelle sociale et tout le monde dans son mode de vie frugale* ».

La décroissance est décrite comme une société figée, sans progrès, ni technologique, ni social.

2. Vision du bonheur matérialiste

Les questions sur la sobriété heureuse, à la fois appliquée à eux-mêmes et à l'échelle de la société, ont fait émerger différents avis sur le lien entre bonheur et accumulation matérielle, voire salariale. Certains ont expliqué avoir un mode de vie déjà sobre et responsable, d'autres décrit une société de la privation et du non-plaisir, « *un monde triste* ».

Aurélien explique que ça ne le dérangerait pas de vivre dans un monde décroissant, il n'est pas matérialiste. Mais pense que ce n'est le cas de « *quasiment personne* » et la plupart de ses connaissances « *ont besoin de leur chose matérielle sur lesquels ils ont fait une fixette* ».

Matteo est plus catégorique. « *Le monde des écologistes c'est un peu un monde triste : pas de sapin de Noël parce qu'il faut couper des arbres, pas de ski parce que ça pollue. En fait, je trouve ça trop facile de couper dans tous les loisirs des gens, c'est triste, c'est une société sans loisirs. Tu ne peux pas vendre ça aux gens, tu vas faire exploser le truc. Personne ne veut vivre comme ça. Tu vas juste avoir une société dépressive où les gens vont se suicider. Tu ne peux pas dire malheureusement, c'est obligatoire de faire comme ça* » ; « *moi quand j'étais petit je rêvais d'astronomie, eh bien on va arrêter l'astronomie parce que ça pollue* »

3. Méritocratie et valeur du travail salarié

Pour l'ensemble des participants, le salaire est dû en grande partie au mérite de chacun et les écarts de salaire dans nos sociétés sont justifiés. Ils accordent presque tous une grande valeur au travail, en particulier au travail salarié. Cette croyance a été activée presque systématiquement quand nous abordions la question de la dotation inconditionnelle d'autonomie et des encadrements des salaires (plafonnement, salaire minimum et revenu universel). C'est la mesure qui a fait le plus réagir. Les critiques ont été les suivantes :

- Un plafonnement des salaires ou une trop grande taxation, c'est du vol
- Si l'on donne trop aux gens, ils n'ont plus aucun intérêt à travailler
- C'est une dévalorisation du travail qui nous ferait entrer dans une société fainéante
- On ne pourrait pas financer des mesures plus importantes de redistribution car les riches partiraient de toutes façons (traitée dans la partie suivante, Critiques rationnelles)

Un plafonnement des salaires ou une trop grande taxation, c'est du vol

Cet argument est justifié par l'idée que l'accession aux hauts salaires est dû majoritairement au mérite et aux efforts (en termes d'investissements financiers, de temps et d'étude). De plus, le travail des personnes touchant les plus hauts salaires (ex. PDG, secteur de la banque, etc.) est considéré comme beaucoup plus chronophage, avec une charge mentale et une pression constante, une prise de risque et de grandes responsabilités pour la société, c'est pourquoi les salaires exorbitants ou du moins très importants sont acceptés par les participants. Nous pouvons nous interroger sur le fait que les participants peuvent, de par leurs études et leur statut social actuel, accéder à ce type de poste. Ne défendraient-ils pas leur possibles salaires futurs ?

André : « Les PDG ont plus de pression car plus de responsabilité. Les personnes qui bossent dans des supermarchés font leur 35h, c'est dur, c'est pas intéressant, mais après c'est fini et ils ont le temps pour vivre »

Quand nous donnons l'exemple du chauffeur Uber qui fait éventuellement le nombre d'heures qu'un PDG, André me donne la réponse suivante : *« un chauffeur Uber a une contribution pour la société mais combien de personnes dépendent de ses choix ? »*

Clémence considère qu'un plafonnement ou un écart maximum dévaloriserait les études qu'elle a réalisé, ses expériences. Elle cite en particulier le passage par la classe préparatoire : *« c'est sûr que nous on sort de prépa on a perdu 2 ans de notre vie, du coup j'ai l'impression qu'on essaie de compenser les 2 ans de notre vie qu'on a perdu par plus d'argent »*. Elle considère également qu'une taxation des salaires à 100% serait du vol et explique qu'on peut envisager cette situation comme *« j'ai gagné mon pain, et on me le pique »*.

Dans le cadre de la dotation inconditionnelle d'activité de V. Liegey, il est proposé un écart salarial maximum au sein de la société de 4. Nous avons donc interrogé certains participants sur ce qu'ils pensaient être un écart acceptable. Laurent considère donc que celui-ci dépend des investissements effectués lors du temps des études, pour André, un écart de 20 semble correct.

Si l'on donne trop aux gens, ils n'ont plus aucun intérêt à travailler

La proposition de la dotation inconditionnelle a également fait réagir les participants qui ont considéré que si chacun avait accès à l'ensemble des biens nécessaires à leur vie sans travail, plus personne ne travaillerait donc le modèle ne serait pas pérenne. En particulier, les métiers pénibles, réalisés par nécessité, ne seraient pas assurés. De plus, on retrouve l'idée d'une malhonnêteté de l'homme, qui chercherait perpétuellement à éviter de mettre la main à la pâte.

André : *« Le salaire est une incitation à donner plus pour son entreprise, donc pour la société » ; « Qu'est-ce qui inciterait à prendre des fonctions à la fois super risquées et super usantes ? »*

Clémence : *« Personne n'a envie de sortir les poubelles, ou de s'occuper de personnes âgées s'il n'y a pas d'argent derrière » ; « Ça me paraît très utopique de me dire que même si on remet tout à zéro et qu'on repart d'un système plus sain économiquement et au niveau environnemental que ça va changer notre mentalité en solidarité. »*.

Elle se dit insupportée par *« l'assistanat »* provoqué par les allocations chômage et cite un exemple d'une connaissance *« vivant au crochet de l'Etat donc des impôts de [ses] parents depuis 2 ans »*. Elle explique que pour elle, *« le travail est une valeur importante »* et explique qu'il devrait aller faire *« homme de ménage, standardiste, McDo mais ait l'humilité d'avoir un*

travail qui n'est pas celui que tu veux, qui est un petit boulot, qui va être un truc pas marrant un truc peut être super ennuyeux », afin de pouvoir rembourser une proche lui ayant prêté de l'argent.

Suite à la présentation de la dotation inconditionnelle d'autonomie, Matteo explique : *« tu arriverais à une situation où les gens se laisseraient vivre et ils ne feraient plus rien et tout tomberait dans leur bouche. On passerait d'une relation d'un état police à un état nourricier et tu devrais tout à l'état, et l'état te devrait tout. »*

4. Le capitalisme, la croissance et l'accumulation, des notions naturelles

Plusieurs des interviewés ont présenté le capitalisme et la croissance comme des modèles naturels pour l'Homme. Ainsi, tout obstacle au système capitaliste ou à la possibilité de croître, en particulier de s'enrichir à l'échelle individuelle serait contre des aspirations humaines naturelles, créant une frustration chez les individus. Cette croyance est fortement liée à la croyance suivante, selon laquelle le passage dans une société post-croissance se ferait forcément de manière non démocratique. Les critiques formulées ont été les suivantes :

- La décroissance s'oppose donc à l'aspiration humaine au plus/mieux
- Le capitalisme est un modèle naturel, le plus vertueux à l'échelle de l'humanité et il est nécessaire d'y rester

La décroissance s'oppose donc à l'aspiration humaine au plus/mieux

L'idée que le caractère accumulatif, en termes de possessions matérielles mais aussi de position sociale, de pouvoir, était un trait humain.

Pour Aurélien : *« le fait de vouloir toujours plus est dans la nature humaine »*. Il explique également que l'état de bonheur stationnaire souhaité par la décroissance ne fonctionnerait pas puisque la recherche du toujours plus est intrinsèque à l'espèce humaine. Il donne l'exemple des grandes découvertes : *« Déjà à l'époque, [on trouvait des] gens qui faisaient des grands voyages qui allaient découvrir, qui tentaient de faire marcher des choses »*.

Charles considère que la volonté d'accéder à un rang plus élevé donc plus de responsabilités de devenir manager par exemple est naturel chez certaines personnes, sans même que ce soit une question d'argent même si celle-ci est fortement corrélée.

Le capitalisme est un modèle naturel, le plus vertueux à l'échelle de l'humanité et il est nécessaire d'y rester

Pour Charles par exemple : *« la notion de planification est contraire à la nature humaine »*

Nous devons donc faire cohabiter une réponse au changement climatique et rester dans le système capitaliste « naturel » : *« le système capitaliste actuel est le système naturel et il peut répondre et cohabiter avec les enjeux du changement climatique » ; « le problème est plus que plus une question de courage politique et de volonté mais je pense qu'on peut rester dans le même système et imposer des changements sans avoir un modèle sociétal totalement différent avec les risques abordés »*

Ils sont plusieurs à expliquer le modèle capitaliste possède effectivement ses limites en termes d'inégalités mais qu'il est celui qui a apporté le plus de richesse donc de bonheur à l'échelle globale. Les inégalités sont donc acceptées, comme étant le prix à payer pour être globalement tous plus riches.

Laurent : *« Le modèle capitaliste a maximisé le surplus total, pas pour tous les consommateurs mais il y a de plus en plus de richesse dans le monde. »*

Antoine : *« Je préfère un système où tout le monde vit mieux avec de fortes inégalités plutôt qu'un système où on soit tous pauvres dans une situation moins bien. »*

Confiance dans le système actuel pour s'en sortir et s'auto-réguler

Le capitalisme étant le modèle le plus naturel, il s'autorégulera sans trop grands changements de notre part. Cette critique vient également aussi d'une grande confiance dans le progrès technologique à venir, ainsi qu'éventuellement une conscience des enjeux climatiques qui n'est pas au niveau de la crise à venir.

André explique qu'« il y a déjà eu des crises dans l'histoire et a priori on peut, on a su y faire face à chaque fois sans conséquences majeures sur le long terme et donc avec de nouveaux outils, on pourrait se transformer ». Il ajoute qu'on a cru un moment que la transition démographique aboutirait sur une catastrophe pour une espèce humaine, *« pourtant on s'est toujours adapté, on a amélioré les rendements »*. Il considère que le modèle pourrait

s'autoréguler, « *quand le coût écologique de certaines activités sera trop élevé, ça ne va pas induire à un moment un coût économique relatif qui découragera les acteurs* ».

5. Le capitalisme comme unique modèle démocratique possible : la planification écologique, une dictature ?

La croyance détectée ici est le fait de considérer la liberté d'entreprendre comme une liberté fondamentale et le capitalisme comme unique modèle démocratique possible. Ainsi, avec cette idée, tout interventionnisme d'Etat supplémentaire est considéré comme une privation de libertés et une atteinte à la démocratie. Un point qui revenait systématiquement dans les entretiens a été de comparer le modèle décroissantiste à un modèle dictatorial. Et en particulier au modèle communiste. La comparaison est apparue à chaque fois que nous avons utilisé le terme de « planification ».

Charles a peur d'une « *doxa écologique très restrictive qui bloquerait systématiquement les projets* », il ajoute « *quand on a une police d'Etat qui détermine quelle innovation est bien et laquelle n'est pas bonne le risque est de tomber dans l'idéologie et dans la contrainte trop importante où on va avoir des décisions presque trop par arbitraire* ».

Le terme de planification, clé dans la définition de la décroissance, est tout de suite assimilé aux plans quinquennaux communistes en URSS, et donc à un modèle de dictature. La liberté est donc associée fortement au modèle d'économie libérale.

Charles : « *Si on décidait d'avoir une planification totale en fait le risque c'est de nous retrouver dans un état communiste ou tout est public et où on perd cette liberté individuelle et cet esprit d'entreprise individuel avec potentiellement une baisse drastique du niveau de vie* » ; « *Je vais de nouveau faire référence au système communiste parce que je suis désolé mais pour moi planification ça se ramène vraiment à ça* »

Matteo : « *c'est exactement ce que les communistes décrivaient dans les années 50* » ; « *et le communisme, on a bien vu que ça ne marchait pas* » ; « *c'est comme le Covid mais en permanence [...] dans les Etats d'urgence, c'est une atteinte à la démocratie* ». Quand nous parlons d'éventuels quotas : « *c'est un crédit social à la chinoise* ».

Liberté d'entreprendre fondamentale

La liberté d'entreprendre semble être une liberté fondamentale et donc en priver les citoyens serait sortir de la démocratie.

Matteo défend cette opinion grâce à de nombreux arguments légaux et juridiques, qui sont détaillés dans la partie suivante (Critiques rationnelles) : la décroissance, *« ça veut dire que les gens qui travaillent aujourd'hui, du jour au lendemain tu leur dis, tu n'as plus le droit de travailler, de faire ce que tu faisais jusque-là »* ; pour lui, la liberté d'entreprendre est *« aussi importante que la liberté de culte, la liberté de réunion, la liberté d'aller et venir »*. La reconversion professionnelle ou l'interdiction de pratiquer certains métiers lui paraît d'une *« violence extrême »* pour les individus concernés (*« Typiquement, le pilote de ligne il n'a pas envie de se reconvertir »*).

Charles est du même avis et considère que *« ce système ne permet pas aux humains de prospérer de manière individuelle »*.

C'est finalement un argument que l'on retrouve fréquemment comme frein à l'action contre le réchauffement climatique : on entrerait alors dans une ère des restrictions des libertés, en particulier de la liberté d'entreprendre, dans une dictature écologique. La mise en application du projet décroissantiste entraînerait de tels changements de société, que ceux-ci ne pourraient être acceptés autrement que par la force, sans respect des avis contraires à la décroissance. Pourtant, l'aspect démocratique est une des idées clés de la décroissance, la sobriété devrait être heureuse et choisie.

On retrouve également que dans ce système, considéré comme le plus respectueux des libertés individuelles, les individus sont libres de leur choix. Ainsi la publicité est considérée comme un outil d'informations et non pas une *« colonisation de l'imaginaire »*, auquel les individus sont libres de s'y intéresser ou pas. André explique que cette vision, *« c'est un peu prendre les gens pour des idiots esclaves du capitalisme »*.

De plus, Matteo ajoute que la fin de l'aviation pour tous, voire son interdiction serait une entrave à la liberté d'aller et venir, une des libertés fondamentales également.

6. Peur du changement et d'une transition forcément violente et abrupte

La croyance mise en avant dans cette section est celle d'une forme de conservatisme, d'une peur du changement trop grand, de l'inconnu. La sortie du modèle capitaliste est vu comme un

moment t. Pourtant le capitalisme ne s'est pas fait en jour, et il n'existe pas sans l'ensemble de mesures, de lois, de pratiques qui le constituent, il est celles-ci. Les participants ont émis cette idée que le passage au modèle post-croissance sera forcément brusque et fera table rase de l'ensemble des systèmes démocratiques, us et coutumes et lois du monde actuel. Comme si la sortie du modèle capitaliste devait se faire en un jour. La transition se ferait forcément par la force, par une « révolution » (Clémence).

Clémence : *« Le côté, on rase tout et on refait tout de zéro, je trouve que ça fait vraiment peur » ; « La solution que j'ai étudiée en cours, en creux, en filigrane, c'est la révolution. Parce en fait quand on tire sur un fil, on se rend compte que tout le système ne va pas, qu'il faudrait revenir à une base, base. Je ne veux pas, je ne peux pas, ça fait trop peur. C'est très égoïste mais je suis mieux là avec un truc que je sais gérer, en plus je suis du bon côté de la barrière parce que je suis une étudiante dans le système et j'ai assez d'argent pour en profiter, du monde croissantiste ».*

Matteo : la décroissance, *« ça veut dire que les gens qui travaillent aujourd'hui, du jour au lendemain tu leur dis, tu n'as plus le droit de travailler, de faire ce que tu faisais jusque-là ».* Puis quand nous redéfinissons la décroissance, comme baisse choisie par secteur, avec reconversion des personnes impactées etc., il me répond *« c'est pas de la décroissance ça c'est de la transition écologique classique ».*

7. Sphères sociales et écologiques, deux combats séparés

Plusieurs des participants se sont interrogés sur la pertinence de lier les questions sociales et écologiques. Au cours de nos interviews, nous avons remarqué que la question écologique, acceptée, et préoccupante pour l'ensemble des participants est considérée comme un sujet d'ordre de la rationalité et de l'objectivité quant au contraire, les questions sociales sont considérées comme étant idéologiques, politiques et donc subjectives. Ce lien semble poser une contrainte supplémentaire dans la lutte contre le réchauffement climatique, et les deux sujets devraient être traités séparément. L'idée que leur liaison systématique soit un choix démagogique voire populiste a été également amené. Il est vrai que la juxtaposition des deux questions est issue d'une réflexion, d'une gymnastique d'esprit, bien qu'elle soit communément acceptée dans les milieux écologiques de nos jours (nous penserons à l'alliance NUPES pour les législatives 2022). Malgré cela, le fait de marquer la différence entre les deux concepts, et

de souhaiter les différencier peut-être le symptôme d'autres croyances. On pourrait éventuellement penser à une opposition Homme/Nature, ou soulever le fait que d'une certaine manière se préoccuper d'écologie, c'est s'occuper de tous quand se préoccuper des questions sociales, c'est se préoccuper d'égalités, et en particulier des plus pauvres. En effet, penser l'écologie, sans problématique sociale, c'est penser une écologie des riches, où les mécanismes de prix seraient les seuls garants de la limitation des émissions de GES et où les plus riches pourraient continuer à polluer.

Aurélien pose le problème : *« En fait j'ai l'impression qu'on associe trop la question de l'écologie avec la question sociale. Ça a un rapport mais ça dépend quoi ça peut être limité. »*. Il ajoute : *« Est-ce que ce n'est pas de la démagogie ? Une manière de lier des luttes qui n'ont pas forcément grand-chose à voir pour peser et pour gagner des voix et pour accéder au pouvoir ? »*

De plus, pour lui, la croissance apporte un enrichissement global au niveau d'un pays, donc une amélioration globale des niveaux de vie, le problème est la répartition de cette richesse. Ce qui lui fait dire : *« j'ai l'impression que c'est plus un problème de répartition qu'un problème d'économie, c'est plus un problème politique »*.

Charles : *« Après il y a les questions sociétales mais ça c'est une question politique, sur la question de la répartition des richesses » ; « Il ne faudrait pas faire les choses par idéologie, peur d'appliquer la décroissance de manière bête et méchante. »*

Charles à propos de la « décolonisation de l'imaginaire » à travers la suppression de la publicité : *« Là on n'est pas vraiment dans une mesure écologique c'est plus une question de société non ? »*

Antoine est également de cet avis : *« je pense que c'est une difficulté supplémentaire de mixer combat contre le réchauffement climatique et justice sociale et inégalités. Je pense que c'est deux combats qui sont totalement indiscutables mais les mélanger crée plus de difficultés qu'autre chose »*.

Matteo donne clairement son point de vue sur l'écologie : *« Si t'es riche et que tu veux te payer ton SUV tu pourras te le payer. Si tu veux prendre tes billets d'avion tu pourras le faire autant que tu veux. [...] Ce ne sera pas égal socialement mais dans tous les cas, les riches pourront toujours profiter des trucs. Malheureusement, c'est comme ça. »*

De notre point de vue, l'écologie est une problématique éminemment sociale. Si des hommes n'étaient pas touchés par les destructions successives que nous faisons subir à notre environnement, il y a fort à parier que les mobilisations écologiques seraient quasiment inexistantes. Se préoccuper d'environnement, c'est au fond se préoccuper de l'avenir de l'autre, humain, animal et plus largement vivant, existant aujourd'hui ou demain. C'est une forme de justice sociale élargie.

C. Les critiques rationnelles

Le second type recense les oppositions dues à une certaine logique économique ou juridique qui selon les interviewés rendraient le modèle décroissantiste non-souhaitable voire non réalisable.

1. Un financement impossible

Une des critiques majeures réside dans l'impossibilité de financer un tel système car un plafonnement des salaires où une taxation trop importante ferait fuir les « riches » et les « cerveaux ». Cette évasion fiscale entraînerait alors une baisse des aides redistributives, donc une consommation plus faible et un cercle vicieux de pauvreté.

De plus, la dotation inconditionnelle d'autonomie, en fournissant à chacun de quoi vivre, favoriserait la non-activité et les entreprises ne produiraient plus, donc moins de recettes pour l'Etat, et des « tickets de rationnement » (Charles), encore plus faibles.

Aurélien : « *En fait même il faudrait que ce soit à l'échelle mondiale sinon tout le monde se barrerait. Sinon c'est un grand mur. [...] c'est bête parce qu'on se priverait de gens qui sont quand même très forts.* »

André explique que le fait de relever le SMIC va avoir pour seul effet de concentrer encore plus de gens autour du SMIC, en pénalisant les entreprises. Il ajoute que le rehaussement du salaire minimum risque d'avoir des impacts inflationnistes, contre-productifs. La gratuité de nouveaux services publics lui paraît être une meilleure solution.

2. Appauvrissement, hausse du chômage et inflation

La relocalisation entraînera une hausse du prix des produits, tout comme l'intégration des coûts sociaux ou environnementaux (ex. taxe kilométrique). Les français risquent donc de connaître une baisse de pouvoir d'achat.

Pour Laurent, le risque avec la relocalisation c'est que accès *« que des biens deviennent des biens de luxes alors qu'ils ne l'étaient pas avant »*.

André : *« Comment vendre aux français qu'ils doivent s'appauvrir de 40% pour que les indiens puissent vivre 60% mieux ? »*

De plus, la baisse de la production, compensée par une meilleure répartition du temps de travail entre tous est assez mal vue. Quand nous proposons une répartition plus égale du temps de travail entre tous en baissant temps de travail, Matteo répond que les 35h n'ont généré que très peu de nouveaux emplois et ont été majoritairement un coup supplémentaire pour les entreprises.

3. Inefficacité et impossibilité de la planification

Un argument apporté par Matteo est que les planifications sont inefficaces de nos jours car *« c'est de plus en plus difficile de faire des prévisions »* et que nos économies n'ont plus assez de financement pour permettre l'investissement : *« s'il y a une personne aujourd'hui en laquelle j'ai pas confiance pour la planification, c'est l'État. Parce que l'État a montré dans tous les secteurs, une incapacité totale à prévoir les choses »*.

Antoine et Laurent considèrent que la planification est complexe dans un contexte d'alternance politique (*« Est-ce que dans un paysage politique avec un horizon de 5 ans, ça peut se retourner contre les politiques qui veulent la mettre en place ? »*).

4. Un droit à polluer pour tous

La décroissance est injuste car elle prive ceux qui n'avait pas les moyens de profiter du système de potentiellement en profiter par la suite. A la fois, les plus pauvres de nos sociétés développées, mais aussi les pays en voie de développement qui souhaiteraient accéder à ce mode de vie.

Aurélien : « *Comment est-ce que les gens aujourd'hui qui n'ont pas trop de moyens accepteraient de ne pas accéder à ce à quoi les riches ont accédé ?* »

5. Infaisable dans un contexte international d'échanges économiques et culturels

Des liens économiques complexes lient nos pays et nous en sommes dépendants, il est donc impossible de sortir du système-monde.

Clémence : « *déjà on voit que les Anglais en sortant de l'Union européenne ont l'air de galérer. Et eux ne sortent que du système européen et pas du système mondial ils galèrent.* »

Matteo : « *si t'es tout seul à faire de la décroissance dans ton coin, tu vas vite te faire bouffer* »

De plus, nos échanges avec les pays en voie de développement leur permettent de croître et de s'enrichir. C'est leur couper cette source de revenus que de stopper l'échange avec eux.

Antoine : « *après c'est bien on permet aux autres pays d'avoir une certaine activité économique, c'est des vies qui s'améliorent* »

De surcroît, les échanges internationaux sont un vecteur de paix dans le monde, insiste Matteo, et la relocalisation amènerait à la perte de relations économiques et humaines à l'échelle internationale. Ce « repli sur soi » pourrait aboutir à des guerres. Matteo le qualifie de « *trumpisme* ».

En adoptant les points de vue des relations sociales, le retour au local et les limitations de déplacement par un usage réduit de l'aviation pose des questions sur les relations personnelles à l'échelle internationale.

Antoine explique que le modèle de quotas peut être injuste selon les particularités de vie de chacun : « *Moi grand-mère vit au Sénégal, si la tienne habite dans la région parisienne, on veut faire exactement la même chose, et bien ça n'aura pas le même impact carbone* ».

Matteo ajoute « *Et si ta copine elle habite à l'autre bout du monde tu auras le droit de la voir qu'une fois par an ? c'est horrible* ».

6. La sobriété heureuse, un concept de riches déconnectés des réalités

La sobriété, un concept de « riches »

La critique apparaît particulièrement quand les termes de sobriété et de sobriété heureuse sont évoqués. Ils leur semblent bien compliquer de parler de sobriété aux moins dotés d'entre nous, à l'échelle nationale et internationale. Pour eux, une grande majorité des gens consomment non pas par choix mais par nécessité et selon leurs économies du moment. La sobriété est donc un concept de « *privilegiés* », d'« *occidentaux* », voire pourrait être considérée comme une dérive post-colonialiste.

André : « *Un concept super occidental, prôner la décroissance quand on fait partie des 15% de la population mondiale les plus développés ... Est ce que c'est un projet de société à l'échelle européenne ou est-ce que c'est quelque chose qu'on va aller expliquer dans les dans les bidonvilles de de Chesnay qu'il faut décroître et finalement pas continuer à se développer* »

Antoine : La sobriété heureuse « *pour moi, c'est quand même un truc de riches [...] parce que pour moi l'essentiel de la consommation, c'est surtout du besoin. On peut consommer moins pour consommer mieux, aller vers plus de local mais dans les faits, les gens consomment avec leurs portefeuilles [...] dans les faits ça n'affecterait que très peu de gens* »

Laurent : « *Ce serait un peu hypocrite de dire qu'on pourrait mettre en place des politiques de décroissance dans des pays où les ressources ne sont pas suffisantes pour nourrir toute la population.* ».

La décroissance est également déconnectée des réalités des Français

Ils sont plusieurs à rappeler que le pouvoir d'achat était la première préoccupation des Français aux dernières élections. Ce qui fait dire à Laurent que « *la question de la dévalorisation du travail salarié [dans le sens désacralisation du travail salarié] est un peu éloigné de leur préoccupation, étant donné qu'ils cherchent du travail* ». Il ajoute : « *ce n'est pas la priorité pour les personnes : Tuvalu les gens ne savent pas forcément le placer sur la carte, mais ils savent combien coûte leur panier de courses* »

La sacralisation de la croissance, un mythe décroissantiste ?

Ils ont plusieurs à expliquer que pour eux et la plupart des Français, la croissance n'est pas si importante, et que le dogme de la croissance n'existe donc pas.

André : *« après pas grand monde faut sauter le champagne au moment de l'annonce des indicateurs économiques de la croissance. C'est important mais ça ne change pas ma vie »*

Antoine : *la décroissance veut nous faire croire que « la croissance est un dogme, quelque chose d'abstrait qui nous obsède, alors que finalement la croissance est un indicateur de l'économie qui a des retombées très concrètes, ça signifie qu'on consomme plus, donc plus de pouvoir d'achat, on exporte plus aussi, ça a un impact très concret dans le quotidien des gens. [...] La plupart des gens n'ont pas de connaissance ultra fine de l'économie je pense qu'ils s'en fichent de la croissance. Si le gouvernement dit qu'on a atteint tant de croissance, ils s'en fichent mais si à la fin du moi, on a telles difficultés pour nourrir ses enfants ou on peut plus aller au cinéma etc. les gens le sentent. En réalité, je ne pense pas que l'on soit si obsédés que ça par la croissance. C'est sûr qu'on en parle beaucoup à la télé mais les gens ce qui les intéresse c'est le taux de chômage, le pouvoir d'achat. Et quand on améliore ces deux choses-là, mécaniquement tu as une croissance. »*

Les décroissantistes, une sphère bien particulière

André les décrit en précisant qu'il va aller dans le cliché. Pour lui, les décroissantistes c'est *« la prof de maths végan habillé en sac de jute, l'ingénieur révolté, le Parisien en manque de valeur »*. Il explique que les premières fois qu'il a parlé de décroissance, *« c'était avec des gens d'Agro Paris Tech ou bordeaux, qui était à fond dans la théorie de l'effondrement. Après ce sont les premiers confrontés à ça donc c'est normal. Ils ont raison mais ils sont dans leur monde et ont une vision parcellaire et ne prennent pas en compte tous les enjeux. Et inversement, en école de commerce on a du mal à concevoir ces gens. Mais c'est un débat qui, à la marge permettra de construire un capitalisme plus censé, ou une croissance avec plus de sens. »*

7. Un concept peu concret et pessimiste

Certaines critiques émises concernaient la forme plus que le fond de la décroissance.

André, après s'être renseigné avant l'entretien sur le concept nous donne son point de vue sur le concept. D'après ce qu'il a vu, la décroissance est un « *concept peu abouti [...] je n'ai pas entendu parler de proposition concrète, à part réduire la consommation. Comment ça se matérialise concrètement ? J'en sais rien.* » Pendant l'entretien, il demandera des exemples, des expérimentations décroissance menées actuellement.

Lors du cours de Clémence, elle dit avoir été mise face à « *une telle montagne de problèmes, c'est juste décourageant* ». « Et que c'est décourageant de toute façon on ne peut rien faire donc on va continuer comme ça. De toutes façons, je serai mort quand la planète explosera. » Elle propose donc naturellement une solution : « *en fait plutôt de se dire voilà tout ce qui ne va pas. il faudrait plutôt présenter des solutions, d'organisation, d'ONG, d'entreprise sociale et solidaire qui changent les choses. Comme ça on voit que c'est possible et que ça se fait, et qu'il n'y a pas eu de têtes coupées pour le faire. Que les gens sont plus heureux quand ils bossent dans ces entreprises là que chez McKinsey à la Défense.* »

8. Les blocages juridiques

Ces critiques ont été amenées en majorité par Matteo, en pleine préparation à l'ENA. La plupart d'entre eux sont générés par un attachement personnel très fort à la notion de liberté.

D'après lui, « *les libertés économiques font vraiment partie de l'histoire constitutionnelle de la France. C'est à dire que mettre une planification [...] ça me paraît être un recours de l'identité de la République française* ». Il explique que la liberté d'entreprendre est inscrite dans la DDHC et est « *définie par le Conseil constitutionnel comme la liberté d'accéder à une profession et d'exercer cette profession pendant longtemps* ».

Il ajoute que l'« *Union européenne ne peut pas survivre à la décroissance* », que les taxes kilométriques entraveraient la libre circulation des marchandises, élément fondateur de l'UE.

9. Une sélection complexe

Plusieurs participants ont amené l'idée que la sélection entre les biens essentiels et non-essentiels, entre ceux que l'on pourrait réduire ou pas, voire interdire, s'avère être complexe. Sur quels critères s'appuyer ?

Aurélien : « Où est ce qu'on met cette échelle de c'est frugal ? »

10. Le lien entre richesses et pollution n'est pas toujours évident

Souvent le lien entre pollution et richesse, et en particulier entre émission de CO2 et richesse n'est pas évident. Ce qui dire à Aurélien par exemple : *« C'est vrai qu'il y a une surconsommation totalement folle ça n'a aucun sens. En vrai, tout le monde pollue non en France ? dès que tu prends ta douche pendant 30 min, que tu prends ta bagnole. Parce qu'on a à peu près tous les mêmes habitudes de consommation non, en dehors de vraiment les 10% les plus pauvres. »*

D. Quel terme pour la décroissance ?

Nous avons interrogé les participants (4 participants sur 7, par manque de temps) sur leur opinion sur les termes fréquemment utilisés pour parler de décroissance (décroissance, accroissance, post croissance, sobriété heureuse, écologie des pauvres). Voici leurs réponses :

Décroissance : S'il est provocateur, il n'est pas toujours compris par les participants.

Aurélien : Quand nous expliquons que le but de la décroissance n'est pas spécialement de faire baisser le PIB, Aurélien me répond *« alors mais du coup pourquoi ça s'appelle décroissance [...] Il y a un mot et ce qui va derrière ne correspond pas à ce mot »*.

Laurent (études d'ingénieur) : Suite à l'entretien, *« Là on a parlé de décroissance mais on n'a pas fait décroître grand-chose à part la consommation » ; « le problème de décroissance c'est que c'est péjoratif, comme tout à tendance à croître, en termes de dynamique en tout cas »*.

André : Le terme décroissance est *« radical »*, *« provocateur »*, en effet une *« décroissance dans une société qui est basée sur la croissance, ça me semble fait pour choquer »*. Ce qui est

une vertu pour lui mais également un problème puisque *« ça a aussi pour effet d'opposer les gens à la notion a priori comme moi alors qu'en fait je suis pas si loin de la décroissance »*.

Acroissance : Il est considéré comme un synonyme de la décroissance, ou moins parlant.

Aurélien : *« si on parle juste de mots quelqu'un qui serait totalement néophyte comme moi il entend accroissance c'est la même chose que la décroissance »*

Antoine : *« Acroissance, moins beau que la décroissance. »*

Post croissance : Le terme est considéré comme plus parlant, on comprend le changement de paradigme et de système. Mais Laurent met en garde car le terme reste très ouvert et on peut tout et rien entendre avec.

Sobriété heureuse : Un avis mitigé. Les personnes familières avec le concept de sobriété énergétique, l'apprécient voire le préfère sous sa forme courte, la sobriété. Quant aux autres, ils considèrent qu'il peut faire élitiste, niais voire totalitaire avec l'adjectif heureux.

Aurélien : *« ça fait un peu totalitarisme, ça fait très 1984, t'es là, t'as ton écran le matin "la sobriété heureuse", ça ne fait pas naturel, je ne sais pas. En fait, le fait de mettre heureux, c'est que les gens ne sont pas heureux : c'est comme quand tu mets "démocratique" généralement quand tu mets ça dans le nom du pays c'est qu'il y a un problème »*.

Ecologie des pauvres : Le moins apprécié, l'expression est peu parlante, réductrice, exclut les riches et est un des meilleurs arguments pour les détracteurs de la décroissance.

Antoine : *« ce terme est le meilleur argument pour les détracteurs de la décroissance, qui vont se dire : en fait vous voulez juste que tout le monde soit plus pauvre, revenir pauvre pour baisser les émissions de CO2 ? »*

E. Conclusion de l'expérience et évaluation des hypothèses

Ces sept entretiens nous auront permis de recenser et cartographier un grand nombre d'arguments d'opposition à la décroissance, souvent partagés par les participants. Ceux-ci sont issus pour la plupart de croyances et de valeurs en commun que sont :

- La foi dans le progrès et l'innovation, qui explique un rejet de la décroissance, trop souvent opposée, à tort, aux technologies et innovations ;

- Une vision du bonheur matérialiste, s'opposant à la sobriété heureuse prônée par P. Rabhi ;
- Une méritocratie et valeur du travail salarié qui justifient souvent les inégalités salariales, considérées alors comme acceptables quand la décroissance vise à l'égalité ;
- Le capitalisme, la croissance et l'accumulation considérées comme naturels ;
- Un fort attachement à l'idée de liberté économique, le capitalisme étant considéré comme l'unique modèle démocratique possible. La planification écologique et l'interventionnisme étatique sont alors anti-démocratiques voire comparé à un système totalitaire ;
- Les sphères sociales et écologiques sont deux combats à mener séparément.

Aux arguments d'aspect plus idéologiques, on peut ajouter un grand nombre d'arguments plus rationnels et justifiés :

- Le modèle économique décroissantiste ne fonctionne pas et conduirait à un appauvrissement de la population ;
- La décroissance est une vision élitiste et déconnectée ;
- La mondialisation rend la décroissance à l'échelle nationale complexe et le repli sur soi peut être dangereux.

Les mesures qui concentrent le plus de critiques sont celles liées au travail et à l'encadrement des salaires et au plus fort interventionnisme étatique (quotas, planification, etc.). En effet, les participants ont tendance à proposer des mesures d'incitations (prix, plus grande sensibilisation) plutôt que des contraintes étatiques car l'idée de liberté économique est fondamentale. Les mesures moins contraignantes comme l'ajout de nouveaux indicateurs de mesure ou l'interdiction de la publicité pour les entreprises polluantes sont unanimement acceptées.

Du point de vue de leur consommation, ils se considéraient tous assez sobres, peu consommateurs et ne voyaient pas vraiment ce qu'ils pourraient améliorer, à part éventuellement leur consommation de viande. La sobriété leur semblait quelque chose d'assez acceptable, même si la limitation de l'avion restait un sujet (deux participants revenaient ou portaient pour un voyage touristique de moins de deux semaines sur le continent américain).

L'ensemble des participants était sensibilisé aux risques que présentent la crise climatique et pour eux, l'urgence de la crise est l'argument le plus fort pour promouvoir la décroissance

(réponse systématique à la question : « *si vous travailliez pour une association promouvant la décroissance, quel argument utiliseriez-vous ?* »).

Enfin, les termes les plus appréciés pour parler de décroissance sont ceux de sobriété (tout court) et de post croissance.

Conclusion et perspectives

Selon le point de vue, cette cartographie des arguments et des croyances anti-décroissance peut être utilisée de diverses manières. En effet, le sujet étant de nature assez politisé, il est évident que le projet de décroissance dans son ensemble n'est pas acceptable ou souhaitable pour tous, et l'idée n'est pas de l'imposer ou d'en faire une forme de propagande. Malgré tout, de nombreux pans sont essentiels, en particulier dans le cadre de la lutte contre le dérèglement climatique et à notre sens, certaines croyances identifiées dans cette étude peuvent être bloquantes dans cette lutte. Nous en discuterons dans un premier temps. D'un point de vue plus engagé en faveur de la décroissance, projet écologique et social, nous explorerons dans un second temps, à la lumière de la littérature et des réponses aux entretiens, des pistes explicatives et des solutions pour faire accepter la décroissance à un plus grand nombre.

Les critiques émises envers la décroissance viennent de croyances personnelles, mais également d'une vision de la décroissance. Cette vision peut être faussée, par une connaissance trop parcellaire du concept mais également par une image renvoyée par les penseurs de la décroissance. Ainsi, le travail d'acceptation de celle-ci doit passer obligatoirement par un travail double, sur les croyances ainsi que sur la manière de diffuser la décroissance, à la fois en termes de fond et de forme.

Certaines croyances identifiées sont également des obstacles à la lutte contre le réchauffement climatique

Le capitalisme, de par la nature de l'économie classique notamment, est dans l'incapacité de solutionner la crise climatique à venir par autorégulation. C'est un problème à l'échelle mondiale, et les actions individuelles ne suffisent pas. L'action des gouvernements sur leur économie et production est cruciale. C'est pourquoi, toutes croyances qui amènent à limiter, diminuer ou interdire l'interventionnisme étatique au nom des libertés économiques peut être un facteur bloquant face à ce défi.

La recherche d'innovations permettant d'améliorer l'efficacité énergétique, le développement d'alternatives non-polluantes, voire la captation carbone, sont déterminantes dans la réduction du taux de GES dans l'air. Mais elles ne sont pas suffisantes. L'idée selon laquelle les solutions technologiques nous permettront de nous passer d'une diminution de la production est fausse.

Mais l'opposition systématique des deux options est tout aussi problématique et à la fois innovations et sobriété doivent être mises en place. Si elles ont été opposées presque systématiquement par les participants, cela peut s'expliquer par une vision diffusée par la décroissance. En effet, on retrouve de nombreuses oppositions à la technologie dans les essais prônant la décroissance, sûrement pour bien décorrélérer progrès technique et progrès social. Cette opposition est un problème puisqu'elle fait passer les sociétés post-croissance pour des « retours en arrière ».

Enfin, l'attachement à l'accumulation matérielle de biens ou loisirs polluants est également un sujet à travailler. La réduction de la publicité et la création de nouveaux imaginaires, voire de nouveaux loisirs plus à même d'entrer dans les objectifs d'émission de GES sont nécessaires. Mais cela ne doit pas nécessairement passer par un ascétisme ou un détachement de tout bien matériel.

Comment faire accepter la décroissance à un plus grand nombre ?

Si aujourd'hui, la décroissance paraît non souhaitable pour certains, elle vise à atteindre une société qui respecterait les limites planétaires de façon durable, égalitaire et démocratique. Cette partie vise donc à proposer des perspectives afin de rendre désirable cette société à un plus grand nombre d'individus.

Le changement de vocabulaire pour parler de décroissance peut influencer sa réception auprès du grand public. Cette étude nous a permis de constater que le terme de décroissance était souvent mal compris. Son aspect provocateur fonctionne bien et interroge, mais si l'on vise son acceptation par un plus grand nombre, la provocation est-elle le meilleur choix ? Surtout que la décroissance ne vise pas tellement une baisse du PIB mais plus une prise en compte de la Nature et de l'Homme par l'économie. C'est pourquoi les termes de post-croissance et de sobriété, sans son adjectif heureux considéré comme trop idéologique, peuvent être considérés. Le terme de sobriété étant déjà accepté dans le cadre de la sobriété énergétique.

Cette étude a également montré que le terme de planification pouvait être bloquant et assimilé à un système dictatorial. Cette idée doit être démentie par la prise de conscience de ce que recouvre une planification écologique et qui est différente d'une main mise de l'Etat sur l'ensemble des productions et importations françaises.

Dans la même veine, cette vision totalitaire, idéologique de la décroissance, d'une révolution vers la post-croissance qui s'effectuerait d'un coup est issu d'un mélange de

méconnaissances du concept mais est aussi imputable à certains messages décroissantistes. En effet, la décroissance est souvent expliquée de manière trop théorique, trop « idéologique », on retrouve souvent l'utilisation de termes religieux, comme celui du « culte de la croissance », de la « technologie salvatrice », etc. Cet aspect idéologique de la décroissance la rend parfois peu rationnelle, ce qui peut brusquer les plus logiques d'entre nous.

L'essence même de la décroissance étant d'ouvrir un univers de possibles, elle manque parfois de chemins et de solutions concrètes à emprunter. Les écrits pro-décroissance sont trop souvent focalisés sur les critiques du modèle capitaliste plus que l'élaboration et la promotion de solutions concrètes. Elles permettraient pourtant de mieux en parler, se la représenter. En effet, André avant l'entretien par exemple considérait les pro-décroissances comme une élite déconnectée. Suite à celui-ci, il ajoute que ceux-ci sont des « *français censés* ». Le recensement et le partage des initiatives post-croissantes est donc clé dans la diffusion de celle-ci.

Enfin, la poursuite des études et de la recherche sur les sujets de post-croissance sont fondamentales et ils sont en nombre infini. Les critiques « rationnelles » listées dans cette étude peuvent fournir un point de départ. A quelle échelle organiser la décroissance ? Quel modèle politique et démocratique pour celle-ci ? Comment rendre désirable la sobriété matérielle ? Le modèle économique décroissant est-il soutenable ? Comment penser la décroissance dans les pays en voie de développement ? Comment organiser la décroissance à l'échelle des entreprises ? La réponse à ces questions permettra d'alimenter les arguments pro-décroissance, et d'inventer de nouveaux chemins vers une société post-croissante.

Opinion et questionnaire personnel

- Le but de ce mémoire n'est absolument pas de dénigrer les croyances analysées, ou même de les faire changer à tout prix. Mon positionnement même est évidemment influencé par des croyances, sûrement opposées d'une certaine manière à celles des participants, et cette même expérience pourrait être appliquée dans l'autre sens, afin d'identifier les croyances qui me font adhérer au projet décroissantiste.
- Pendant cette étude, nous avons remarqué que l'aspect social, égalitaire dérange souvent le plus. L'égalité parfaite semble en effet considérée d'une certaine manière comme une privation de liberté. Si je suis comme tout le monde, et que je ne peux pas plus m'élever, suis-je libre ? L'égalité n'étant peut-être pas souhaitée par tous, dans ce cas, il est assez difficile rendre souhaitable la décroissance.

Bibliographie

Latouche S., *La Décroissance*, Que sais-je (2022)

Rabhi P., *Vers la sobriété heureuse*, Actes Sud (2010)

Dion C., *Petit Manuel de résistance contemporaine*, Actes Sud (2018)

Hickel J. & Kallis G., « *Is Green Growth Possible ?* », New Political Economy (avril 2019)

European Environment Agency, *Briefing Growth without Economic Growth* (janvier 2022)

Slim A., *Renouveau de la décroissance : qu'apportent les auteurs français ?*, Économie appliquée, ISMEA, Tome LXVIII, n°1, pp. 5-32. (2015)

Latouche S., *Le Pari de la décroissance*, Fayard (2006)

Baudrillard J., *La société de consommation*, Paris, Denoël (1970)

Meadows D., Meadows D., Randers J., Behrens William W., *The limits to growth*, Universe books (1972)

Timothée Parrique. *The political economy of degrowth*. Economics and Finance. Stockholms universitet (2019)

Easterlin R., « *Does Economic Growth Improve the Human Lot?* », dans Paul A. David et Melvin W. Reder, *Nations and Households in Economic Growth : Essays in Honor of Moses Abramovitz*, New York, Academic Press (1974)

Greenpeace, *Timeout for fast fashion* (2014)

Friedlingstein P., O'Sullivan M., W. Jones M. et M. Andrew R., « *Global Carbon Budget 2020* », Earth System Science Data, vol. 12, no 4, p. 3269–3340 (décembre 2020)

Say J-B., *Cours complet d'économie politique pratique* (1828-1829)

Piketty T., *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Éd. du Seuil (2013)

Rice R., *Biodiversity Conservation, Economic Growth and Sustainable Development* (2021)

Milanovik B., *Global income inequality by the numbers: in history and now --an overview--*, p.12 (2016)

Haut Conseil pour le Climat, *Maîtriser l'impact carbone de la 5G* (décembre 2020)

Liegey V., Madelaine S., Ondet C. & Veillot A. *Manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie*, éditions Utopia (2013)

Massemin E., Delphine Batho : « *La décroissance est le seul projet politique réellement alternatif* ». Reporterre (2021, sept.).

Fabre Soundron M .. Jean-Marc Jancovici, ingénieur : "*La décroissance a commencé, de manière larvée*". Novethic (2021, nov.)

Parrique T. « *Les débats des Verts sont loin de refléter la profondeur du champ de la décroissance* ». Le Monde, (2021, sept.)

Parrique T. « *Le Giec ouvre la voie d'une décroissance soutenable et conviviale* », par Timothée Parrique. L'Obs, (2022, avril).

Ariès P. , *Amoureux du Bien-vivre - Afrique, Amériques, Asie... que nous apprend l'écologie des pauvres ?*, Golias Edition (2013)

Lehmann C., Delbard O., Lange S., *Green growth, a-growth or degrowth? Investigating the attitudes of environmental protection specialists at the German Environment Agency* (2022)

Parrique T., *La décroissance, notre seule issue ?*, Time for the Planet (interview : 2022, avril)

Golla M., Cyril Dion lance avec Marion Cotillard une société de production pour faire émerger un "*ecological way of life*", Novethic. (2022, mai)

Méda D., Dominique Méda : « *De très nombreux emplois pourraient être créés grâce à la décarbonation de nos économies* », Le monde (2021, mars)

Annexes

Annexe 1 : Liste des graphiques



Figure 1 - Change in real income between 1988 and 2008 at various percentiles of global income distribution
(calculated in 2005 international dollars)

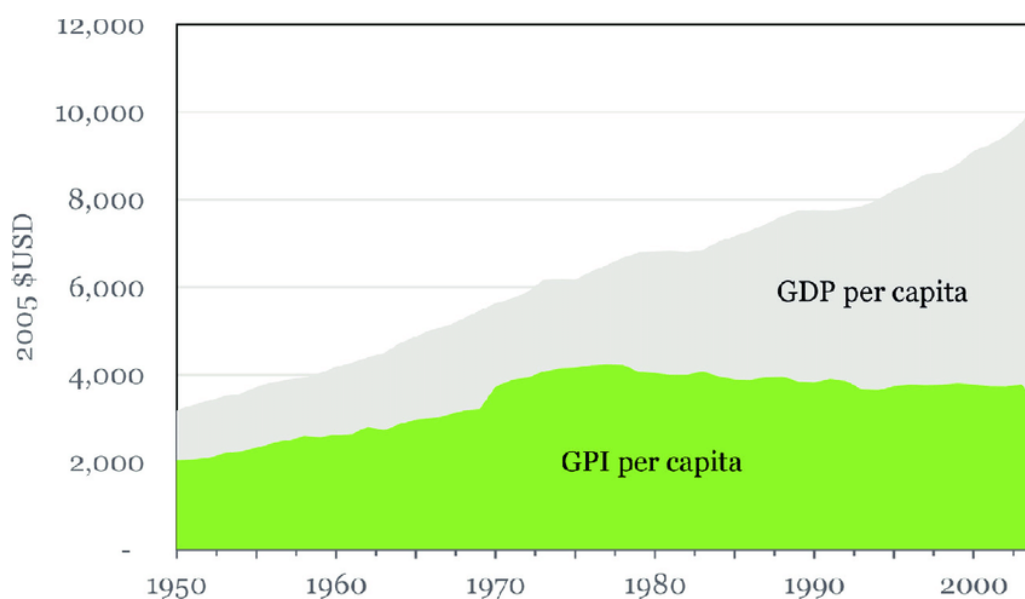


Figure 2 - GDP vs. GPI (genuine Progress indicator), 1950–2005

Annexe 2 : Retranscriptions et idées principales des entretiens

Les retranscriptions des entretiens prennent la forme de retranscription mot à mot mais aussi par idées. Les noms ont été changés.

I. Charles

Pour Charles, la plupart des innovations sont poussées par la recherche du profit. Donc sans recherche du profit, pas d'innovation. Dans un monde en décroissance, on aurait même une perte de profit.

Interviewer : dans un monde en décroissance les innovations ne sont pas interdites mais limité dans le cas d'une innovation polluante, exemple de la 5G

Pour Charles la restriction des innovations risque de nous priver d'innovations futures qui aurait pu être inventé suite au développement typiquement de la 5G, comme des découvertes qui pourraient résoudre le réchauffement climatique. Il a peur d'une "doxa" extrêmement restrictive qui bloquerait systématiquement des projets au fond on retrouve une peur d'un modèle totalitaire d'une certaine manière.

Je répète son idée en lui disant que dans le cadre du réchauffement climatique si on trouve une innovation très rentable mais très polluante il ne la limiterait pas, il se reprend

"Quand on a une police d'Etat qui détermine quelle innovation est bien et laquelle n'est pas bonne le risque est de tomber dans l'idéologie et dans la contrainte trop importante où on va avoir des décisions presque trop arbitraire"

Il donne l'exemple de l'Allemagne avec la fermeture des centrales nucléaires. Pour lui c'est une décision prise par idéologie, il y a un risque d'appliquer la décroissance de manière un peu bête et méchante sans réflexion.

Interviewer : Dans ce cas-là, comment on fait sans contrainte ?

D'accord sur le fait que le PIB devrait être décentré mais il dit qu'au final dans notre vie de tous les jours ce culte de la croissance du PIB n'existe pas. Il existe un décalage entre les politiques et la réalité, les gens ne parlent pas du PIB dans la vie de tous les jours.

Interviewer : taille limite d'une entreprise, on sort de l'optique start up, scale up de croissance pour rentrer dans l'optique d'un boulanger : faire de bon produit, bon pour la santé, que mes employés soient bien payés.

Pour Charles, ça nécessiterait un changement d'état d'esprit qui va à l'encontre de certains instincts humains de recherche du mieux du plus de croissance.

“C'est humain de vouloir faire plus, de vouloir toujours faire mieux Et dans notre société c'est le vendre à plus de personnes, le vendre plus cher car c'est le reflet d'une plus grande qualité” ; “il y a une catégorie de personnes qui voudront toujours plus”

Interviewer : C'est donc un accomplissement qui se mesurerait par l'argent au final ? Ce n'est pas plutôt notre société de consommation qui nous bombarde de messages ? Selon lesquels l'accès au bonheur passe par avoir plus d'argent de bien qui explique le besoin de poursuivre cet objectif

“Une personne en poste va vouloir progresser dans la vie” donc gagner plus d'argent

Pour Charles la volonté d'accéder à un rang plus élevé donc plus de responsabilités de devenir manager par exemple est naturel chez certaines personnes, en même que ce soit une question d'argent même si celle-ci est fortement corrélée

Il prend l'exemple de son ami qui travaille en restauration qui aimerait monter en grade, être manager pour mieux gérer le restaurant par passion du métier, et par ennui

Charles : On est arrivé au problème au niveau individuel ce qui est peut-être la source du problème

“la notion de planification est contraire à la nature humaine”

Interviewer : exemples où il y a un interventionnisme de l'état mais qui n'est pas mal pris par la population

Charles : Un des principaux problèmes finalement, c'est le changement, qui paraît trop grand et qui fait peur

Pour Charles, si certains secteurs sont publics c'est parce qu'ils agissent pour le bien commun il prend l'exemple des hôpitaux du care de l'éducation aussi

Charles parle du secteur de l'écologie dans lequel des organisations agissent sans but financiers.

“Si on décidait d'avoir une planification totale en fait le risque c'est de nous retrouver dans un état communiste ou tout est public et où on perd cette liberté individuelle et cet esprit d'entreprise individuel avec potentiellement une baisse drastique du niveau de vie” “Je vais de

nouveau faire référence au système communiste parce que je suis désolé mais pour moi planification ça se ramène vraiment à ça”

Interviewer rappelle que la planification ne touchera pas tous les secteurs et que c'est majoritairement les secteurs les plus polluants qui seront impactés et aborde les sujets de sécurité sociale de l'alimentation c'est à dire un rôle de l'état plus large. Interviewer donne également plein d'idées de mesure décroissantistes et explique que ce n'est pas brider les libertés c'est plutôt essayer d'atteindre une sobriété heureuse et plus de justice.

Interviewer détaille la dotation inconditionnelle d'autonomie, parle notamment de l'écart maximum entre le plus bas et le plus haut salaire

Pour Charles ça prend une dimension trop idéologique, “pour moi je vois ça comme un ticket de rationnement”

Interviewer : Est-ce que ce n'est pas parce que on fait partie de ceux qui devront se priver par rapport à ce qu'on peut avoir si on vivait dans un système de décroissance ?

Charles « oui évidemment je pense qu'on est totalement biaisé par rapport à ça. Mais toutes ces dépenses ont un cours ils doivent être financés notamment par les entreprises privées qui payent des impôts et par le salaire des personnes »

“Ce système qui ne permet pas aux humains de prospérer de manière individuelle”

« Le risque est que cela entraîne une forme de spirale de décroissance à la fois car les entreprises ne marcherait plus ne produirait plus donc l'état ne récupérerait plus d'argent et donc ce ticket de rationnement ne ferait que baisser inlassablement »

Cela repose sur un prélèvement plus important des richesses et donc un risque de voir les riches partir à l'étranger. Le risque c'est d'avoir une fuite des cerveaux, Et d'avoir beaucoup moins d'argent à prélever, une baisse de la croissance beaucoup plus forte qu'attendu et un manque de financement pour toutes ces initiatives

“Toutes ces idées ne répondent pas forcément au problème du réchauffement climatique et s'inscrivent dans un modèle de société plus globale qui sera plus difficile à faire accepter par un grand nombre de personnes”

Si on pouvait tout changer d'un claquement de doigt alors on aurait une société capitaliste comme avec le système actuel qui fonctionneraient aux énergies renouvelables avec des avions

qui ne pollueraient etc. “après il y a les questions sociétales mais ça c'est une question politique, sur la question de la répartition des richesses”

Charles connaît les enjeux climatiques et connaît les réponses qu'on peut enclencher, il les liste

Le système capitaliste actuel et le système naturel et il peut répondre et cohabiter avec les enjeux du changement climatique

Charles : 3 formes d'intervention la régulation, la taxation, et les marchés carbone “le problème est plus que plus une question de courage politique et de volonté mais je pense qu'on peut rester dans le même système et imposer des changements sans avoir un modèle sociétal totalement avec les risques abordés

Interviewer commence à lister les mesures décroissantistes phares

Interviewer commence par la décentralisation de l'indicateur PIB et par la proposition d'autres indicateurs, notamment de l'indicateur du bonheur du Bouthan

“je suis d'accord de désacraliser le PIB” il tique sur la notion de bonheur une notion selon lui très personnelle, “les personnes au Moyen-âge, si tu leur faisais un questionnaire seraient peut-être aussi heureuse que maintenant”

Interviewer: donc tu penses que nous aussi si on avait une forme de vivre ensemble qui n'était pas basé sur la consommation excessive on pourrait être tout aussi heureux ?

Charles : non car aujourd'hui on ne vit plus dans des petites communautés il y a moins de liens et nous sommes dans des grandes villes nous avons également accès aux réseaux sociaux et un impact de la perception des autres bien plus importants “pour beaucoup de gens le bonheur ne passe pas uniquement par notre accomplissement personnel mais par notre place dans la société, comment on se compare aux autres etc” Je ne suis pas convaincu que si on revenait en arrière on serait plus heureux mais on serait moins stressé en revanche

C “Au lieu de donner les chiffres du CAC40 à la radio on pourrait donner la pollution atmosphérique ça serait plus impactant et plus utile mais effectivement plus stressant”

Interviewer : un des grands points de la décroissance c'est le retour au local, une entité plus petite qu'un pays on parle de biorégion

Il est totalement d'accord avec l'idée de relocaliser à l'échelle nationale des savoir-faire et des entreprises. Il est opposé à une idée d'interdiction totale de consommer les produits des autres régions. Je confirme que ce n'est pas l'idée

Interviewer : décoloniser l'imaginaire aujourd'hui en stoppant la pub

“Là on n'est pas vraiment dans une mesure écologique c'est plus une question de société non ?”

Interviewer : lutter contre la surconsommation c'est lutter contre la production d'émissions de CO2

Charles : C'est quand même couper une jambe aux entreprises, Mais bon finalement dans une idée de sobriété heureuse il y aurait beaucoup d'entreprises qui n'existeraient plus comme par exemple luxe. Une interdiction totale ne serait pas réaliste mais comment choisir : qu'est ce qui est un besoin essentiel et qu'est ce qui est futile ?

Il y a un risque de se priver de la connaissance de certains produits qui pourraient nous apporter beaucoup de satisfaction et de bonheur.

Interviewer ne peut pas s'appliquer à tous les secteurs

On pourrait se passer de l'affichage dans les villes : il finit par être d'accord

“Je pense sincèrement que certaines entreprises peuvent m'apporter réellement et changer un peu notre vie”

Il faudrait avoir une réflexion plutôt sur les canaux par exemple il déteste tout ce qui est goodies

Il est d'accord avec l'idée de stopper la publicité pour les secteurs les plus polluants et ajoutent que ça permettrait également d'éviter le greenwashing comme par exemple total et les énergies renouvelables ce qui est quelque chose d'assez comique

Il propose de stopper la publicité physique et d'interdire la publicité aux personnes de moins de 16 ans sur les réseaux sociaux

Question prospective Interviewer : tu travailles dans un lobby qui pousse la décroissance comment est-ce que tu la défends ?

Charles « Je parlerai de l'urgence climatique et dirait que même si ce n'est pas la meilleure solution c'est celle qui permettrait de régler le problème le plus rapidement possible »

II. Aurélien

24 ans, dernière année de l'ESCP business school

“Pour moi tu restes dans le même paradigme c'est l'inverse de la croissance, ce serait le négatif de la croissance mais du coup ça ne change pas de système donc ce n'est pas une solution ni une finalité”

Interviewer donne alors rapidement une définition plus claire de la décroissance “Le but de la décroissance n'est pas spécialement de faire baisser le PIB”

Aurélien répond alors mais du coup “pourquoi ça s'appelle décroissance” “Il y a un mot et ce qui va derrière ne correspond pas à ce mot”

Interviewer propose alors le concept de l'acroissance, en le présentant comme un athéisme de la croissance

Pour Aurélien l'indicateur de croissance reste un indicateur extrêmement important, pour pleins de choses notamment pour les investissements et pour être attractifs, quand on investit après on a un rendement positif. Cet indicateur est important pour tout type d'attractivité notamment pour des employés pour choisir son entreprise sur le marché du travail, pour savoir si elle arrive à “bien produire augmenter ses marges”

Cet indicateur est important même pour savoir si on est à 0, si on en est, pour lui la stagnation du revenu est acceptable

Interviewer : Je rappelle que la décroissance est plus à une échelle globale et que dans le cadre d'une entreprise de vélo il n'y aurait pas de limitation

“La croissance ce n'est pas ce qui fait qu'un pays est riche ?” ici on traite du sujet d'une économie décroissante au sein du système mondialisé. S'il y a de la croissance cela signifie que les habitants gagnent de l'argent même si celui-ci n'est pas également réparti, ça signifie donc que l'habitant en moyenne doit voir son niveau de vie augmenter : cette question de décroissance est donc un problème politique.

Interviewer parle de la courbe de l'éléphant et du fait que le bien être stagne malgré la croissance, alors le bien être décroche car il y a des effets négatifs liés à la croissance

Aurélien : “j'ai l'impression que c'est plus un problème de répartition qu'un problème d'économie c'est plus un problème politique”

“je ne vois pas pourquoi la croissance ne pourrait pas profiter à tous par exemple en Suisse ils sont tous riches”

Interviewer : ça ne règle pas le problème de la consommation d'hydrocarbures

Interviewer liste des mesures décroissantes :

- changement d'indicateurs de mesure
- question de la répartition des ressources

Aurélien “la décroissance c'est une espèce d'idéologie”

“j'ai l'impression que notre système encourage le progrès technologique”

“j'ai l'impression que ça stopperait l'émulation de la société, avec un système local on aurait plus trop de progrès à faire puisqu'on va plus attaquer les autres on va plus essayer de grandir il y aurait donc moins de concurrence”

“c'est un peu accepter que ta vie ne s'améliore plus et celle de tes enfants aussi”

Interviewer : je demande si le progrès technologique lié au progrès social n'est pas une croyance

Pour Aurélien sans progrès technologique, pas de progrès social possible

“moi je serais très heureux dans une société on mange à sa faim, où je suis dans la nature mais si quelqu'un veut plus comment est-ce qu'il fait j'ai l'impression que ça bloque l'échelle sociale, j'ai l'impression que ça bloque tout le monde dans son mode de vie frugale”

“Tu ne penses pas que le fait de vouloir toujours plus c'est dans la nature humaine”

“à l'époque les gens qui faisaient des grands voyages qui allaient découvrir, qui tentait est de faire marcher des choses”

Interviewer : le problème n'est pas le vouloir plus mais le vouloir plus d'argent le vouloir plus de biens, plus vouloir plus de savoir lui et atteignable sans forcément heurter l'environnement sans forcément heurter d'autres personnes

“où est ce qu'on met cette échelle de c'est frugale”

Aurélien parle du cas où chacun devrait pouvoir construire son bateau, Interviewer explique que ce serait interdit il me répond “c'est une question de liberté non ?”

“mais après tout ça ça va venir je suppose de ce que la société voudra ? De la volonté générale, il faut réussir à fonder un intérêt général”

Interviewer lui demande comment il créerait cet intérêt général ? il me répond que c'est impossible

Interviewer lui pose la question de s'il était dans un lobby de la décroissance, comment est-ce qu'il la vendrait ? Ou plutôt dans une association, quels seraient ses arguments comment est-ce qu'il le vendrait

Comment est ce que les gens aujourd'hui qui n'ont pas trop de moyens accepteraient de ne pas accéder à ce à quoi les riches ont accédé ? Interviewer répond que ces personnes en bénéficieraient de toute façon, et que le problème c'est plutôt de faire accepter aux riches de perdre ce qu'ils ont.

« Ce n'est pas que ça et que les gens qui n'ont jamais eu l'argent pour voyager en avion pour faire le tour du monde et on leur dit qu'il ne peuvent pas le faire, alors que moi j'ai pu le faire et que j'en ai pas besoin que je m'en fiche tu m'interdis de voyager aujourd'hui moi je m'en fiche j'ai vu tellement de choses ça me suffit alors que eux ils n'ont aucune chance et leurs enfants n'ont plus »

Interviewer explique dans un modèle de décroissance ces personnes n'auront pas envie d'aller faire le tour du monde, et qu'on n'a pas d'autre choix que de donner des quotas d'aviation par exemple avec les objectifs climatiques qu'on cherche à atteindre et l'idée c'est de dire que comme on donne des quotas on donne le même à tout le monde

Aurélien me répond que pour respecter les quotas, il ne faudrait plus prendre l'avion du tout

Je passe au sujet de la sobriété heureuse et je lui demande si ça le dérangerait de vivre dans ce type de modèle il me répond que lui honnêtement il ne pense pas ça ne le dérangerait pas, il n'est pas matérialiste.

Interviewer : “Tu penses que tu connais des gens qui ne seraient pas heureux ?”

A : “oui quasiment personne ! Enfin quasiment personne c'est un grand mot. Tout le monde a envie de voyager. J'ai l'impression que beaucoup de gens ont des délires matérialistes. Ils ont besoin de leur chose matérielle sur lesquels ils ont fait une fixette, par exemple je vois

[ANONYME], il a ses motos ses poids lourds. Et tout le monde à ça, même moi je dis que je ne le suis pas pourtant j'adore geeker, Rien que ça, ça consomme moi je passe la nuit sur l'ordi comme ça. Après on peut trouver d'autres choses mais ça ne fait pas forcément plaisir de devoir abandonner de ces choses-là. Mais même faire des livres, ça pollue finalement ?”

Interviewer: “Non mais ça pollue pas autant, il faut qu'on respecte seulement certains objectifs, on doit donc travailler sur certaines choses comme par exemple arrêter la production de SUV”

A : “Ah oui il est temps”

Interviewer: “vous voulez revenir sur les mots si on ne choisit pas décroissance, croissance ça te paraît rester trop dans le truc croissance ?”

A : “non au contraire je crois qu'on a toujours besoin de l'indicateur croissance, tu peux pas juste dire qu'on s'en fout de la croissance ça existe pas, je trouve c'est quand même un indicateur”

Interviewer : “Attention la décroissance ne veut pas dire que l'on utilise plus jamais cet indicateur, ça veut dire qu'on arrête de se centrer sur cet indicateur à tout prix, justifier certaines politiques de relance”

A : “si on parle juste de mots quelqu'un qui serait totalement néophyte comme moi il entend croissance c'est la même chose que la décroissance”

Interviewer : “post croissance”

A : “C'est mieux, c'est un changement de système un changement de paradigme on pense différemment, ce n'est pas simplement l'ennemi c'est la croissance.”

Interviewer : “écologie des pauvres”

A : “Ah non toi ça ne veut rien dire

Interviewer : On sort de l'écologie de la technologie salvatrice l'écologie du développement durable, c'est l'écologie du pauvre qui est littéralement écolo car il ne consomme rien

A : Tu n'as absolument aucun moyen de vivre et du coup ils ne polluent pas

Interviewer : les gens vivaient comme le premier quartile de la population française on n'en serait pas là, c'est les 20 % supérieurs qui impacte tout, les 10% les plus riches ont pesé à eux seuls sur 40% des émissions de CO2

A : C'est vrai qu'il y a une surconsommation totalement folle ça n'a aucun sens. en vrai, tout le monde pollue non en France ? dès que tu prends ta douche pendant 30 min que tu prends ta bagnole. Parce qu'on a à peu près tous les mêmes habitudes de consommation non, en dehors de vraiment les 10% les plus pauvres

Interviewer : La sobriété énergétique, je coupe la lumière quand je sors j'arrête le chauffage quand je sors, ou même je ne mets pas le chauffage l'hiver je pense qu'il y a énormément de personnes en France qui le font parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer ça.

A : T'as raison

Interviewer : Quand tu manques d'argent, tu ne changeras pas de téléphone tous les ans par exemple

A : Non mais tu as raison je pense à anonyme, est-ce que si tu arrêtais les choses complètement folles ça suffirait ? - genre aller 2 fois aux États-Unis tous les ans, changer de téléphone tous les 2 mois, avoir 3 SUV

Interviewer : déjà ça c'est insolent - sur la question du réchauffement climatique, je ne pense pas que ça suffirait

Interviewer : il existe des indicateurs et des sites sur internet qui te permettent de calculer ta consommation en CO₂. En français moyen consomme 11 tonnes CO₂ par an aujourd'hui.

A : mais il est faux ce chiffre moi je ne prends pas la voiture

Interviewer : oui mais tu prends l'avion, sans jugement de valeur car je suis au Brésil. Si tu veux travailler dessus tu peux travailler sur l'alimentation carnée, les avions. À l'échelle d'une société tu as la question de la rénovation des bâtiments.

A : Je connaissais une personne qui ne mettait jamais ces chaussettes à la lessive dès qu'elle avait fini de les utiliser elle les jetait.

L : Pour revenir à la question des mots...

A : tu m'avais dit écologie des pauvres. je trouve ça terrible, les pauvres c'est beaucoup trop péjoratif. et en plus ça veut dire quoi, en plus dans ce contexte ça ne voudrait plus rien dire les riches et les pauvres

L : tu comprends mieux tout ce que recouvre la décroissance quand je te dis, ça serait bien qu'on fasse un système dans lequel pour sauver l'écologie on fait comme les pauvres

A : non vrai non, en plus je pense qu'il y a des pauvres qui polluent énormément et des riches qui ne polluent pas du tout

L : Et le terme de sobriété heureuse ?

A : ça fait un peu totalitarisme, ça fait très 1984, t'es là, t'as ton écran le matin "la sobriété heureuse", ça fait pas naturel je sais pas. En fait, le fait de mettre heureux, c'est que les gens ne sont pas heureux : c'est comme quand tu mets "démocratique" généralement quand tu mets ça dans le nom du pays c'est qu'il y a un problème

L : Qu'est-ce que tu penses d'un encadrement de salaire ? donc non seulement d'un rehaussement du salaire minimal mais un maximum que tu pourrais gagner avec un écart que tu estimerais à combien ? Qu'est ce qui te semble décent à l'échelle d'une entreprise et à l'échelle d'une société ?

A : à l'échelle d'une entreprise ça ne veut rien dire. Par exemple mon frère est dans une boîte de grosse finance à Londres, je ne vois pas trop le rapport qu'aurez l'argent avec n'importe quelle justice, ni sociale ni environnementale. Mais au niveau de la société je suis d'accord. Parce que ça veut dire que dans une entreprise qui ne génère pas énormément d'argent il n'y aurait que des salaires bas, donc aucun intérêt d'y travailler.

L : donc à l'échelle d'une société quel écart cela devrait être ?

A : en fait même il faudrait que ce soit à l'échelle mondiale sinon tout le monde se barrerait. Sinon c'est un grand mur. Tout le monde partirait tous les mecs chauds partiraient. En vrai mon frère tous ses potes sont partis pour les impôts alors imagine s'ils étaient encore plus haut. Et c'est con parce qu'on se prive de gens qui sont quand même très forts.

L : Pour toi c'est plutôt l'urgence de l'impact climatique qui pourrait faire bouger les gens sur ce sujet ou l'impact social du capitalisme ?

A : En fait je sais pas. Je vois mal comment on s'en sort, je vois mal d'où va venir la fin. Je ne sais pas à quel point ça va être sévère le dérèglement climatique et à partir de quand ?

L : Pour nous l'impact ne va pas être majeur à part des afflux de population, sur les côtes, sur la production de blé, des politiques migratoires beaucoup plus restrictives donc un pays qui va se refermer

A : Ta question cela dépend des gens : il faut leur parler d'écologie et les pauvres il faut leur parler de social

L : Pour toi par exemple ?

A : Evidemment il faut me parler d'écologie. En fait j'ai l'impression qu'on associe trop la question de l'écologie avec la question sociale. Ça a un rapport mais ça dépend quoi ça peut être limité. L'écologie ça concerne tout le monde mais est ce que vraiment... ?

L : Le rapport c'est que les gens qui se disent je n'ai pas envie de détruire ma planète parce que ça va avoir un impact sur des gens, cela signifie que tu as une forte sensibilité aux questions des inégalités et cela implique que ce que toi tu fais ça impacte quelqu'un d'autre.

A : Tu crois vraiment que c'est comme ça ? Que ce que toi tu fais, ça va impacter quelqu'un d'autre ? Est-ce que c'est pas plutôt ce que tout le monde fait impacte tout le monde

L : concrètement sur le t-shirt Zara que j'ai acheté, ce n'est pas tout le monde c'est un t-shirt qui a une vie et qui aura impacté telle personne telle personne et cetera. on peut le voir comme ça. après la question du réchauffement climatique c'est une question beaucoup plus globale. mais quand tu achètes un diamant et que celui-ci a été arraché dans une mine par un enfant c'est toi et cet enfant.

A : mais ça n'a pas de rapport avec l'écologie ça ?

L : ça a un rapport avec la biodiversité. Soit tu rases des forêts il y avait des gens dedans soit tu rases des forêts et il y avait des animaux dedans. Mais au final tu restes des forêts ce n'est qu'une question de respect de l'autre.

A : Mais ça ce n'est pas social c'est juste environnemental. Si t'es riche et que tu peux acheter des diamants qui sont écoproduits, c'est quoi le problème d'être riche ? ce n'est pas ça de lier la question sociale et d'environnement, en gros les riches ils surconsommement ? et si tu es riche et que tu peux sur-écoconsommer. Regarde moi j'achète mon chocolat 85% éco-produit localement. à quel moment c'est ma faute qu'il y ait des personnes qui n'aient pas d'argent. Toi comment tu lie la question sociale et environnementale ?

L : par exemple quand on prend l'exemple des gilets jaunes, c'est un moment où on n'a pas lié la question environnementale à la question sociale. Cette décision a été prise à l'Assemblée nationale où il n'y a pas un seul député ouvrier, personne ne te dit si on augmente le prix du diesel, il peut y avoir une injustice sociale. Si tu fais de l'écologie sans prendre en compte les questions sociales.

A : mais ça ce sont des erreurs ça ne veut pas dire que les 2 sont liés. Si par exemple tu développes l'hydrogène vert, quel sera l'enjeu social là-dedans ? Tout n'a pas forcément un enjeu social. Pourquoi est-ce que si on mène une politique il faudrait qu'elle prennent en compte les 2 enjeux ?

L : si on fait de l'écologie de riches ça n'apporte pas le bon modèle de société ?

A : et pourquoi est-ce que les 2 sont liés ?

L : Typiquement, les premiers impactés du réchauffement climatique de personnes pauvres. Les oubliés du capitalisme seront les plus impactés c'est à dire les pauvres et la nature.

A : je suis d'accord que les 2 sont lésés, mais pourquoi les 2 sont liés ? pourquoi est-ce que tu ne pourrais pas faire du progrès social d'un côté et du progrès environnemental de l'autre ? pourquoi associer les 2 ?

L : Je ne sais pas trop si c'est un exercice d'esprit ou quoi c'est plus joli à dire, car il y a plein de liens à faire mais ce ne sont pas les mêmes sujets ni les mêmes causes ?

A : C'est vrai que tout le monde dit tout le temps les 2 mais pourquoi il doit bien avoir une bonne raison ?

L : Je pense que c'est l'idée que tu pourrais ne te préoccuper que de l'un ou que de l'autre, mais le faire ça ne me donnerait à rien de bon pour atteindre un monde "meilleur", il faut vraiment prendre en compte les 2.

A : et ce n'est pas du populisme ? est-ce que ce n'est pas politique ?

L : par essence la décroissance est politique, c'est repenser un nouveau modèle de société ?

A : est-ce que ce n'est pas de la démagogie ? une manière de lier des luttes qui n'ont pas forcément grand-chose à voir pour peser et pour gagner des voix et pour accéder au pouvoir ?

L : Elles ont tout à voir, la protection de celui qui ne peut pas se protéger. On ne peut pas dire dans un programme politique tu ne peux mettre qu'un argument phare. Je ne sais pas si c'est très utile de les lier au final mais pour expliquer le contexte de la décroissance c'est clé.

A : et on fait comment d'après toi pour changer l'intérêt général ?

L : On sensibilise les gens au réchauffement climatique, ensuite on leur explique bien qu'on est les responsables de ce qui se passe ensuite on change les mentalités en développant et en

partageant des initiatives, comme des projets de monnaie locale, des expériences de bénévolat, on revalorise le bénévolat

A : Quel rapport avec le bénévolat ? Si tout le monde est sensibilisé, ça sert à quoi de s'engager ?

L : Parce que la sensibilisation n'implique pas l'action.

A : Mais qu'est-ce qu'on pourrait faire ? À son échelle de bénévole ?

L : Je décris mon engagement chez XR

A : Tu ne penses pas qu'il faut juste être punitif ? On interdit les SUV carrément.

L : "... tu favorises l'agriculture bio et locale..."

A : C'est pas possible ça, on aura pas à manger pour tout le monde.

L : On a pas assez à manger parce les animaux mangent notre nourriture. Et surtout si on agit pas maintenant, on aura plus assez à manger dans le futur, ça on peut en être sûrs.

A : tu penses que ce sera quand que le peuple voudra vraiment que ça change ? tu penses que ça arrivera un jour ? Qu'un jour, il y aura une assez grande partie de la population ? Il faudrait que tout le monde soit déterminé, ce serait régler si c'était le cas. Enfin, en France, mais comment faire pour les autres pays ?

L : C'est bien le problème.

A: on ne peut pas sensibiliser tous les pays on ne va pas parachuter des tracts. En vrai les indiens ont envie de vivre mieux. Le jour où les indiens vivent comme des européens, là on est cuits en 5 ans.

L : il faut que l'on aide les pays à assurer leur transition, c'est le cas aujourd'hui : des fonds énormes sont alloués à la transition et au développement de manière décarboné, à compenser les effets futurs du réchauffement climatique et surtout à ne pas faire les mêmes erreurs que nous.

III. Clémence

C : 24 ans, actuellement à HEC Montréal en gestion de l'innovation sociale

L : Pourquoi tu t'es sentie concernée par mon appel à entretiens ?

C : La décroissance n'est pas un sujet dont on parle tous les jours mais il se trouve qu'à HEC dans mon master de gestion de l'innovation sociale, j'ai eu un cours de décroissance. ça s'appelait la décroissance soutenable, animé par [ANONYME], qui a écrit un livre sur la décroissance : *Guérir du mal de l'infini*. On a eu des séances avec des travaux à rendre sur différents focus : les inégalités h/f, le bien-être animal, le règne de la technique.

L : Que t'inspire la décroissance après en avoir parlé ?

C : Je ne suis pas très à l'aise avec le concept qui ne m'a pas convaincu. Beaucoup d'idées sont très intéressantes. Bien sûr qu'on est dans une surchauffe, il n'y a pas besoin d'avoir fait des études pour voir qu'il neige en avril en France, la montée des océans, les animaux etc on le voit, sans même sortir le microscope ou le télescope. On voit que la planète voit mal. Donc tout ça j'adhère entièrement, après c'est le côté, on rase tout et on refait tout de zéro, je trouve que ça fait vraiment peur. Et puis, qui va accepter de faire ça. La solution que j'ai étudiée en cours, en creux, en filigrane, c'est la révolution. Parce en fait quand on tire sur un fil, on se rend compte que tout le système ne va pas, qu'il faudrait revenir à une base, base. Je ne veux pas, je ne peux pas, ça fait trop peur. C'est très égoïste mais je suis mieux là avec un truc que je sais gérer, en plus je suis du bon côté de la barrière parce que je suis une étudiante dans le système et j'ai assez d'argent pour en profiter, du monde croissant. Comme je fais des choses à mon échelle, assez ridicule mais de recyclage etc, je pense à l'environnement, quand je vois des lumières allumées ça me rend folle.

L : Donc c'est ce changement abrupt qui te fait peur ?

C : Oui c'est le fait que ça soit par la révolution et cela me semble assez peu probable, assez peu réalisable. Par exemple on a étudié les communes, des petits groupes autogérés et tout le monde a une place dans la société. Et cela me paraît beaucoup trop bisounours, personne n'a envie de sortir les poubelles, ou de s'occuper de personnes âgées s'il n'y a pas d'argent derrière. On a besoin d'un appart qui pour l'instant est l'argent pour faire faire des choses que personne n'a envie de faire.

L : Dans ce monde de décroissance, le principe c'est la répartition des tâches les plus pénibles. Dans ce modèle de commune on aurait un roulement. Pour que cela ne soit plus parce que des gens n'ont pas d'argent qu'ils sont obligés de faire les travaux les plus durs et les plus pénibles finalement ces personnes ne le font pas par appât du gain mais plutôt par obligation dans cette société actuelle.

C : J'entends mais pour moi ça me semble utopique que des gens à cette échelle arrivent à vivre ensemble. Déjà dans ma collocation à 7, c'est le bazar, même si c'est un exemple trivial.

L : Pourtant on arrive à vivre à 67 millions dans un système capitaliste et on ne s'entre-tue pas.

C : Ça me paraît utopique de me dire que même si on met tout à plat on va devenir super disciplinés et se dire que c'est mon tour de sortir les poubelles ok je vais le faire. On va juste se dire, comme dans un projet de groupe, trouver une solution pour que ce soit les autres qui sortent les poubelles. Ou alors on va mal le faire. Ça me paraît très utopique de me dire que même si on remet tout à zéro et qu'on repart d'un système plus sain économiquement et au niveau environnemental que ça va changer notre mentalité en solidarité, même dans les tâches pas marrantes mais qui sont la base de tout. Car tu ne peux pas vivre bien si tu as des rats, des souris parce que tout le monde a eu la flemme de sortir les poubelles ou que ta cuisine est sale car personne ne s'est levé le petit doigt pour faire la vaisselle. Je ne sais pas si cet exemple est transposable aux communs, mais déjà dans une colocation à 7 ça ne fonctionne pas, dans une coloc où on s'entend bien !

L : En sortant de cette question des communs, la décroissance, en tant que mot obus qui permet de penser un système autre, où l'on considère que l'on est bien avec ce qu'on a aujourd'hui, plus ou moins, comment est-ce qu'on fait mieux dans notre société : en répartissant les richesses etc. C'est un ensemble de mesures qui peuvent paraître lointaine mais si on entame chaque chemin de chaque mesure, c'est déjà un petit mieux dans nos sociétés. Est-ce que certaines mesures t'ont parlé, fait réfléchir ?

C : Dans le cours, les $\frac{3}{4}$ étaient la liste des problèmes, après il présentait les solutions. Je t'avoue que les solutions ne m'ont pas marquée, mais je n'ai pas eu de moments où je me suis dit qu'il avait raison et qu'on pourrait vraiment faire ça. Au final, ce qui m'a le plus marqué c'est les communs.

L : Ce que j'en ai compris, c'est un localisme et le retour à une bio-région de 10 mille à 1 million de personnes, avec une monnaie locale et des taxes carbone et on redéveloppe les produits de cette région, et un sentiment régional, et on relocalise les entreprises pour avoir une vraie vie à l'intérieur d'un plus petit espace.

C : ça tu vois, ce genre de proposition je trouve ça génial. Déjà si on pouvait relocaliser en France, ce serait bien. Quand je vais en Normandie l'été, il n'y a rien qui est comparable entre chercher les fruits et légumes d'à côté, bon c'est très cliché et les produits du Super U en ville. Donc si on me dit préférence nationale et plus à l'échelle locale, circuit court etc. Même si je n'ai pas les connaissances théoriques pour savoir ce que ça donnerait, je trouverais ça génial. Vraiment mon prof était plus radical que ça, pour lui les communs c'était revenir à l'âge de pierre.

L : Pour toi, la décroissance était présentée comme un retour en arrière ? Un retour au Moyen-âge ?

C : Moi je le vois comme ça. C'est marrant que tu dises retour au Moyen-âge parce que justement il nous a fait lire des textes avec des communs au Moyen-âge, où en tout cas il y a très très longtemps et effectivement ça fait retour en arrière. On rase tout et je pense que tout ce qui est technologie, tu abandonnes. Lui-même il n'avait pas de voiture, ni de téléphone portable.

L : Il y avait donc deux aspects, une forme de sobriété personnelle très forte, et concrètement la décroissance comme éloignement du culte de la croissance à l'échelle nationale, suivre d'autres indicateurs etc. Tu te sens plus représentée par une idée ou l'autre ? Est-ce qu'une forme de sobriété dans ta façon de consommer t'attire ?

C : Qu'est-ce que tu appelles par sobriété ?

L : Tu te considères comme une grosse consommatrice de biens ? Tu fais attention à ce que tu consommes ? Es-tu attirée par ce mode de vie, presque minimaliste, l'idée de retour à la Terre etc.

C : Moi je me mettrais un peu au milieu. Je ne me considère pas comme une grosse consommatrice. Je fais très peu de shopping car je n'aime pas ça. Donc je n'ai pas cette consommation d'habits. En technologie, j'ai mon smartphone. J'ai beaucoup hésité à prendre un reconditionné mais j'ai eu peur. Le reconditionné me fait peur. Je n'ai pas encore la confiance nécessaire pour sauter le pas. Donc j'ai acheté un nouveau, avec au-dessus de la tête le Clémentine ce n'est pas bien. Mon ordinateur ce sera pareil quand j'en rachèterai un. J'aime

la qualité, quelque chose qui va durer. Au niveau de la nourriture, je ne prends pas forcément bio, à par les œufs, par question de prix.

L : Et pour la viande ?

C : Il se trouve que je suis un peu devenue végétarienne malgré moi, parce qu'ici c'est tellement cher que je mange quasi plus de viande. Mais ce n'a jamais été obligatoire pour moi, même en France. En cours de décroissance, mon prof m'a montré une mini-vidéo de trucs de poussins, 30 secondes pour culpabiliser et me dire est-ce que je deviens végétarienne ou pas.

L : Ce n'est pas fréquent un prof qui fait ça.

C : C'est un prof qui est très engagé et qu'il le dit au début. C'est un cours qui est biaisé et politisé, où je vous donne mon point de vue sur la décroissance, vous pouvez évidemment partager les vôtres, c'était pas un truc marxiste non plus, où on aurait pas le droit de parler mais c'était assumé que ça soit un cours politisé. Et ça m'a gêné d'ailleurs. Parce que pour moi on ne doit pas avoir des cours politisés, un cours doit être objectif et puis d'avoir un seul point de vue et jamais l'autre ... j'aurais trouvé ça intéressant qu'il y ait deux profs avec deux avis pour avoir quelque chose au milieu. Parce que j'ai vécu ça comme un brainwashing et j'étais donc sur la défensive.

L : Après je pense qu'au final, le prof pro-croissance on l'a en soi, pour moi on est formaté, suite à l'école de commerce et la petite alarme de la remise en question selon laquelle la croissance c'est forcément bien.

J'explique qu'il existe différents courants dans la décroissance comme celui de la question du bonheur et de la consommation

C : ça je l'ai pas, j'ai de la chance, soit par mon éducation, soit par mon environnement de devoir acheter les derniers produits qui sortent. Mais je ne sens absolument pas que mon bonheur dépend de ma consommation, bien sûr que j'ai le rêve de maison, enfants et autres. Je suis pas passée du côté : je vais vivre dans une tiny house et je vais avoir un seul voire zéro enfant parce que ça pollue. Je suis pas du tout là dedans. Mais je ne me sens pas non plus uniquement drivée par la consommation. Il y a un truc aussi c'est que je consomme peu de réseaux sociaux. Je suis pas sur twitter, ni instagram, ni tiktok, j'ai que Facebook, youtube sur lequel je perds assez de temps.

L : Effectivement, une des grandes mesures de la décroissance est de décoloniser notre imaginaire et du coup sortir de la publicité. Est-ce que c'est une mesure qui te parle ? De stopper la publicité pour des produits polluants ou mauvais pour la santé ?

C : ça ne paraîtrait assez normal, je me disais qu'il n'y avait pas de publicité pour les cigarettes

L : c'est interdit aujourd'hui

C : Pour les voitures par exemple ? Si mon moi croissantiste parle, je me dis qu'il y a toutes les petites entreprises qui veulent se faire connaître, même des entreprises sociales, comment elles feraient sans pub ? mais c'est sûr que quand on voit sur tous les abribus, des affiches pour le nouveau parfum la nouvelle crème, ... Je ne me suis jamais dit "oh la nouvelle crème est sortie je vais l'acheter en voyant ces affiches" mais c'est vrai que après quand je vais dans le magasin je peux me dire j'ai vu la publicité et que c'est donc gage de qualité. mais ce n'est pas une mesure où je me dis non jamais on ne touche pas aux pubs.

L : c'est vrai que c'est une mesure assez consensuelle. Après d'autres le sont un peu moins : comme l'encadrement des salaires, par exemple un plafonnement des salaires les plus hauts et d'avoir un salaire minimal, on peut penser à un coefficient entre le plus bas salaire dans une société et le plus haut salaire dans une société, est-ce que pour toi ça aurait du sens ?

C : ça a du sens, mais ça enlève toute cette idée des études qu'on a faites. Ça veut dire qu'on enlève le background des études qu'on a faites, on enlève l'expérience, que quand tu es PDG tu as un nombre de responsabilités bien plus élevées que ceux qui sont en dessous.

L : Quel serait le coefficient correct pour toi ?

C : j'en ai aucune idée.

L : Tu disais que ça enlèverait de la valeur à tes études, Est ce que tu considères que tes études par exemple valent d'être payé 4 fois plus 5 fois plus 20 fois plus qu'une personne qui n'aurait pas fait d'études ?

C : c'est une vraie question un vrai problème, c'est sûr que nous on sort de prépa on a perdu 2 ans de notre vie, du coup j'ai l'impression qu'on essaie de compenser les 2 ans de notre vie qu'on a perdu par plus d'argent. C'est vrai qu'il y a des gens qui n'ont pas fait d'études, mais qui vont monter à la force de leur bras, Ils ont du mérite. Un mérite différent. Est-ce que cela justifie-t-il n'ait pas les mêmes sommes d'argent je ne sais pas. on m'a dit que c'était le salaire

d'entrée qui était différent mais qui après ça s'ajustait. si il y a un ESCP qui ne fait rien et quelqu'un qui n'a pas fait d'études qui est excellent c'est sûr que l'ESCP ne va pas monter, il ne va pas gagner plus que l'autre, c'est juste le salaire d'entrée. Après comment ça se passe en entreprise je n'en savais rien. Après le truc du salaire minimum ce qui m'embête c'est l'assistanat. On parle du salaire minimum ou de revenu minimum c'est la même chose ?

L : le revenu minimum pour un peu comme le RSA, le salaire minimum c'est si on embauche une personne pour 35 h elle doit gagner au minimum tant par mois. Après même dans un monde en décroissance, on a des concepts comme la dotation inconditionnelle d'autonomie et ce serait dire de la naissance à la mort on donne à chaque individu de quoi se nourrir de quoi avoir accès à l'eau des transports gratuits un minimum qui permet de vivre à chacun sans condition. Mais du coup si on se nourrit avec on doit se nourrir de façon locale, ce qui favorise d'autres systèmes et du coup ce serait prendre en charge la plupart des individus d'une société.

C : Il vient d'où cet argent ?

L : Grâce au plafonnement des salaires et à une taxation à 100% à partir d'un certain seuil.

C : Je vois pas pourquoi quelqu'un accepterait ça. On voit bien dans notre société actuelle que quand on taxe les riches ils s'en vont. C'est vrai qu'on peut le voir comme une forme de solidarité, on peut aussi le voir comme j'ai gagné mon pain, et on me le pique.

L : On peut se demander la légitimité de gagner plusieurs milliards d'euros. Je le vois pas du tout comme j'ai gagné de l'argent. Est-ce que c'est légitime de gagner plusieurs milliers d'euros quand d'autres gagnent 1200€ par mois. Après c'est une question politique, je le vois comme j'ai récupéré de l'argent auxquels d'autres auraient du avoir accès. Mais typiquement dans le cas d'une application d'une telle mesure décroissantiste, on aurait des barrières : tu ne peux pas continuer à te faire de l'argent en France sans payer tes impôts en France. On a de moins en moins de personnes à Bercy pour éviter l'évasion fiscale et on retire l'ISF parallèlement. C'est vrai que c'est une question politique, mais elle est clé dans le concept de décroissance avec l'idée d'égalité. C'est vrai que le plafonnement maximum peut se comprendre parce qu'au bout d'un moment c'est plus du besoin, c'est indécent.

C : Elon Musk n'a pas besoin d'acheter Twitter pour 44 milliards on est d'accord.

L : Il a surtout eu un capital énorme au début de sa vie, et est-ce qu'on considère que c'est du mérite ? ou du hasard ?

C : Moi ce qui me pose énormément problème avec le revenu minimum, mon prof disait que c'était une étape avant de supprimer tout ça, puisqu'après on arrivait aux communs. Je pense que je suis en train de déformer sa pensée, mais en tout cas pour lui, le revenu minimum était seulement une étape. Moi quand je vois déjà que des gens profitent de l'aide du chômage, pour ne rien faire de leur vie, c'est une idée qui m'est assez insupportable. C'est à dire que je paye des gens à ne rien faire, je connais un exemple de quelqu'un qui soit disant cherche un travail depuis 2 ans, et ça fait deux ans qu'il est au crochet de l'Etat donc au crochet des impôts de mes parents, car je n'en paye pas encore. et il fait rien. Moi, j'ai envie de lui dire va travailler, va chez Macdo, tu vas faire standardiste, tu vas faire quelque chose, mais là être payé pour jouer aux jeux vidéos tout seul dans ta chambre, je dis pas qu'il est heureux hein, mais c'est une idée qui m'est assez insupportable. Pour certaines personnes, c'est plus intéressant pour eux financièrement d'être au chômage que de retourner travailler, parce que dans ma tête le travail est une valeur importante.

L : Mais du coup pour toi, travailler chez macdo, ça t'apporte beaucoup ?

C : Non ça ne t'apporte rien, si ce n'est le fait de ne plus dépendre de l'Etat, c'est un boulot alimentaire quoi.

L : Je pense que ces situations "d'assistanat" sont des cas particuliers, qui sont peut-être nombreux. Je pense que globalement les gens ne sont pas heureux d'être au chômage, cherchent à trouver du travail et que le chômage permet de garder la tête hors de l'eau. Mais c'est parce que je vois les gens comme des personnes bien intentionnées plutôt que des personnes qui tenteraient sans cesse de profiter du système

C : Je ne pense pas qu'il soit dans sa chambre on est en train de se frotter les mains devant une affiche de Macron en train de se dire "hehe je suis en train de profiter de son argent", mais l'histoire c'est que du coup c'est sa copine qui lui a payé sa formation parce qu'il n'avait pas les sous, mais j'ai envie de dire va travailler rien que pour la rembourser. En fait si toi tu veux rester dans ta chambre à rien faire, ça ce n'est pas mon problème mais là tu dois de l'argent à quelqu'un. Je ne trouve pas ça normal surtout à ta copine. Donc va faire ce que tu veux, donc va faire ce que tu veux, homme de ménage, standardiste, McDo mais ait l'humilité d'avoir un travail qui n'est pas celui que tu veux, qui est un petit boulot, qui va être un truc pas marrant un truc peut être super ennuyeux. Mais ait cette humilité là pour pouvoir regonfler ton ego derrière et dire j'ai pu rembourser ma copine.

L : Tu penses qu'à un niveau macroéconomique, au niveau national, si on arrête de poursuivre cette croissance, est-ce que ça peut poser problème ?

C : On est tellement tous connectés Après avec la pandémie, ce qu'on a vu c'est qu'il fallait qu'on se déconnecte, se recentrer ça c'est vraiment cool, pour relocaliser nos usines et autres. Mais là tout de suite sortir du système, c'est compliqué. Encore une fois sortir du système, c'est remettre tout à plat. Je n'ai aucune idée si c'est faisable ou pas, déjà on voit que les Anglais en sortant de l'Union européenne ont l'air de galérer. Et eux ne sortent que du système européen et pas du système mondial ils galèrent. Après je ne me prononcerai pas sur des questions qui nécessitent des études théoriques extrêmement poussées par différents spécialistes, car je n'ai absolument pas les connaissances : ce serait juste balancer l'idée que ce serait cool que l'on ne soit pas dépendant de la chine et de us et de la Russie. Après est-ce que ce serait possible, je ne sais pas, je n'ai pas les informations. L'idée je ne suis pas contre, si on est autonome, tous seuls, tant mieux.

L : Si tu travaillais dans une association qui milite pour la décroissance, qu'est-ce que tu utiliserais comme arguments principaux pour convaincre les gens d'être décroissants, et comment tu leur présenterais la décroissance aussi ?

C : Le côté alarmiste fait peur, je ne dirais pas qu'il n'est pas pertinent mais il fait peur. A la fois de l'urgence climatique et à la fois quand on se rend compte qu'il n'y a rien qui va. Ça fait trop. Dans mon cours on s'est rendu compte que rien n'allait.

L : tu n'y crois pas ?

C : si si, quand il met le doigt sur le problème effectivement c'est un problème. La souffrance animale où ce genre de choses, même si je ne suis pas végétarienne, je ne regarde pas ces vidéos là c'est que ça va me traumatiser. Et que c'est peut-être de l'égoïsme mais je n'ai pas envie de me traumatiser avec ça. Mais oui c'est un problème. Mais là on a eu une telle montagne de problèmes, c'est juste décourageant. Et que c'est décourageant de toute façon on ne peut rien faire donc on va continuer comme ça. De toutes façons, je serai mort quand la planète explosera. En fait plutôt de se dire voilà tout ce qui ne va pas. il faudrait plutôt présenter des solution, d'organisation, d'ONG, d'entreprise sociale et solidaire qui changent les choses. Comme ça on voit que c'est possible et que ça se fait, et qu'il n'y a pas eu de têtes coupées pour le faire. que les gens sont plus heureux quand ils bossent dans ces entreprises là que McKinsey à la défense.

L : je pense aussi que le fait de créer des belles histoires et des fictions positives autour de la décroissance dans laquelle ils peuvent se reconnaître et se dire qu'ils ont aussi envie d'y participer c'est une bonne solution. Est-ce que tu penses à une entreprise en particulier ?

C : oui il y avait quelque chose que j'ai trouvé très intéressant ici, ça s'appelait le réseau Accorderie, et je crois que ça fait partie du concept de la décroissance. Un réseau ou la monnaie d'échange c'est du temps, ce sont des échanges non réciproques [description du réseau accorderie super intéressant]

L : Effectivement ça s'inscrit parfaitement dans le mouvement de la décroissance...

[discussion sur le réseau accorderie super intéressant]

IV. Matteo

ESCP

prép ENA

L : Pourquoi te considères-tu comme anti-décroissance ?

M : Pour bien définir le truc, la décroissance c'est une baisse de la production. Du coup, je me pose la question de comment on arrive à ça. On est tous d'accord sur la réalité du changement climatique et la nécessité de lutter contre. Du coup, est-ce que la décroissance est une solution envisageable pour atteindre une économie et une société plus soutenable. La décroissance implique deux choses, une baisse de la production, donc une baisse des personnes qui travaillent et d'autre part une baisse des biens disponibles donc forcément les gens peuvent moins consommer, donc les prix montent parce qu'il y a moins d'offre. Donc des gens qui ne peuvent pas acheter les biens dont ils ont besoin. C'est le premier truc qui me vient à l'esprit. Quand on réfléchit à la faisabilité technique du truc, quand on dit décroissance qu'est-ce qu'on dit, ça veut dire que les gens qui travaillent aujourd'hui, du jour au lendemain tu leur dis, tu n'as plus le droit de travailler, de faire ce que tu faisais jusque-là. Et comme on produit moins de biens de façon générale, ces gens à qui tu interdis le droit au travail ne pourront pas se reconvertir dans un autre secteur plus tard. Il y a moins de travail disponible donc il y a plus de chômage. Et donc tu privés les gens de leurs moyens de subsistance.

L : Je vais revenir sur chacun de tes points pour redéfinir la décroissance. Est-ce que tu définis toi c'est la décroissance comme une récession globale de l'activité dans un monde capitaliste où la récession est une récession subie et pas une récession choisie. La décroissance se dire on a atteint des limites environnementales qu'on ne peut plus dépassées, et on voit qu'on a une corrélation très forte entre l'augmentation du PIB mondial et les extractions de barils de pétrole et donc les émissions de CO₂ et jusqu'à aujourd'hui on n'a pas réussi à découpler ces 2 courbes. Donc aujourd'hui la consommation entraîne la pollution, et aujourd'hui comme le dit le dernier rapport du GIEC on n'a pas d'autre choix que de limiter cette production. Je disais que la décroissance serait une baisse globale de la production attention c'est une baisse choisie par secteur, donc par exemple reconversion dans des activités moins polluantes pour les personnes qui travaillaient dans les SUV, on peut faire une reconversion vers l'industrie du vélo.

M : C'est pas de la décroissance ça c'est de la transition écologique classique.

L : La décroissance c'est une transition écologique avec un concept de planification, avec plein de travaux sur une incitation à moins consommer des personnes. Par exemple, l'une des mesures pourrait être la fin de la publicité, en particulier pour les biens les plus polluants. La décroissance c'est dire que la croissance n'apporte pas plus de bien-être aux populations, donc on aimerait rester dans une économie stationnaire voire décroître un peu. Par essence, notre économie est fondée sur la croissance avec le principe du prêt notamment.

M : Et pas que les prêts, les actions et tout. Si tu veux un ROE avec 15% il faut de la croissance. Donc en fait c'est abattre le capitalisme.

L : Exactement une société post croissance c'est forcément une société post capitaliste. Donc là décroissance c'est pas uniquement baisser le PIB, c'est se mettre dans une position où on doit baisser le PIB, on veut le faire de façon juste socialement et pour rentrer dans les limites écologiques. c'est donc à la fois critique du capitalisme du concept de croissance et du PIB, c'est donc réfléchir à comment est-ce qu'on décroît et comment est-ce qu'on atteint cette société post croissance, et réfléchir à cette société du futur qui serait une société pas fondée sur la croissance ni sur la consommation mais plus sur le lien, pas sur la productivité. Donc il y a plein de travaux à faire sur qu'est-ce qu'une société post croissante, avec une revalorisation du bénévolat, la création d'une économie qui serait liée à l'écologie et l'extraction des ressources naturelles. C'est un vaste programme transdisciplinaire, et qui n'est même pas un programme parce qu'il y a plein de moyens de penser cette décroissance. c'est globalement comment sortir de la société productive de aujourd'hui et donc c'est beaucoup plus large que tu décrivais. Le but n'est pas d'entrer dans une société d'austérité ou de malheur et cetera, mais comment sortir de cette société qui se gave de croissance qui se gave de bien et dont on connaît les effets aujourd'hui.

8min

M : Je vais te répondre avec des arguments juridiques et économiques. Déjà est-ce que tu m'as décrit c'est exactement ce que les communistes décrivaient dans les années 50. Parce que le but de la planification communiste, c'était vraiment de supprimer le malheur qui est provoqué par l'accumulation du capital par les uns. Ensuite si je commence par les arguments juridiques, ça me semble très compliqué à mettre en place parce que les libertés économiques font vraiment partie de l'histoire constitutionnelle de la France. C'est à dire que mettre une planification telle que tu l'entends, Ça me paraît être un recours de l'identité de la République française. Dans le décret d'alarme de 1791, on supprime les corporations et on permet à tout le monde l'accès au

métier. Il est écrit, il sera libre à chacun de pratiquer le métier, le négoce, l'art qu'il trouvera bon. Dans l'esprit de la révolution, tu as vraiment une idée ou les libertés économiques sont fondamentales. L'esprit de la révolution est fondé sur cet esprit de liberté, et notamment en matière économique. Et ces libertés économiques, elles sont reconnues au plus haut niveau de la hiérarchie des normes au niveau constitutionnel. Et tu as notamment la liberté d'entreprise d'entreprendre qui découle de l'article 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, Elle est définie par le Conseil constitutionnel comme la liberté d'accéder à une profession et d'exercer cette profession pendant longtemps. Donc cette planification poserait un problème parce qu'elle impliquerait de restreindre très fortement les libertés, ils sont aussi importants que la liberté de culte, la liberté de réunion, la liberté d'aller et venir.

L : à la différence du communisme, qui est un modèle basé sur le productivisme, La décroissance tout au contraire C'est basé sur la création de liens et sur cette baisse de la production et de la consommation.

M : Si tu supprimes le marché et que tu baisses la production, tu ne peux plus répondre aux besoins des gens.

L : Le but, ce n'est pas de réduire les besoins naturels...

M : Comment est-ce qu'on définit les besoins naturels ?

L : Je pense que dans le pack de survie pour que tout le monde puisse vivre. Et après tu peux rajouter tout ce qui rentre dans les limites écologiques et qui correspondent à une justice sociale.

M : En fait, c'est comme le COVID, mais en permanence quoi. C'est une distinction entre commerces essentiels et non essentiels.

L : Oui, mais c'est ce qu'on a fait, on était en situation de crise sanitaire et là on est en situation de crise écologique et on a bien réussi à différencier quels étaient les biens essentiels et non essentiels. Donc je ne comprends pas pourquoi, dans une situation de crise, toutes ces graves voire plus graves puisqu'on a 3 milliards de personnes qui sont actuellement en danger à cause du réchauffement climatique sur la terre, on ne serait pas capable de prendre des mesures drastiques comme on l'a fait ces 2 dernières années.

M : dans les États d'urgence, les États de crise, on a une mise entre parenthèses de la démocratie. Puisqu'à partir du moment où tu enfermes tout le monde, tu empêches les gens de travailler. C'est vraiment une atteinte à la démocratie. Mais le Conseil constitutionnel a bien dit

que c'était possible de faire distinction si et seulement si l'attentat à la liberté d'entreprendre que tu fais est proportionnée et surtout limitée dans le temps.

L : ce n'est pas le fait d'interdire aux gens un métier, c'est le fait d'interdire aux gens. La production de certains biens qui sont néfastes pour l'environnement. Je ne pense pas que quelqu'un soit fondamentalement né pour créer des SUV. Je pense que cette notion de liberté est très importante dans l'objection à la décroissance, je ne la trouve pas très justifiée. Il y a énormément de moments dans l'histoire, on a choisi de limiter certaines choses. Et là, on a vraiment cette pensée américaine où chacun doit pouvoir faire ce qu'il veut quand il veut.

M : Oui, c'est juste qu'on vient en démocratie et que la démocratie occidentale est fondée sur des droits individuels.

L : il y a plein de moments où les grandes entreprises d'énergie et cetera ont été publics, et ce n'était pas incompatible avec la démocratie.

M : le monopole de l'énergie ne sont plus étatiques à cause de l'Union européenne, qui a obligé la séparation entre l'opérateur et le régulateur. Les centrales nucléaires qui me semblent être un argument écologique absolument imparable, ont leur prix d'électricité fondé sur le prix du gaz car il a un marché unique de l'électricité en Europe. Et sinon, les deux vagues de nationalisation, première en 45 pour la reconstruction du pays, la deuxième en 81 après Mitterrand, et Mitterrand recommence la nationalisation à partir de 86 parce qu'il se rend compte que ça ne marchait pas. et la dernière vague, c'est la loi pacte en 2019.

L : Donc le passage au système privé n'est pas inné, Et donc l'État est une possibilité de régulation de la production n'est pas considéré comme une limitation de liberté ?

M : En droit français, le droit de propriété est aussi sacré que la liberté, la résistance à l'oppression et la sûreté. C'est la seule liberté en France qui est inviolable, d'après l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Donc la nationalisation, si elle est possible, est possible dans des cas très restreints qui sont rendus possibles par le préambule 46, uniquement pour des monopoles, et les services publics nationaux dont typiquement le train. Donc à partir du moment où le gaz est un monopole, tu ne pouvais pas le privatiser. Mais du coup, ce n'est pas naturel. La nationalisation ne peut se faire que dans des cas très restreints. Et elle était possible en 81 parce qu'il y avait pleins de monopoles d'Etat, ce n'est pas naturel il y a un contrôle très restreint dessus C'est seulement possible seulement avec un changement de constitution, une nouvelle république.

L : ça a été proposé.

M : Oui ok, Mélenchon l'a proposé, mais on sait pas vraiment ce qu'il a mis dedans. Après y'a un truc que Macron a fait, même si tout le monde le critique pour son manque d'écologisme mais le coup de maître à l'art premier de la constitution : la république garantit la préservation de l'environnement, c'était une arme atomique. En fait le conseil d'Etat a fait un avis, et il prévenait contre les effets imprévisibles et totalement dangereux de cette phrase. Parce qu'à partir de là tu peux restreindre toutes libertés. Mais est-ce qu'on est pas attachés à vivre et démocratie. Et typiquement le programme que tu annonces là c'est une remise en cause totale, c'est vraiment le communisme. Hayek disait à propos du communisme : à partir du moment où la liberté individuelle est subordonnée à la liberté collective, alors on confond la liberté avec le pouvoir absolu. Et on confond la démocratie avec je crois la dictature totale, dans la route de la servitude ou sécurité ... Mais du coup honnêtement c'est le communisme que tu proposes, et le communisme, on a bien vu que ça marchait pas.

L : Ce n'est pas le communisme car la décroissance ne peut pas marcher si elle n'est pas voulue et pas choisie par une majorité de la population.

M : Le communisme était voulu aussi.

L : j'ai du mal à comprendre pourquoi c'est une telle restriction de liberté alors que c'est seulement sur certains secteurs.

M : Parce qu'on t'interdit de travailler. Typiquement, le pilote de ligne il n'a pas envie de se reconverter, c'est d'une violence extrême.

L : du coup, qu'est ce qu'on fait aujourd'hui ?

M : Je suis tout à fait d'accord avec toi pour dire qu'il y a un problème. Une autre objection que je ne t'avais pas apportée, c'est aussi sur l'efficacité de la planification en soit. La planification on parle depuis des années 30, avec le groupe X-crise, un groupe de polytechniciens et dont l'ambition était d'apporter une planification à la France juste avant la deuxième guerre mondiale pour l'amener vers le succès.

L : Une forme de technocratie ?

M : c'est exactement ça, et ça a marché dans les années 70. Typiquement en 73, le général de Gaulle avait un plan prêt pour le nucléaire civil et en 15 ans ils avaient construit le parc nucléaire. Alors qu'aujourd'hui pour construire une centrale nucléaire il faudrait 15 ans. Mais

maintenant la planification, ça ne marche plus. Parce que tu es une économie internationalisée parce que tu n'as pas assez de financement pour permettre l'investissement. Et parce que aujourd'hui, c'est de plus en plus difficile de le faire des prévisions. Et c'est justement pourquoi les communistes ont échoué, Parce qu'ils étaient incapables de prévoir les quantités nécessaires. Et donc tu avais des pénuries dans beaucoup de secteurs, Ce qui explique l'échec de la planification. Un très bon ouvrage de Pierre Massé qui s'appelle le plan où l'anti-hasard explique pourquoi la planification aujourd'hui ne marche plus. Et tu as plein de rapports qui explique pourquoi on a pas prévu les différentes récentes crises qu'on a connues. Typiquement, s'il y a une personne aujourd'hui en laquelle j'ai pas confiance pour la planification, c'est l'État. Parce que l'État a montré dans tous les secteurs, une incapacité totale à prévoir les choses.

L : Je reprécise, on parle bien d'une limitation pour quelques secteurs, on n'est pas sur une limitation de la production globale. Le but, ça serait d'entrer dans une société où les gens naturellement ont moins envie de consommer.

M : Si tu supprimes la possibilité de consommer, ... le monde des écologistes c'est un peu un monde triste : pas de sapin de Noël parce qu'il faut couper des arbres, pas de ski parce que ça pollue. En fait, je trouve ça trop facile de couper dans tous les loisirs des gens, c'est triste, c'est une société sans loisirs. tu ne peux pas vendre ça aux gens, tu vas faire exploser le truc. Personne ne veut vivre comme ça. Tu vas juste avoir une société dépressive où les gens vont se suicider. Tu peux pas dire malheureusement, c'est obligatoire de faire comme ça.

27 min

L : tu ne penses pas que c'est parce qu'on est bercé depuis tout petit à au voyage à l'autre bout du monde, à la consommation permanente qui fait qu'on a besoin de ça pour survivre ? Est-ce que les gens qui ne font pas de ski dans d'autres pays sont forcément malheureux ?

M : Après si tu supprimes toutes les formes de loisirs à un moment t'es malheureux. Tu peux pas aller au cinéma parce que le cinéma ça pollue, des avions ça pollue les fusées ça pollue. donc on va arrêter les fusées. moi quand j'étais petit je rêvais d'astronomie, Eh bien on va arrêter l'astronomie parce que ça pollue. après il y a des trucs avec lesquels je suis d'accord typiquement les militaires qui s'envoient en l'air dans des fusées je pense que c'est pas normal.

L : en fait on a un certain quota à respecter.

M : donc c'est le retour des attestations, c'est un crédit social à la chinoise.

L : oui concrètement c'est ça. C'est de dire chaque individu en France à ses 18 ans aura le droit à un vol en avion, mais c'est ce qu'il faut pour rester dans les 2° en 2100.

M : Et si ta copine elle habite à l'autre bout du monde tu auras le droit de la voir qu'une fois par an ? c'est horrible.

L : c'est ça qui est important dans la décroissance c'est de trouver un moyen de ne pas rendre ça horrible. C'est le cas des personnes qui sont très écolos et qui se reconvertissent qui partent à la campagne qui font des projets où ils consomment beaucoup moins.

M : l'avion c'est un facteur de fin de la guerre quand même. parce que les gens comme ils se connaissent qu'ils voyagent partout et qu'ils ont des amis dans tous les pays.... la guerre vient du fait que les gens ne se connaissent pas et ont peur les uns des autres. Le voyage est important pour la paix et pour l'homme, qui est par nature un animal mobile.

L : Je suis d'accord que c'est la fin d'un monde où tu peux te déplacer, de façon liquide

M : c'est un retour aux états nation, c'est un repli sur soi-même. C'est ce qui a amené à la guerre.

L: justement, dans la décroissance on a une réflexion sur un nouveau type de politique, une relocalisation très forte.

M : C'est retour à la guerre. La guerre est évitée par les échanges. La guerre vient fondamentalement des états nations, parce que l'état nation a une force d'entraînement très forte. à partir du moment où l'état nation n'est plus le support des relations sociales, en fait il n'existe plus vraiment, car maintenant on peut aller voyager dans le monde entier. S'il n'y a plus d'état nation, il n'y a plus de belligérants, c'est important.

L : Mais le voyage est toujours possible, en train, et en avion aussi, mais pas de la façon outrancière comme le fait eh bien ... moi.

M : est-ce que tu aurais pu aller au Brésil typiquement ?

L : Dans un monde en décroissance cela aurait été mon seul voyage en avion. C'est réenvisager le voyage différemment, c'est partir et rester, 6 mois, un an. C'est abandonner le fait de circuler en France en avion.

M : donc il n'y aura que les riches qui pourront voyager.

L : ça c'est uniquement les mesures de transition écologique classiques qui sont nécessaires aujourd'hui. Ce sont des mesures décroissantes.

M : encore une fois, c'est la fin de la liberté. La liberté d'aller et venir c'est une des libertés les plus fondamentales.

L : personne n'empêche personne d'aller et venir... juste ça prendre un peu plus de temps.

M : tu penses que le smicard il a le temps de prendre le train ? Qui a 5 semaines de vacances, il aura pas le temps. Il n'aura pas le droit d'aller nulle part en fait.

L : le principe de la société post croissance, c'est d'atteindre une certaine forme d'égalité. Donc il n'y aura pas des gens qui pourront de permettre de tout faire et d'autres de rien faire. En gros, on a une réflexion sur le travail, avec réduction du temps de travail donc partage du travail. En fait c'est un peu se dire "le monde où les robots vont nous détacher du travail et on va pouvoir faire ce qu'on veut et bien pas du tout", juste la technologie et les machines nous ont juste un peu plus asservi et on travaille toujours autant.

M : C'est un mythe, tu sais combien d'emplois ont été créés par les 35h ? 150 mille emplois, ce que dit l'INSEE en 2006, c'est rien du tout.

L : ça en a détruit ?

M : On a perdu 2 millions et demi d'emplois industriels depuis les années 80. J'ai pas de chiffres des destructions des emplois par les 35h, par définition c'est pas possible de les mesurer.

L : Comment est-ce qu'on peut mesurer le nombre d'emplois créés et pas le nombre d'emplois détruits ?

M : tu peux lire l'étude de l'INSEE.

L : mais si c'était aussi clair, pourquoi est-ce que des candidats continuent à proposer des baisses du temps de travail.

M : parce que c'est des démagos, c'est des menteurs. C'est des politiques, tous les politiques sont des menteurs. Tous les politiques mentent, même à gauche.

L : je cherche les chiffres sur la RTT

M : [débat sur les 35h]

M : si les employés coutent plus chers, tu auras plus tendance à les délocaliser, à les remplacer par des machines. Et ça implique des énormes problèmes dans le public, notamment dans les hôpitaux.

L : [zoom sur les hôpitaux]

L : pour toi pourquoi la décroissance ne marcherait pas ?

M : pour moi c'est une remise en cause de la démocratie, parce

e que tu mettrais les restrictions COVID en permanence. C'est possible mais pas dans une démocratie. Parce que dans une démocratie la liberté est fondamentale. Pierre Louis Roederer dans l'esprit de Révolution " l'esprit de la révolution a été portée par un esprit de liberté plus un esprit d'égalité et de fraternité".

L : Mais la fraternité n'est pas tout à fait respectée dans notre système capitaliste.

M : l'esprit de la révolution est un esprit de liberté. et je pense qu'on devrait adopter d'autres solutions qui remettent moins en cause des libertés individuelles et qui permettrait de régler la situation actuelle.

L : donc pour toi, on aurait pas le droit d'interdire la publicité pour les SUV, par liberté.

M : je pense que moi on attaque les libertés des gens le mieux c'est

L : mais typiquement l'augmentation du prix des cigarettes ou l'interdiction de la publicité pour les cigarettes, parce que ça impacte trop la santé des gens ce n'est pas un problème, on pourrait faire la même chose pour le climat ?

M : la publicité je dis pourquoi pas.

L : Tu opterais donc plus sur le fait de travailler sur le côté consommation que sur le côté production?

M : ouais ce qui me gêne c'est que les 208 et cetera ne sont plus produites en France, c'est ça le voiture produite en France c'est les SUV, c'est ça qui me gêne. si on fait ça on va juste fermer les usines françaises. et que sur les SUV que les producteurs automobiles font assez de marge pour produire en France.

L : si l'interdiction te gêne, est-ce que l'augmentation de prix ou une taxation pourrait être une solution qui ne serait pas une atteinte à la démocratie?

M : après tu peux faire ça mais il suffira d'importer ta voiture d'Allemagne.

L : Je vais te citer quelques mesures décroissantistes et tu me dis ce que tu en penses. La première mesure c'est la désacralisation du PIB et le remettre à sa juste place et considérer que c'est un indicateur de santé économique mais pas de santé ni sociale, ni environnementale.

M : Dans le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi de 2009 commandé par Sarkozy explique les limites du PIB. "nos gouvernants sont comme des navigateurs qui essaient de maintenir un cap sans boussole" et le PIB n'a pas permis de prédire la crise de 2008, il ne prend pas en compte les autres dimensions du bien-être etc.

L : comme deuxième mesure, la décroissance vise à atteindre plus de justice sociale. Aujourd'hui on a une sécurité sociale, et bien on pourrait parler d'une sécurité sociale de l'alimentation par exemple. Des penseurs de la décroissance vont proposer la DIA, un pack que chaque citoyen toucherait chaque année et qui lui fournirait gratuitement eau alimentation revenu transport santé logement. L'idée c'est de permettre à chacun de vivre dignement.

M : La sécurité sociale c'est environ 500 milliards d'euros de dépense et sur ceux-ci 80 md viennent d'impôts et le reste des cotisations sociales. C'est le travail qui la finance. Aujourd'hui la frontière est effacée entre ce qui est fiscal et ce qui est de la logique assurantielle. Parce que tu as une universalisation croissante de la sécurité sociale. Donc la DIA impliquerait de basculer tout le financement de la sécu à l'impôt. Donc des droits : droits à la retraite ou au chômage, ne serait plus lié au travail. Ça implique un changement total du modèle social, encore plus fort que dans les pays nordiques. On aurait de vraies conséquences, déjà pour les finances publiques parce qu'il faut le financer. Aujourd'hui on a des assurances maladies complémentaires qu'on peut choisir. Mais ton modèle impliquerait que tout devienne obligatoire. Et que tu payes des impôts, même pour des trucs qui te semblent inutiles. Et puis si tu étendais à ce point la sécurité sociale, à l'alimentaire, le transport etc. Tu arriverais à une situation où les gens se laisseraient vivre et ils ne feraient plus rien et tout tomberait dans leur bouche. On passerait d'une relation d'un état police à un état nourricier et tu devrais tout à l'état, et l'état te devrait tout. Et on tomberait dans la relation du monstre doux du Léviathan, dans Toqueville de la démocratie en Amérique quand il te dit, si un état réduit toute la pauvreté dans le pays, on aura juste en fait des individus passifs qui ne font plus rien. Si tu t'occupes de tout, les gens n'ont pas besoin de travailler, comment tu le finances ? Pour moi, c'est irréalisable.

L : La question du retour au local, où l'on donnerait plus de poids à des régions afin de limiter les allers-retours de non-sens de la mondialisation qui font que c'est moins cher de

produire à l'autre bout du monde et donc de travailler sur des monnaies locales, une taxe kilométrique.

M : c'est un gros morceau la monnaie locale. Pour la mondialisation, je pense que c'est une mauvaise idée parce que je pense qu'il vaut mieux que la France soit leader dans le domaine des centrales nucléaires, des panneaux solaires plutôt que dans la production de petites culottes.

Pour M, la délocalisation permet de ne pas se préoccuper de la production de biens moins porteurs, moins rémunérateur, à moins forte valeur ajoutée. La relocalisation priverait de mains et de cerveaux pour travailler sur les "vrais sujets"

"si tu fais une taxe kilométrique, il n'y a plus d'union européenne. L'UE est fondée sur la libre circulation des marchandises"

"l'UE ne peut pas survivre à la décroissance" c'est la liberté de circulation des hommes, capitaux, marchandises, tous les traités sont conçus sur ça

Donc plus de guerre. "c'est grâce au commerce qu'il n'y a plus la guerre en Europe." "l'UE est basée sur le charbon et l'acier car c'est là où se forgeait les armes de la guerre" "un repli sur soi, c'est le trumpisme ce que tu proposes, c'est ce que voulait Trump" (la relocalisation)

M propose d'autres solutions au changement climatique : etf, UE a mis en place un mécanisme européen de compensation de carbone " l'ue devrait arrêter d'être le dindon de la farce et utilise son pouvoir normatif pour imposer aux autres pays, notamment les pays en développement de mettre des mesures anti de réduction de leur pollution."

"on internalise les coûts sociaux, si tu as un certain impact il est logique que tu le payes" "on intègre le coût de l'act polluante au lieu de l'interdire" "mais il faut que tout le monde le fasse"

"la solution ne peut être qu'européenne"

Pour Matteo, le quota, l'interdiction est "violente", quand la normalisation avec des mécanismes prix sur le marché est acceptable.

"il faut utiliser les outils de l'économie de marché, et le faire progressivement"

"On va favoriser de nouvelles énergies simplement mais en aucun cas on produit moins. Si t'es riche et que tu veux te payer ton SUV tu pourras te le payer. Si tu veux prendre tes billets d'avion tu pourras le faire autant que tu veux."

Ce ne sera pas égal socialement mais “dans tous les cas, les riches pourront toujours profiter des trucs. Malheureusement, c’est comme ça.”

“et puis il faut développer les alternatives écologiques, il faut inciter l’innovation” donc typiquement demain les avions à hydrogène, il faut les inciter pour que tout le monde puisse les prendre” “on ne peut pas taxer quelque chose sans qu’il y ait une alternative, l’avion c’est difficile de le taxer, y’a pas d’alternatives, ok il y a le train mais il faut avoir 15 jours devant toi”

“si y’avait pas d’avion, le prix du train augmenterait encore”

Question du lobby de défense de la décroissance

“le seul argument qui me fait me poser la question, c’est que finalement je ne vois aucune solution à la question climatique, le seul moment où on a eu une baisse des émissions de CO₂, c’est pendant les confinements. Si quelqu’un avait une réponse faisable pour la transition écologique, elle aurait déjà été mise en place, mais je ne pense qu’il n’y a aucune solution qui combine à la fois les problématiques économiques, juridiques, environnementales et sociales”

“ la décroissance on en parle depuis les années 70, si t’es tout seul à faire de la décroissance dans ton coin, tu vas vite te faire bouffer”

“le projet tel que tu m’en parles ça fait flipper, ça veut dire vivre dans le covid toute ta vie, c’est plus vivre en démocratie”

“on ne peut pas mettre une taxe de 75% parce que sinon c’est du vol, d’après le conseil constitutionnel”

V. André

Description : prépa, étudiant HEC, âge 24

Bonne description du concept de décroissance : réduction conso et production + simplification modes de vie + préoccupations sociales + consomme moins pour vivre mieux + ressources limitées + augmentation population

Le terme décroissance est « radical », « provocateur », « décroissance dans une société qui est basée sur la croissance, ça me semble fait pour choquer ».

Idées :

André décrit justement la décroissance et liste en parallèle ses inquiétudes sous forme de questions.

Confiance dans l'humanité pour s'en sortir, confiance dans l'innovation « il y a déjà eu des crises dans l'histoire et a priori on peut, on a su y faire face à chaque fois sans conséquences majeures sur le long terme et donc avec de nouveaux outils, on pourrait se transformer »

La décroissance, un concept opposé à l'innovation : « Je sais que c'est un concept qui est souvent opposé à l'innovation » ; « Par exemple, est ce que prôner la décroissance en France, c'est renoncer en partie à des innovations ? Est-ce que c'est renoncer à développer nos hôpitaux ? »

La décroissance est un « concept peu abouti [...] je n'ai pas entendu parler de proposition concrète, à part réduire la consommation. Comment ça se matérialise concrètement ? J'en sais rien. »

« un concept super occidental, prôner la décroissance quand on fait partie des 15% de la population mondiale les plus développés ... Est ce que c'est un projet de société à l'échelle européenne ou est ce que c'est quelque chose qu'on va aller expliquer dans les bidonvilles de de Chesnay qu'il faut qu'il faut décroître et finalement pas continuer à se développer »

La décroissance oui mais à quelle échelle ? européenne ou plus large ?

Lien croissance et développement ?

« Est-ce que c'est la décroissance, elle est sélective ? Et si elle est sélective, elle se limite à quoi ? »

Est-ce que la décroissance c'est « vivre dans l'Isère » comme le propose les étudiants de l'agro « avec nos chèvres et nos brebis »

Il reconnaît qu'il ne connaît pas le concept mais pose pleins de critiques et de concepts pertinents.

Un « modèle très dirigiste », « t'as utilisé le mot planification, ça, c'est un changement total de modèle »

Il cherche des exemples, des expérimentations menées actuellement, recherche de concret,

Il demande si décroissance et sobriété sont synonymes où qu'on peut avoir des cas de croissance en étant sobre en prenant l'exemple de la rénovation énergétique où l'on tente de faire les deux

Je pose l'idée qu'on est obligé de planifier car le capitalisme ne le ferait pas « naturellement » Le capitalisme pourrait le faire naturellement, à un horizon plus tardif ? « quand le coût écologique de certaines activités sera trop élevés, ça va pas induire à un moment un coût économique relatif qui découragera les acteurs qui comme on peut le voir sur certains produits »
- confiance dans le système capitaliste

Il répète que c'est un projet « peu concret » et se demande qui pourrait impulser ça ?, « comment vendre aux français qu'ils doivent s'appauvrir de 40% pour que les indiens puissent vivre 60% mieux ? »

La décroissance doit être pensée à quel niveau ? international ?

Les mesures décroissantistes

Question du PIB :

- Toutes les boîtes prennent déjà en compte d'autres indicateurs
- A chaque rachat il y a des plans RSE

Retour au local :

- Ça ne me choque pas c'est une tendance actuelle, ce que les gens demandent

Il ne voit pas avec ces mesures le côté radical de la décroissance, voire totalement opposé au capitalisme, en fait pas besoin de changement de paradigme absolu

Bonne question pour moi : que signifie la sortie du capitalisme ? quelle est sa base immuable ?

« Si la décroissance c'est m'acheter moins de fringues neuves, ne pas changer de téléphone tous les 6 mois et manger moins de viande, c'est déjà ce que tout le monde fait non ? » « j'ai l'impression que c'est une croissance raisonnée, et pourtant je suis un capitaliste convaincu, j'ai fait une école de commerce, je veux faire du conseil en stratégie »

Question de ma part : si je te parle de décroissance du PIB qu'est ce que ça provoque chez toi ?

« j'y suis opposé à priori parce que c'est vrai que c'est ce qu'on regarde chaque année », « après on devrait pouvoir introduire une qualité du PIB » « après pas grand monde faut sauter le champagne au moment de l'annonce des indicateurs économiques de la croissance. C'est important mais ça ne change pas ma vie »

Pas tellement d'accord avec le problème de la croissance infinie dans un monde fini : on pensait qu'avec la transition démographique on n'allait pas s'en sortir, « pourtant on s'est toujours adapté, on a amélioré les rendements »

Question des salaires : opposition, « le salaire est une incitation à donner plus pour son entreprise, donc pour la société » « qu'est ce qui inciterait à prendre des fonctions à la fois super risquées et super usantes ? »

Je donne l'exemple du chauffeur uber qui pourrait faire autant d'heures qu'un pdg : « un chauffeur uber a une contribution pour la société mais combien de personnes dépendent de ses choix »

Les pdg ont plus de pression car plus de responsabilité. Les personnes qui bossent dans des supermarchés font leur 3h, c'est dur, pas intéressant, mais après c'est fini et ils ont le temps pour vivre

Un écart de fois 20 me semble pas déconnant

Relever le SMIC risque de concentrer encore plus les gens autour du SMIC

Le salaire minimum aurait des impacts inflationnistes, augmenterait le coût de la vie, mais il propose la gratuité des transports et de nouveaux services publics sans toucher à la rémunération

Le salaire devrait être corrélé à la valeur ajoutée pour la société, aujourd'hui c'est le cas avec des salaires de patrons du CAC40 dont le variable est corrélé à des sujets ESS

Suppression de la publicité

« c'est un peu prendre les gens pour des idiots esclaves du capitalisme » « la publicité a ses mérites » : faire de la pub pour un meilleur produit pour l'environnement et ou notre société c'est bien non ? « c'est prendre les gens pour des idiots qui ne sont pas capables de faire leur propre choix », il est plutôt pour une interdiction des publicités ciblées ex. sur les énergies fossiles

Qui sont les décroissantistes ?

il précise qu'il va aller dans le cliché : « prof de maths végan habillé en sac de jute, l'ingénieur révolté, le Parisien en manque de valeur » mais si c'est ce qu'il a compris depuis le début de notre entretien : c'est un français censé

les premières fois qu'il a parlé de décroissance, c'était avec des gens d'agro, paris tech ou bordeaux, à fond théorie de l'effondrement, après ce sont les premiers confrontés à ça donc c'est normal, ils ont raison mais ils sont dans leur monde et ont une vision parcellaire et ne prennent pas en compte tous les enjeux. Et inversement, en école de co on a du mal à concevoir ces gens.

Mais c'est un débat qui à la marge permettra de construire un capitalisme plus censé, ou une croissance avec plus de sens

Question des mots :

La décroissance, ça a ses vertus de choquer mais en même temps « ça a aussi pour effet d'opposer les gens à la notion a priori comme moi alors qu'en fait je suis pas si loin de la décroissance, enfin quand même »

Acroissance, ça a les mêmes défauts que décroissance càd sensation de privation

Sobriété heureuse : il est plutôt pour, personne ne se braque quand on parle de sobriété énergétique, ça fait plutôt sens pour pleins de raisons : moins de consommation, plus d'indépendance. Le terme heureux fait un peu niais mais c'est le plus validé

Ecologie des pauvres : on car ça exclut les plus riches, il n'est pas fan

VI. Antoine

Audencia, financement aéronautique, une passion l'aéronautique depuis toujours, 2^{ème} année

La décroissance est utopique, tout à fait irréalisable, ou pas souhaitable, se base sur prémisses fausses.

On en entend parler en politique, une bonne partie de la gauche utilise le terme, sans rentrer en profondeur et beaucoup de scientifiques assez médiatisés : Aurélien Barreau, Janco, c'est dans le débat

Définition de la décroissance : réduction volontaire de l'activité économique pour réduire émissions de CO2 car on a l'idée que les technologies ne régleront pas le problème donc il faut changer de modèle et de mode de vie

Prémisses fausses pour lui :

- 1) La croissance est un dogme, qqch d'abstrait qui nous obsède, alors que finalement la croissance est un indicateur de l'éco qui a des retombées très concrètes, ça signifie qu'on consomme plus, donc plus de pouvoir d'achat, on exporte plus aussi, ça a un impact très concret dans le quotidien des gens
- 2) Idée croissance infini dans monde infini : sauf qu'une ressource est infini c'est la matière grise, qui peut nous permettre d'arriver à nos fins

D'accord avec les limites du PIB mais chaque indicateur a ses limites. « c'est regarder à l'envers les choses », il considère que les choix que nous faisons déjà visent à améliorer le bien-être et in fine augmente la croissance : le PIB montre qqch, mais il ne faut pas réfléchir par le PIB, ce n'est pas l'objectif en lui mm

Présidentielle : imp du pouvoir d'achat, du taux d'emplois

En 2021 croissance record en France suite covid, personne ne s'en est réjoui comme ça. Dans certains pays africains, croissance a deux chiffres et les gens s'en fichent

C'est un indicateur parmi tant d'autres

« La plupart des gens n'ont pas de connaissance ultra fine de l'économie je pense qu'ils s'en fichent de la croissance. Si le gouvernement dit qu'on a atteint tant de croissance, ils s'en

fichent mais si à la fin du moi, on a telles difficultés pour nourrir ses enfants ou on peut plus aller au cinéma etc. les gens le sentent. En réalité, je ne pense pas que l'on soit si obsédés que ça par la croissance. C'est sûr qu'on en parle beaucoup à la tv mais les gens en eux-même, ce qui les intéresse c'est taux de chômage, pouvoir d'achat. Et quand on améliore ces deux choses-là, mécaniquement tu as une croissance. »

« On pense que c'est un dogme. Je pense que ce n'est pas un truc si important que ça, juste on en parle »

Moi : solutions des quotas et de la planification te semblent envisageables ?

A l'échelle individuelle, collective, sur un pays ?

Je donne l'exemple du quota d'aviation un AR par personne à ses 18 ans

Non, car pas même vie et même besoin, « moi ma gm vit au sénégal, si la tienne habite dans la région parisienne, on veut faire exactement la même chose, et bien ça n'aura pas le même impact carbone »

L'important ce n'est pas l'échelle individuelle mais l'échelle globale : par ex avoir un yacht à l'échelle individuelle ça pollue énormément mais tellement de personnes en ont qu'au final ça ne pollue pas tant que ça

L'aviation c'est seulement 2 à 3% des GAS, et ce n'est pas du tourisme 3^{ème} poste de passagers, la plupart des gens c'est pour voir leurs amis, leurs familles

Rechercher l'échelle individuelle alors qu'on n'a pas les mêmes vies : par ex, moi j'habite en Seine et Marne, je prends ma voiture pour faire les courses

Il pense qu'on devrait fonctionner à l'échelle globale avant tout

Interviewer : Est-ce que c'est problématique pour toi d'avoir une planification nationale ?

Dans les faits non, une planification ce n'est pas incompatible avec notre système capitaliste, après ça dépend de ce qu'on ne dit pas planification : incitation ou contrainte et force ?

« il faut faire attention avec le terme de planification, parce que c'est à la fois un terme qu'on utilise en France mais aussi en URSS »

« on a besoin d'un état pilote » : placer les participants sur des échelles, une des tendances/valeurs dont l'échelle libéralisme/interventionnisme

« tu penses que la sortie du capitalisme est un passage obligé de la décroissance » ?

Je ne pense pas que cela soit souhaitable de sortir du capitalisme, parce que ce ne serait plus l'individu pour son propre profit qui décide de faire une activité, c'est l'état qui déciderait de tout

Une des bases de la démocratie, c'est l'alternance, et il est difficile d'avoir une alternance politique si on est parti dans la planification décroissante. On ne peut pas dire au bout de 5 ans, j'arrête ci j'arrête ça.

Si on réduit activité économique, les gens doivent travailler moins, donc on peut moins consommer. En théorie c'est les gens qui ont beaucoup qui devraient réduire mais dans les faits est-ce que ça ne risque pas de faire un effet boule de neige

« C'est normal d'avoir une récession de temps en temps, là on va remonter les taux pour arrêter l'inflation galopante, on aura une récession organisée par les banques centrales pour garder une économie saine »

La sobriété heureuse « pour moi, c'est quand même un truc de riches [...] parce que pour moi l'essentiel de la consommation, c'est surtout du besoin ». On peut consommer moins pour consommer mieux, aller vers plus de local mais dans les faits, les gens consomment avec leurs portefeuilles [...] dans les faits ça n'affecterait que très peu de gens », la sobriété s'adresse à « nous en tant que privilégié »

« Je pense que 90% de la population mondiale n'ont pas le choix de le faire [...] et ils ne peuvent pas être plus sobres sans amélioration technologique »

On devrait pouvoir atteindre une sobriété en étant plus efficient.

La sobriété ne l'attire pas du tout, je suis quand même content de vivre beaucoup beaucoup mieux que mes grands-parents, surtout qu'ils sont du Sénégal donc y'a eu un gros step up

Mais je pense être quelqu'un d'assez raisonnable, je ne pense pas que je pourrais vraiment réduire, bon après je pars aux USA demain

Ce n'est pas un oxymore la sobriété heureuse, ce n'est pas opposé mais après ça dépend ce qu'on me demande de réduire

Je pense vraiment que la sobriété vient avec l'amélioration technologique

ex : l'aviation, on améliore chaque année les émissions.

Je recadre le débat sur le rapport à la consommation et pas sur la sobriété énergétique

Ce n'est pas une mauvaise chose qu'on soit beaucoup plus à consommer, c'est juste que beaucoup de gens sortent de la pauvreté, rentrent dans les classes moyennes

« je pense que c'est une difficulté supplémentaire de mixer combat contre le réchauffement climatique et justice sociale et inégalités. Je pense que c'est deux combats qui sont totalement indiscutables mais les mélanger crée plus de difficultés qu'autre chose »

Interviewer : les gilets jaunes + les deux sont liés car se préoccuper de l'un ou de l'autre c'est se préoccuper des autres en général, et si je suis concernée par la question du réchauffement climatique, c'est que je me dis que des gens autres que moi vont être impactés sérieusement et peuvent en mourir : c'est de la justice, par ma faute je crée du mal pour des hommes et pour de l'environnement mais qui va être du mal pour les hommes après. Pour moi, la justice environnement c'est de la justice sociale, je ne serai pas le principal impacté mais mon mode de vie fait que je peux tuer des gens de façon directe ou indirecte

Antoine : à chaque mesure écologique, premier critère écologique et deuxième critère : social et voire quels seront les efforts à fournir par rapport aux effets gagnés en gain de CO2. « il ne faut pas tout mélanger, mais il y a des arbitrages à faire »

« Aujourd'hui on a un pétrole très cher » « on a encore plein de puits de pétrole à exploiter mais un inv dans un nouveau forage, on n'est pas sûr de le rentabiliser » parce que le pétrole est dans le viseur, les e préfèrent garder un pétrole haut, peu d'offres et se faire une grosse marge. Donc le signal prix force les gens à s'adapter.

Les entreprises et le capitalisme vont tendre vers une réduction des émissions de CO2, même si ça ne viendra pas tout seul non plus et c'est le cas, les pays les plus riches voient leurs émissions de CO2 baissées même si on inclue le CO2 importé

Ceux qui font augmenter les émissions de CO2 dans le monde c'est les émergents

(en France 51% des GES sont importé) après c'est bien on permet aux autres pays d'avoir une certaine activité économique, c'est des vies qui s'améliorent

Antoine pense que le découplage est possible et que c'est un peu le cas aujourd'hui, dans certains pays

Pouvoir des mots

Acroissance, moins beau que la décroissance. Le problème de la décroissance c'est que ça arrive à la récession, pas d'avis

Post croissance ça parle plus, ça montre que d'autres indicateurs comptent à partir d'un certain niveau, c'est intéressant

Sobriété heureuse : qualifie qu'un petit bout car l'essentiel de la population mondiale c'est du besoin

Ecologie des pauvres : c'est sur qu'on est à 2t de co2 par hab en inde, après est-ce que j'ai envie de vivre comme un indien, la réponse est clairement non, avec tout le respect que j'ai pour ce magnifique pays, le problème de ce terme est le meilleur argument pour les détracteurs de la décroissance « en fait vous voulez juste que tout le monde soit plus pauvre, revenir pauvre pour baisser les émissions de CO2

Préfère un système où tout le monde vit mieux avec de fortes inégalités plutôt qu'un système où on soit tous pauvres dans une situation moins bien

Mesures phares

Nouvelle vision du travail : « le fameux travailler moins et travailler tous », on ne peut pas dire à une petite entreprise avec des employés qui passent à une semaine de 4j, coût va augmenter, prix augmente, inflation, baisse pouvoir d'achat etc. « à moins que ça soit subventionner par l'état mais bon l'argent magique c'est fini maintenant, avec les banques centrales qui remontent leur taux » « le mot qui me vient c'est utopie »

Retour au local : tout le monde est pour le local, anecdote du magimix à 1200 à nantes, au final les gens ne veulent pas payer pour du local car trop cher, déjà il faudrait rester à l'échelle européenne sinon on viole certains traités. Evidemment on veut tous consommer plus proche, plus local, mais au final les gens choisissent avec leur portefeuille. Et on risque de le faire payer aux gens qui ont le moins de pouvoir d'achat, c'est une problématique de riches

Problème de moi : si tout le monde se développe, ce sera cher pour tout le monde, et si on profite des inégalités c'est nul aussi – c'est choisir les pauvres français ou les pauvres ailleurs : trop théorique et très lointain pour Antoine

« il est beaucoup plus efficace de rester dans le système et de faire des améliorations dedans plutôt »

Lobby

Expliquer que n'est pas s'appauvrir, ni un retour en arrière pour revenir à nos émissions de CO2 du passé. C'est plutôt la priorité c'est la décroissance des émissions des CO2, c'est la méthode la plus efficace et la plus rapide pour y arriver

« Pas la sobriété heureuse etc parce que on va te dire c'est parce que toi t'es riche, donc toi tu peux te permettre de réduire »

« Le capitalisme c'est les 100 meilleures années »

Les pays les plus riches arrivent le mieux à redistribuer ce sont les moins inégalitaires

VII. Laurent

La décroissance est définie en parallèle de la croissance, ce serait soit croissance comme augmentation du PIB, augmentation de recherche, soit comme faire en sorte que la génération d'après vive mieux (la croissance est donc une augmentation du bien-être).

Uniquement pour les pays industrialisés ? pour la France ? ou global

Interviewer : définit la décroissance.

A l'échelle internationale, « ce serait un peu hypocrite de dire qu'on pourrait mettre en place des politiques de décroissance dans des pays où les ressources ne sont pas suffisantes pour nourrir toute la population. » « donc le penser à l'échelle nationale serait plus judicieux ».

Comparaison avec les critiques du développement durable qui viseraient à limiter le développement des pays pas encore développés. Donc on peut y voir toutes dérives post colonialistes.

Ce concept n'est applicable que dans certains contextes et tranches géographiques, donc ça ne peut pas être un mécanisme global.

Le PIB vient de la consommation, donc il faudrait baisser la production ou baisser la demande, donc soit on a un modèle où les gens travaillent moins en heures, soit on passe à un modèle moins productif donc chômage chez des classes sociales différentes. Le choix sera que les gens travaillent moins, donc les classes sociales inférieures travailleront moins.

Il faudrait jouer sur les représentations, ou les taxes. Mais on risque de perdre en concurrence, il faudrait des mécanismes aux frontières, soit au niveau national soit au niveau de l'Europe comme sur les taxes carbone.

Il faudrait pousser les gens à acheter moins mais c'est plus des mécanismes implicites. Tout ça c'est une logique de marché comme elle existe aujourd'hui

Question Comment tu imagines un monde en décroissance ? ta journée en décroissance ?

Mon métier serait le même je pense, enfin je ne serai pas banquier.

La réduction des GES vient d'une augmentation des investissements dans les secteurs des énergies renouvelables, des nouvelles mobilités etc donc au final ce n'est pas une décroissance, c'est une logique de croissance d'un autre secteur industriel, une réindustrialisation. On utilise également d'autres ressources, on passe de l'exploitation de mines d'hydrocarbures à l'exploitation de mines de cobalt et de lithium.

Hans Jonas, principe de précaution/responsabilité : même si on n'est pas sûr du danger d'un projet, on peut l'interdire. C'est à la personne qui veut faire le projet de prouver de la non-dangerosité, et en particulier pour l'environnement d'un projet. Mais ce qui était reproché à Jonas à l'époque c'était une vision autoritaire avec un léviathan qui prenait la décision de si on lance un projet. Pour mettre en place la décroissance, est-ce qu'il ne faudrait pas un pouvoir plus fort que le pouvoir démocratique ?

Avec le système actuel, on peut technologiquement et en suivant certains politiques publics rester dans les scénarios 2C

Planification ça fait plan quinquennaux urss, mais la planification pluriannuelle de l'énergie existe déjà, ça dépend quelle échelle de temps. Est-ce que dans un paysage politique avec un horizon de 5 ans, ça peut se retourner contre les politiques qui veulent la mettre en place ?

Le pouvoir d'achat, première préoccupation des français aux dernières élections donc la question de la dévalorisation du travail salarié est un peu éloigné de leur préoccupation, étant donné qu'ils cherchent du travail

Le modèle capitaliste a maximisé le surplus total, pas pour tous les consommateurs mais de plus en plus de richesse dans le monde.

Aujourd'hui, tout le monde peut prendre l'avion pour pas cher, on a une augmentation du niveau de vie induit par l'augmentation de la richesse

Propre à chacun de définir son bonheur, certains trouvent le bonheur dans le travail, dans un parc avec des amis, ou acheter des montres : réponse à la question bonheur = sobriété ?

Peur de la dévalorisation du travail « ça fait un peu mal de se dire que tu travailles pour la société mais que ce n'est pas ce qui est valorisé ».

Interviewer : c'est plutôt que c'est d'arrêter de survaloriser les salaires.

Mesures phares

PIB : on voit déjà un changement de paradigme dans les secteurs associatifs etc avec leur apport social, les entreprises à mission. Est-ce que les gens ne se réfèrent pas qu'à ça et les politiques du coup ne parlent que de ça (en parlant de l'inflation) ?

Relocalisation : risque des inégalités entre régions, entre zone de compétitivité ou autre, ex. région Rhône Alpes qui produit l'électricité en France, si on rajoute des taxes selon ou va l'électricité. Si c'est plus cher chez nous, problème au niveau du pouvoir d'achat, certaines personnes ne doivent pas se retrouver dans l'incapacité d'avoir accès à certains biens auxquels avant ils avaient accès « que des biens deviennent des biens de luxes alors qu'ils ne l'étaient pas avant » « c'est sûr que c'est beaucoup plus vertueux pour l'environnement selon le mode de transport utilisé donc si on met des taxes kilo, ou d'importations carbone aux frontières etc., ça sera plus compétitif en délocalisant » « pour moi, avec ces mécanismes, c'est au détriment des questions sociales, où un bien devient un bien de luxe pour la protection de l'environnement, donc ça crée plus d'inégalités que c'est censé empêcher » « on peut aussi élargir l'échelle et dire que si on comptait l'environnement aujourd'hui, il y aurait moins de pays qui seront engloutis mais ça c'est pas la priorité pour les personnes : Tuvalu les gens ne savent pas forcément le placer sur la carte, mais ils savent combien coûte leur panier de courses »

Biens communs et DIA : comment l'Etat fournit tout ça + si on me fournit de quoi vivre jusqu'à la fin de ma vie, pourquoi je m'embêterai à travailler, « on prône une société de fénéantise », on s'enlise dans un système non soutenable où les gens qui créent la nourriture récupèrent autant que ceux qui ne le font pas

Salaires : le plafonnement pose un problème, ça dépend combien j'ai investi dans mes études au départ, en termes de retour sur investissement dans mes études ; il faut à la fois pousser les gens à faire des études mais aussi ne pas les bloquer dans un système où tu ne pourras pas rembourser tes études après. Le concept même du plafonnement n'est pas un problème

Les termes :

Décroissance : « Là on a parlé de décroissance mais on n'a pas fait décroître grand-chose à part la consommation » « le problème de décroissance c'est que c'est péjoratif, comme tout à tendance à croître, en termes de dynamique en tout cas »

Zoom sur le concept d'entropie en thermo-dynamique « c'est pour ça qu'on ne peut pas revenir dans le temps »

« moi en ce moment j'aime bien le mot sobriété, plus utilisé dans le terme écologique. [...] mais pas tellement le terme de sobriété heureuse. »

Acroissance : ça ressemble vraiment à accroissement, pas très parlant

Post croissance : c'est dire de se représenter ce que ça veut dire ou de l'associer à un paradigme de décroissance, on pourrait l'associer à n'importe quel paradigme différent même si j'ai pas d'autres idées en tête qui s'opposerait à la fois à la croissance et à la décroissance

Ecologie des pauvres : « c'est un peu réducteur comme vision, avec la relocalisation par exemple, si on ne met pas en place des mécanismes supplémentaires, ça touche presque autant les ménages les moins aisés que les plus aisés. Les manœuvres décroissantes que tu m'as présentées peuvent être inégalitaires et une écologie des riches justement : qui sont capables de payer un peu plus cher leur abonnement téléphonique ou leur abonnement électricité parce que c'est une électricité verte »

Question de l'asso, lobby : Je réfléchis à des images marquantes : des gens sont plus touchés par des mouettes, des enfants qui meurent de faim etc. il y a beaucoup d'arguments, il faut juste savoir à qui on s'adresse. Moi c'est plus la question de l'urgence écologique qui me convaincrat, pas forcément biodiversité, enfin socio-écologique, où l'écologie touche directement les personnes.

Question : Pour toi les deux concepts sont liés ?

Oui, on ne parlerait pas d'urgence écologique si personne n'avait été touché. Si les océans se réchauffaient mais que ça ne changeait rien pour nous on arrêterait pas. Et on associe de la valeur aux choses que parce qu'on en a l'usage